

LIBÉRER LE POUVOIR
DE LA LOCALISATION
ET DES PARTENARIATS
MULTIPARTITES
POUR SAUVER LES ODD

June 2025
Forus International



CONTENU

Résumé 4

Principales constatations 5

Recommandations 5

Un appel à l'action 5

INTRODUCTION 7

OBJET ET PORTÉE DE L'ÉTUDE 8

MÉTHODOLOGIE 8

SECTION 1 : ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION 9

- 1 Progrès mondiaux des ODD : un moment critique 9
- 2 Pourquoi la localisation est-elle importante ? 11
- 3 Intégration des ODD dans les cadres nationaux et locaux 13
- 4 Prolifération des examens locaux volontaires (EFV) 16

SECTION 2 : LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

- 1 Gouvernance à plusieurs niveaux et cohérence des politiques 19
- 2 Mécanismes de financement de la localisation 20
- 3 Renforcement des capacités 22
- 4 Systèmes de données et indicateurs locaux 25
- 5 Gouvernance inclusive et participative 26
- 6 Numérisation et gouvernance électronique 31
- 7 Partage des connaissances et apprentissage par les pairs 34
- 8 Outils de planification intégrée et ELV 35

SECTION 3 : CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

- 1 Gouvernance fragmentée et intégration verticale limitée 37
- 2 Un financement inadéquat et imprévisible 39
- 3 Lacunes persistantes en matière de capacités à l'échelle locale 41
- 4 Faiblesse des systèmes de surveillance, de données et de rapports^{v42}
- 5 Rétrécissement de l'espace civique et participation limitée 43
- 6 Inégalités numériques et intégration inégale de l'e-gouvernance 45
- 7 Fragmentation du soutien et incohérence des donateurs 46

SECTION 4 : MISE À L'ÉCHELLE ET PÉRENNISATION DE LA LOCALISATION : VOIES POUR RÉINVENTER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

- 1 Institutionnaliser la localisation dans la planification et le reporting nationaux 49
- 2 Réformer les systèmes de financement publics et innovants pour responsabiliser les acteurs locaux 51
- 3 Transformer les modèles des donateurs pour soutenir le développement mené localement 53
- 4 Renforcer les capacités locales à long terme 55
- 5 Améliorer les systèmes de données locaux et les cadres d'indicateurs responsables 56
- 6 Promouvoir des partenariats multipartites équitables 56
- 7 Réduire la fracture numérique et développer les innovations en matière d'e-gouvernance 58

DEMANDES CLÉS POUR CHAQUE PARTIE PRENANTE 60

CONCLUSION : DÉBLOQUER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD GRÂCE À LA LOCALISATION ET AUX PARTENARIATS 62

ANNEXES 66

ANNEXE 1 : Documents examinés pour le présent rapport 66

ANNEXE 2 : Liste des personnes interrogées et questions d'entretien 68

ANNEXE 3 : Acronymes 70

RÉSUMÉ

À l'approche de l'échéance de 2030 pour les objectifs de développement durable (ODD), les progrès mondiaux restent nettement en retard. Selon le rapport d'étape 2024 de l'ONU sur les ODD¹, seules 17 % des cibles sont en bonne voie, avec des régressions significatives en matière d'éradication de la pauvreté, de la faim, de l'éducation et de l'action climatique. Une convergence de crises, notamment des inégalités persistantes, des conflits, l'insécurité alimentaire, l'instabilité climatique et un déficit de financement mondial, menace de faire dérailler le Programme 2030.

Au milieu de ces défis, la localisation et les partenariats multipartites apparaissent comme des stratégies essentielles pour accélérer la mise en œuvre des ODD. La localisation est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), car elle rapproche la mise en œuvre des personnes et des lieux les plus touchés. Avec environ 65 % des cibles des ODD dépendant de l'action locale², les gouvernements locaux et les

acteurs de la société civile sont particulièrement bien placés pour adapter les solutions, favoriser l'appropriation communautaire et assurer plus de redevabilité. La localisation permet une meilleure utilisation des données désagrégées, facilite la participation inclusive et stimule l'innovation dans la prestation de services, des modèles évolutifs souvent pionniers que les acteurs nationaux ou mondiaux peuvent adopter. Alors que les progrès mondiaux stagnent, l'autonomisation des acteurs locaux est devenue non seulement une nécessité pratique, mais aussi un impératif stratégique pour sauver le Programme 2030.

Ce rapport intitulé « *Libérer le pouvoir de la localisation et des partenariats multipartites pour sauver les ODD* », s'appuyant sur plus de 15 études de cas réels du réseau Forus en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans le Pacifique et en Europe, souligne le potentiel transformateur de la localisation et des partenariats équitables dans la réalisation des ODD. Il présente des informations clés sur ce qui fonctionne, ce qui entrave les

1 ONU (2024). Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54).

2 PNUD, ONU-Habitat, DAES (2024). Accélérer la localisation des ODD.

progrès et les opportunités qui s'offrent à nous pour accélérer la mise en œuvre des ODD grâce à la localisation et aux partenariats. Les exemples de plus de 15 pays, dont l'Argentine, le Guatemala, l'Indonésie, la Zambie et les Philippines, démontrent que la localisation, *lorsqu'elle dispose de ressources suffisantes et qu'elle s'appuie sur des partenariats inclusifs et multipartites*, est notre meilleur levier pour sauver le Programme 2030.

Contrairement aux évaluations traditionnelles, ce rapport combine des données locales, des statistiques officielles et diverses études de cas régionales pour dresser un tableau complet des efforts de localisation des ODD. Il fournit

une feuille de route stratégique opportune aux gouvernements, à la société civile, aux banques publiques de développement et aux donateurs afin de réorienter les efforts de mise en œuvre autour du pouvoir local, de la gouvernance inclusive et des cadres politiques cohérents. Le rapport met également en lumière les récits de la campagne multilingue et participative de Forus « **Nous ne laissons personne de côté, et vous?** » sur l'impact de la société civile et son influence positive sur les ODD et sur la promesse " ne laisser personne de côté ", avec des histoires qui ont été soumises du monde entier.

Principales constatations

- **La localisation prend de l'ampleur** : en juillet 2024, **plus de 300 villes³, municipalités et régions ont publié des examens locaux volontaires (ELV)**, reflétant une augmentation du leadership et de la responsabilité locaux (*Progressing National SDGs Implementation Report, 2024*).
- **L'intégration nationale-locale s'intensifie** : en **2024, près de 70 % des pays issus d'ENV** ont fait état de mécanismes de coordination formels entre les niveaux national et infranational pour la mise en œuvre des ODD, marquant ainsi une évolution institutionnelle constante vers une gouvernance à plusieurs niveaux.
- **Le succès dépend de catalyseurs systémiques** : les principales conditions favorables comprennent des cadres politiques et budgétaires cohérents, un financement prévisible, des systèmes de données locaux robustes (y compris des données générées par la communauté), une participation civique inclusive et l'innovation numérique.
- **Des obstacles persistent** : de nombreux acteurs locaux continuent d'être confrontés à des systèmes de gouvernance fragmentés, à des mandats sous-financés, à une infrastructure statistique faible et à un espace civique en déclin, en particulier dans des contextes d'instabilité politique et de centralisation.
- **La société civile est centrale** : les organisations communautaires jouent un rôle essentiel dans la catalyse de la planification inclusive, du suivi local et de la redevabilité ascendante.

3 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

Recommandations

Pour étendre et soutenir la localisation des ODD, le rapport appelle les gouvernements, les donateurs et les acteurs du développement à :

- **Institutionnaliser la localisation dans les systèmes nationaux de planification, de budgétisation et de suivi**, avec des rôles clairement définis pour les acteurs infranationaux.
- **Intensifier et intégrer les ELV et les examens infranationaux volontaires (VSR)** dans les cycles formels de rapports nationaux et mondiaux sur les ODD afin de renforcer la cohérence et la responsabilité.
- **Fournir un financement direct, prévisible et flexible aux gouvernements locaux et à la société civile**, en veillant à ce que les mécanismes de financement soient adaptés aux besoins et aux réalités locales.
- **Renforcer les capacités locales** grâce à la formation à long terme, aux infrastructures et à l'apprentissage par les pairs.
- **Améliorer les écosystèmes de données locaux**, y compris l'intégration de données désagrégées et générées par la communauté pour suivre les progrès et cerner les lacunes.
- **Promouvoir des partenariats multipartites équitables et protéger l'environnement favorable de la société civile**, en particulier des groupes marginalisés et sous-représentés, dans les structures de gouvernance locales.
- **Tirer parti des outils numériques inclusifs et du renforcement des capacités** pour améliorer l'accès, l'engagement et la transparence dans la planification locale des ODD et la prestation de services.
- **Aligner le financement des donateurs sur les stratégies de développement menées localement**, en assurant le soutien à des partenariats à long terme basés sur la confiance.

UN APPEL À L'ACTION

Alors qu'il ne reste que cinq ans, le monde ne peut pas se permettre de faire comme si de rien n'était. La localisation n'est pas un ajout, c'est un changement transformateur pour s'assurer que la mise en œuvre des ODD est ancrée dans les réalités locales, répond aux besoins locaux et est dirigée par des acteurs locaux.

Ce rapport exhorte les décideurs, les bailleurs de fonds et les institutions internationales à agir de manière décisive et collaborative. Ce n'est qu'en mettant l'accent sur le leadership local et les partenariats multipartites que nous pourrions accélérer les progrès significatifs vers le Programme 2030 et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.



CANCELA LA DEUDA

MAKE POLLUTERS PAY



CLIMATE CHANGE EVERYONE

FOR THE PEOPLE

FEMINISTS HOLD THE LINE! ★
RAISING THE RED ALARM
WE DEMAND A GENDER
TRANSFORMATIVE ECONOMY NOW!

BRING INDIGENOUS AND WOMEN TO THE FINANCING TABLE NOW! ★





INTRODUCTION

Lorsque les dirigeants mondiaux ont adopté le Programme 2030 en 2015, ils ont défini une vision audacieuse et universelle : mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités, protéger la planète et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte. Les organisations de la société civile ont joué un rôle crucial dans l'élaboration du Programme 2030, en contribuant au processus de négociation de l'ONU et en plaidant en faveur d'un développement inclusif. Mais dix ans plus tard, les progrès mondiaux sont nettement en retard dans la mise en œuvre des ODD. Avec moins de 17 % des ODD sur la bonne voie⁴, nous assistons également

à une convergence de crises, notamment des inégalités persistantes, des conflits, de l'insécurité alimentaire, de l'instabilité climatique et un déficit de financement mondial, qui menacent de faire dérailler le Programme 2030.

L'année 2025 marque un tournant à la fois symbolique et pratique dans le parcours mondial vers la réalisation des ODD : elle marque le 10^{ème} anniversaire de l'adoption des ODD – un moment de réflexion et de recalibrage à l'échelle mondiale. Il s'agit également d'un tournant décisif, alors qu'il ne reste plus que cinq ans avant l'échéance de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

4 ONU (2024). Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54).



Aujourd'hui est le moment de réfléchir à ce qui a été accompli, de faire face à ce qui ne fonctionne pas et de corriger le tir avant qu'il ne soit trop tard – et pour les actions futures. Alors qu'il ne reste que cinq ans pour atteindre les objectifs ambitieux du Programme 2030, la communauté mondiale doit s'adapter, accélérer et innover, sous peine de ne pas être à la hauteur de la vision transformatrice définie en 2015.

La localisation n'est pas simplement une question de mise en œuvre ; il s'agit d'un changement politique et historique plus profond dans le paysage de la coopération au développement. La localisation est bien plus qu'un ajustement technique ou un changement de projet piloté par le donateur. Il s'agit d'un rééquilibrage fondamental des pouvoirs, reconnaissant que le développement durable doit être ancré dans le leadership, les priorités et les droits des acteurs locaux. Ce programme transformateur remet en question les modèles de coopération bien établis

La localisation n'est pas simplement une question de mise en œuvre ; il s'agit d'un changement politique et historique plus profond dans le paysage de la coopération au développement.

façonnés par les inégalités historiques et affirme la nécessité d'un système de solidarité mondiale plus juste, inclusif et réciproque.

Avec environ 65 % des cibles des ODD dépendantes de l'action locale⁵, la localisation et les partenariats multipartites apparaissent comme des partenaires essentiels pour adapter les solutions, soutenir l'appropriation communautaire et assurer la responsabilité. La localisation permet une meilleure utilisation des données désagrégées, facilite la participation inclusive et stimule l'innovation dans la prestation de services, des modèles évolutifs souvent pionniers que les acteurs nationaux ou mondiaux peuvent

5 PNUD, ONU-Habitat, DAES (2024). Accélérer la localisation des ODD.

INTRODUCTION

Alors que les progrès mondiaux stagnent, l'autonomisation des acteurs locaux est devenue non seulement une nécessité pratique, mais aussi un impératif stratégique pour sauver le Programme 2030.

adopter. Alors que les progrès mondiaux stagnent, l'autonomisation des acteurs locaux est devenue non seulement une nécessité pratique, mais aussi un impératif stratégique pour sauver le Programme 2030.

Dans ce contexte, Forus, un réseau mondial représentant 72 plateformes nationales d'ONG et 7 coalitions régionales, a lancé cette étude en collaboration avec ses membres afin d'évaluer le pouvoir de la localisation pour stimuler la mise en œuvre des ODD d'ici 2030. S'appuyant sur son expérience, des recherches approfondies et des informations clés, ce rapport souligne le potentiel transformateur de la localisation et des partenariats équitables dans la réalisation des ODD. Des exemples provenant de plus de 15 pays, dont l'Argentine, le Guatemala, l'Indonésie, le Nigeria, la Zambie et les Philippines, démontrent que la localisation, *lorsqu'elle dispose de ressources adéquates et qu'elle est alimentée par des partenariats inclusifs et multipartites*, est notre meilleur levier pour sauver l'Agenda 2030.



OBJET ET PORTÉE DE L'ÉTUDE

À travers cette étude, nous visons à :

- Documenter comment la localisation des ODD et les partenariats multipartites prennent forme dans divers contextes.
- Identifier les conditions favorables, les défis persistants et les opportunités de mise à l'échelle de pratiques efficaces.
- Proposer des recommandations participatives et fondées sur des données probantes aux décideurs, aux bailleurs de fonds et aux institutions multilatérales afin de soutenir plus efficacement l'action locale et les partenariats.

En synthétisant les expériences réelles des membres de Forus et en les ancrant dans le cadre mondial des ODD, ce rapport sert à la fois d'outil pratique et de ressource de plaidoyer pour les praticiens et les décideurs de la société civile.

MÉTHODOLOGIE

Cette étude utilise une approche mixte intégrant des sources de données secondaires et primaires pour assurer une analyse complète de la localisation et des partenariats, reflétant à la fois les enjeux internationaux et les contextes locaux.

- **Sources de données secondaires** : Une analyse documentaire complète a été menée par l'équipe de plaidoyer de Forus et avec les points de vue des membres du groupe de travail sur l'Agenda 2030, en analysant les rapports de l'ONU, les études de mise en œuvre des ODD et les exemples de cas documentés. Ces sources informent non seulement les fondements conceptuels du rapport, mais offrent également des perspectives opérationnelles et des bonnes pratiques qui valident les expériences vécues par les membres de Forus. Voir l'annexe 1 à la fin du présent rapport pour la liste complète des ressources examinées pour la création du présent rapport.
- **Sources de données primaires** : Un questionnaire structuré et 15 entretiens approfondis ont été menés avec les membres de Forus afin d'identifier les stratégies réussies, les défis et les lacunes en matière de localisation et de partenariats. Cette approche a permis de consolider 15 études de cas que vous retrouverez tout au long du rapport, mettant en évidence des pratiques locales innovantes et des modèles multi-acteurs.



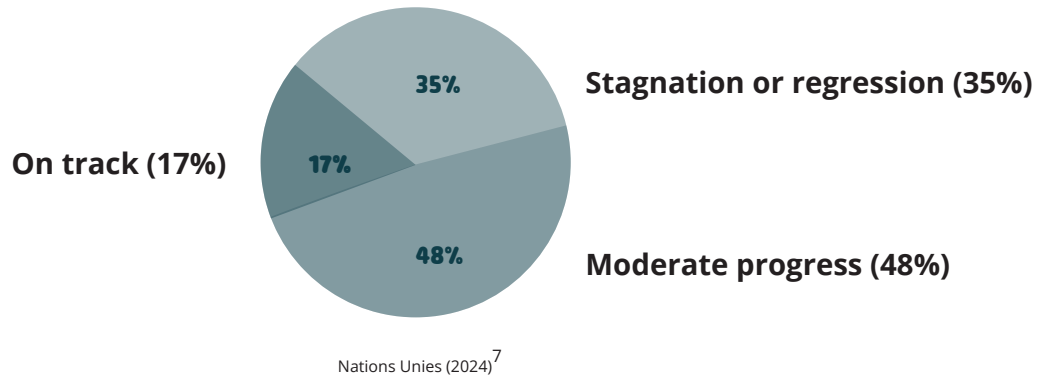
SECTION 1

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

1 PROGRÈS MONDIAUX DES ODD : un moment critique

Selon le **Rapport sur les objectifs de développement durable 2024 des Nations Unies**⁶, seulement **17 % des 169 cibles des ODD** sont actuellement sur la bonne voie, **48 % montrant des progrès minimes ou modérés**, et **plus d'un tiers (35 %) ayant stagné ou régressé** (DAES de l'ONU, *Rapport sur les objectifs de développement durable 2024*, p. 3). Il s'agit du rythme de progression le plus lent depuis l'adoption des ODD en 2015.

6 ONU (2024). Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54).

GLOBAK SDG PROGRESS STATUS (2024)

Plusieurs crises mondiales interconnectées ont gravement compromis la mise en œuvre. Les effets persistants de la pandémie de la COVID-19, l'escalade des conflits armés, les tensions géopolitiques et l'intensification des catastrophes liées au climat ont annulé les gains durement acquis pour de nombreux objectifs. Par exemple, l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois depuis des décennies, avec 712 millions de personnes vivant avec moins de 2,15 dollars par jour en 2022 (*Rapport des Nations Unies sur les ODD 2024*, p. 8). La faim reste généralisée, avec 733 millions de personnes souffrant de sous-alimentation en 2023, et près de 2,3 milliards de personnes confrontées à une insécurité alimentaire modérée ou sévère (*Rapport des*

Nations Unies sur les ODD 2024, p. 10). L'éducation est en crise, avec seulement 58 % des élèves dans le monde atteignant une compétence minimale en lecture à la fin de l'école primaire (*Rapport des Nations Unies sur les ODD 2024*, p. 16). Les impacts climatiques s'aggravent : 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec des températures mondiales approchant le seuil de 1,5 °C et des émissions de gaz à effet de serre atteignant un niveau historiquement élevé (*Rapport des Nations Unies sur les ODD 2024*, p. 34). La paix et la sécurité se sont détériorées, avec une augmentation de 72 % des décès de civils dus aux conflits armés entre 2022 et 2023, et près de 120 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la mi-2024 (*Rapport des Nations Unies sur les ODD 2024*, p. 40).

7 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2024/06/press-release-sdg-report-2024/> des Nations Unies

WORLD SDG DASHBOARD (2024)



Source : SDSN (2024). Rapport sur le développement durable 2024.

L'indice SDSN 2024 montre que si certains pays à revenu élevé (par exemple, les pays nordiques) maintiennent des scores ODD relativement élevés, aucun pays n'est en voie d'atteindre toutes les cibles des ODD d'ici 2030. Les pays à faible revenu et touchés par des conflits sont les plus à risque d'être laissés pour compte (SDSN, 2024, p. 17).

Le financement reste un obstacle majeur. Le Rapport sur le développement durable 2024 du Réseau des solutions

pour le développement durable⁸ (SDSN) corrobore ces conclusions et souligne le manque chronique de financement en tant qu'obstacle systémique. Il met en évidence un déficit annuel de financement des ODD de 4 000 milliards de dollars dans les pays en développement, exacerbé par l'augmentation du fardeau de la dette et l'inégalité d'accès aux marchés des capitaux (SDSN, *Rapport sur le développement durable 2024*, p. 4-5).

8 SDSN (2024). Rapport de développement durable 2024.



2 LOCALISATION POUR LE RÉSEAU FORUS : un voyage continu

Comme détaillé dans les recherches et les campagnes de Forus⁹, la localisation est un pilier essentiel du développement durable, basé sur la reconnaissance de l'importance pour les communautés de s'approprier les processus de développement qui se déroulent dans leurs propres quartiers. La localisation signifie reconnaître pleinement la valeur des actifs au sein des communautés où le développement a lieu et faire entendre la voix des représentants de la communauté. Les organisations du Nord devront modifier leurs systèmes d'exploitation et leurs cultures organisationnelles et auront sans aucun doute elles-mêmes besoin d'un renforcement significatif de leurs capacités à cette fin. La tendance croissante à la localisation signifiera que les OSC des pays du Sud auront le contrôle et l'appropriation de tous les aspects de leur travail, y compris les aspects liés au partage des capacités. Il

est important que les OSC locales décident de leur propre programme d'apprentissage. Les initiatives de renforcement des capacités des OSC doivent être créées par et avec les parties prenantes locales, s'appuyer sur les capacités existantes, reconnaître et valoriser les connaissances locales et en tirer parti dès le départ. L'accès des OSC, et en particulier des OSC locales, à des opportunités régulières de renforcement des capacités joue un rôle dans l'augmentation de leur légitimité et de leur capacité à développer leur rôle de leadership dans leurs contextes spécifiques. Le renforcement des capacités des OSC devrait cibler en particulier les OSC locales et infranationales, afin de soutenir les politiques de localisation et de développement piloté localement. Dans le même temps, les donateurs internationaux et bilatéraux ne devraient pas être prescriptifs dans leur financement du renforcement des

9 *Le développement durable en déplaçant le pouvoir : le renforcement des capacités de la société civile en tant qu'outil clé pour la mise en œuvre de l'ODD 17* (Forus International, 2023)

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

capacités des OSC, mais devraient plutôt créer les conditions d'une autonomie de la part des OSC dans la planification, la conception et l'évaluation de leurs propres programmes et initiatives de renforcement des capacités. La responsabilité d'assurer le renforcement des capacités des OSC partout dans le monde devrait être partagée entre les niveaux national, régional et mondial, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. De nouveaux mécanismes de financement innovants et flexibles pour les OSC, privilégiant un soutien financier à long terme et sans restriction, doivent être développés de toute urgence, à la fois pour financer le renforcement des capacités des OSC et pour s'assurer que des formes moins formelles de participation civique (par exemple, les mouvements sociaux) sont

également éligibles pour recevoir un financement.

Forus, en tant que réseau, par le biais de son groupe de travail sur le pouvoir local et d'autres initiatives participatives, met spécifiquement l'accent sur le rôle essentiel du renforcement des capacités de la société civile dans l'accélération des tendances positives dans le secteur du développement international. Ces tendances comprennent le mouvement vers une plus grande localisation, les changements de pouvoir et la décolonisation des politiques et des pratiques de développement.

Sur la base de cette compréhension, il est tout aussi important de reconnaître que la localisation est devenue une priorité mondiale plus large pour le développement durable, comme détaillé ci-dessous.



Ces tendances comprennent le mouvement vers une plus grande localisation, les changements de pouvoir et la décolonisation des politiques et des pratiques de développement.



3 POURQUOI LA LOCALISATION EST-ELLE IMPORTANTE ?

Face aux défis mondiaux et nationaux d'aujourd'hui, la localisation est de plus en plus considérée comme essentielle pour rendre le développement durable réel et pertinent. Dans le contexte des ODD, la localisation implique l'adaptation et la mise en œuvre des ODD au niveau infranational, dans les villes et les communautés, où la majorité des services publics sont fournis et où les gens ressentent directement l'impact des décisions politiques. Selon la Feuille de route pour la localisation des ODD (PNUD, ONU-Habitat, Groupe de Travail Mondial, 2016), la localisation implique plus qu'un transfert de responsabilités. Il faut aligner les stratégies nationales sur les plans locaux, permettre une participation significative de la société civile et des acteurs communautaires, et veiller à ce que des ressources et des systèmes de données adéquats existent au niveau local. La localisation n'est pas seulement une question de

portée géographique, c'est aussi une question de pertinence, de participation et de responsabilité. Le Rapport sur le développement durable 2024 de SDSN souligne que « les ODD ne peuvent être atteints sans une action locale forte », en particulier dans un contexte où les progrès mondiaux sont entravés par la fragmentation politique, les contraintes budgétaires et les chocs climatiques. En d'autres termes, les engagements mondiaux ne deviennent tangibles que lorsqu'ils se traduisent par des priorités et des pratiques locales.

L'Examen mondial des examens locaux volontaires d'ONU-Habitat et de CGLU¹⁰ (2024) souligne que 65 % des cibles des ODD ne peuvent être atteintes sans un engagement actif des gouvernements locaux et régionaux. Ces autorités sont directement responsables de la fourniture de services essentiels dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'assainissement, les transports

10 PNUD, ONU-Habitat, DAES (2024). Accélérer la localisation des ODD.

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

et l'urbanisme, dont beaucoup constituent l'épine dorsale de la mise en œuvre des ODD. Ici, il est important de souligner que la localisation ne doit pas être comprise uniquement à travers le prisme des autorités locales ou des structures gouvernementales décentralisées.

Si le rôle des municipalités et des gouvernements infranationaux est indéniablement crucial, le leadership de la société civile et des communautés locales dans la mise en œuvre transformatrice et contextuelle des ODD est tout aussi vital. Les OSC, les groupes communautaires et les mouvements sociaux fonctionnent souvent comme le tissu conjonctif entre les politiques nationales et les réalités vécues. Leur proximité avec les populations les plus vulnérables, combinée à leurs relations de confiance et à leur expertise locale, leur permet de faire émerger les besoins, de co-crée des solutions et de demander des comptes aux institutions d'une manière que les gouvernements seuls ne peuvent souvent pas faire.

De plus, dans de nombreux contextes, en particulier lorsque les capacités de l'État sont limitées, ou lorsque les autorités locales manquent de ressources ou sont limitées, les acteurs de la société civile sont intervenus pour combler les lacunes en matière de gouvernance, fournir des services essentiels et catalyser le développement communautaire. Leurs contributions ne sont pas complémentaires, mais fondamentales pour une localisation efficace. Dans la campagne Forus « Nous ne laissons personne de côté, et vous ? »,



plusieurs histoires sont présentées, montrant exactement comment la société civile intervient et soutient les communautés dans le monde entier. Du **Népal**, où des jeunes et des enfants ont mené des examens locaux volontaires pour s'assurer que leurs voix façonnent les politiques nationales

et mondiales, à la **Zambie**, où l'Association des agriculteurs handicapés de Chikankata Ngangula donne aux personnes handicapées les moyens de lutter contre la pauvreté, de promouvoir le développement durable et d'améliorer la santé et l'éducation dans les communautés rurales. En **Argentine**, Red Encuentro aide les jeunes à s'engager activement dans les processus de prise de décision, tandis qu'au **Nigeria**, Hope Behind

Bars Africa aide les personnes incarcérées à défendre leurs droits et à améliorer leur réinsertion sociale.

Ces exemples mettent en évidence le pouvoir des **initiatives communautaires et ciblées** et l'**impact** de la société civile pour combler les lacunes en matière de gouvernance et de prestation de services en vue d'un changement social transformateur. Partout dans le monde, la société civile prend **des mesures concrètes** pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, et son travail n'est pas seulement un complément à l'action gouvernementale, c'est un **fondement essentiel** d'une localisation efficace des ODD.

Au fur et à mesure que la campagne avance, l'objectif reste clair : amplifier les voix et les actions

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

des acteurs de base qui mènent la charge pour un développement inclusif et centré sur les personnes. En mettant en avant des initiatives menées par la société civile dans le monde entier, la campagne

remet en question les discours dominants et attire l'attention sur ceux qui sont trop souvent négligés dans les processus politiques.

ÉTUDE DE CAS

ORIGINAL, un mouvement pour la diversité culturelle

Plus qu'un programme social, « Original » est conçu comme un mouvement de défense des droits collectifs des communautés créatives du Mexique. Ce mouvement dialogue avec les communautés sur la base d'une relation d'égalité, de reconnaissance et de respect.



Il a pour objectif, avec le soutien actif de l'État, de sensibiliser à la valeur du travail artisanal, de lutter contre le plagiat récurrent des dessins et symboles traditionnels des communautés indigènes, afro-descendantes et métisses du pays, et de résister à l'invisibilisation et à la dépossession historique dont ces communautés créatives ont souffert.

C'est dans ce contexte qu'est né « Original », un programme visant à rendre effectifs les droits culturels des peuples autochtones et des communautés afro-mexicaines.

Cette vision s'aligne sur les principes transversaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et se reflète dans plusieurs cibles de l'ODD 17. (4e rapport national volontaire Mexique 2024 ; Agenda 2030 pour le développement durable).

Alors que la plupart des pays présentent leur troisième ou quatrième examen national volontaire (ENV), le rapport de synthèse 2024 du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies salue le fait que les pays vont de plus en plus au-delà de l'intégration des

ODD au niveau national vers « la mise en œuvre des ODD en fonction du contexte, en mettant clairement l'accent sur la décentralisation ». Pourtant, le rapport a averti que pour que ces efforts soient véritablement transformateurs, « d'autres innovations institutionnelles sont

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

nécessaires pour combler les écarts entre les priorités nationales et les réalités locales ». Trop souvent, ils manquent de ressources, sont sous-consultés ou structurellement déconnectés des stratégies nationales.

Malgré les limitations de l'accès à Internet, la faible adoption des smartphones et de la bande passante, les organisations de la société civile ougandaise ont développé de nouvelles méthodes d'engagement communautaire. L'une de ces initiatives est les « **Forums Topowa** », une série de conversations communautaires menées par des mentors civiques qui se déplacent directement

pour rencontrer les résidents¹¹. Cette approche permet de surmonter les obstacles à la connectivité et de favoriser un dialogue ouvert sur des questions importantes. En outre, la société civile ougandaise joue un rôle crucial dans le soutien du modèle de développement paroissial du gouvernement, une stratégie de développement ascendante qui met l'accent sur la mobilisation communautaire et le changement de mentalité. Cette collaboration entre la société civile et le gouvernement illustre comment ces collaborations peuvent s'adapter efficacement aux contextes locaux et contribuer aux objectifs de développement nationaux.



4 INTÉGRATION DES ODD DANS LES CADRES NATIONAUX ET LOCAUX

Les rapports nationaux sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD (2016-202) fournissent un compte rendu complet de la manière dont les pays intègrent les ODD dans l'élaboration des politiques, la gouvernance et la prestation de services. Ces rapports soulignent constamment que si l'Agenda 2030 doit « ne laisser personne de côté », la localisation des ODD doit être au cœur

des stratégies nationales de développement.

Un examen des rapports nationaux sur la mise en œuvre des ODD au fil du temps met en évidence la manière dont les pays déclarent systématiquement intégrer les ODD dans leurs plans de développement nationaux et leurs cadres politiques. Dans les éditions précédentes, il y avait peu de références à la façon dont les gouvernements

11 Forus (2024) Reconstruire la confiance pour une gouvernance inclusive - Débloquer l'ODD 16 pour des sociétés pacifiques

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

locaux étaient intégrés. Cependant, en 2024,¹² 85 % des pays ayant soumis des ENV ont fait état d'efforts pour institutionnaliser la localisation des

ODD, ce qui représente une augmentation notable par rapport aux 75 % de 2023.

ÉTUDE DE CAS

Le plaidoyer de KCOC en faveur de la société civile dans le programme de localisation de la Corée

En Corée du Sud, le **Conseil coréen des ONG pour la coopération à l'étranger (KCOC)** a défendu la participation de la société civile dans la stratégie de localisation des ODD du pays.

Grâce à des mécanismes ciblés de plaidoyer et d'examen par les pairs, le KCOC a influencé plusieurs politiques clés :

- La Politique de base sur les partenariats avec la société civile 2021-2025, qui fait désormais référence à l'ODD 17 ;
- L'examen interne de la Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) sur les voies de soutien direct aux OSC dans les pays du Sud ;
- L'examen par les pairs du CAD de l'OCDE de 2024 en Corée, au cours duquel le rapport de la société civile du KCOC a soulevé des préoccupations en matière de mise en œuvre.



Le dialogue de la KCOC avec le ministère des Affaires étrangères et le Bureau de coordination des politiques gouvernementales a poussé le gouvernement à élargir son approche de localisation au-delà des programmes dirigés par l'État. Un nouveau programme a récemment été lancé pour soutenir l'engagement des OSC dans les pays du Sud.

Cependant, le rythme des réformes institutionnelles reste lent et la majeure partie de l'APD est toujours destinée aux canaux gouvernementaux.

Le travail de KCOC souligne comment **un plaidoyer structuré de la société civile** peut catalyser le passage d'une inclusion symbolique à une véritable réforme politique, faisant de la localisation une réalité dans la coopération au développement nationale et mondiale.

12 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

Dans les pays dotés de structures de gouvernance décentralisées, comme l'Autriche, le Brésil et le Népal, l'intégration des cibles et des indicateurs des ODD dans les processus de planification locale semble prendre de l'ampleur. L'ENV de l'Autriche met en lumière des stratégies infranationales telles que la Vision spatiale Vorarlberg 2030, la Stratégie climatique et énergétique SALZBURG 2050 et la Stratégie Smart Climate City de Vienne. Ceux-ci sont complétés par des outils dédiés à la gestion des ODD, tels que le rapport sur l'environnement, le climat et l'énergie de la Basse-Autriche. De même, au Brésil, des municipalités comme São Paulo, Barcarena et Niterói utilisent des manuels et des mécanismes de rapport sur les ODD pour intégrer et suivre les contributions locales. L'ENV du Népal note que des comités officiels des ODD ont été établis aux niveaux provincial et local, créant ainsi une interface entre les mécanismes de coordination nationaux et la planification locale. Cependant, le Forum népalais sur les ODD signale que ces structures sont confrontées à des défis importants en termes de financement, de capacité technique et de personnel, ce qui entrave la pleine opérationnalisation.

Dans des pays comme l'Inde, le Népal et Cuba, la localisation est pilotée par des plateformes de coordination dédiées et des systèmes de planification intégrés, reliant les gouvernements locaux aux unités nationales des ODD. Le NITI Aayog de l'Inde, par exemple, a aidé les États et les territoires de l'Union à élaborer des cadres locaux pour les ODD avec des indicateurs désagrégés, ce

qui a permis un « fédéralisme compétitif » dans le cadre duquel les États sont évalués en fonction de la performance des ODD (NITI Aayog, 2020).

Le rapport 2023 du PNUD¹³ sur la localisation des ODD montre que les mécanismes de coordination infranationaux, en particulier dans les systèmes fédéraux ou décentralisés, ont considérablement accru la cohérence verticale, permettant l'alignement des politiques entre les municipalités et les objectifs nationaux.

En Afrique subsaharienne, les systèmes de gouvernance décentralisée favorisent de plus en plus la localisation des ODD, bien que les progrès restent inégaux. Les 47 gouvernements des comtés du Kenya mettent en œuvre des initiatives alignées sur les ODD par le biais de leurs plans de développement intégré des comtés (PIDC), soutenus par des mécanismes de coordination tels que le Conseil des gouverneurs, qui promeut l'apprentissage inter-comtés et le dialogue avec les institutions nationales¹⁴.

Au Zimbabwe¹⁵, la politique gouvernementale de dévolution et de décentralisation soutient l'alignement des plans de développement de district (DDP) sur les priorités des objectifs de développement durable (ODD), en intégrant les besoins des communautés dans les stratégies nationales. Ce programme de décentralisation donne aux autorités locales les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des ODD tout en veillant à ce que les objectifs locaux s'alignent sur les objectifs de développement nationaux et mondiaux. Cependant, le cadre n'en

13 PNUD (2023). Localisation des ODD et gouvernance locale efficace en Amérique latine et dans les Caraïbes.

14 Conseil des gouverneurs. (2022). *Livret sur les ODD pour l'intronisation des gouverneurs*, <https://cog.go.ke/reports/sdgs-booklet-for-governors-induction/>

15 Gouvernement du Zimbabwe. (2020). *Politique de décentralisation et de dévolution*, <https://ucaz.org.zw/wp-content/uploads/2019/08/DEVOLUTION-AND-DECENTRALISATION-POLICY-pdf-min.pdf>

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

est qu'à ses balbutiements et les administrations locales ont besoin d'investissements supplémentaires pour renforcer leur capacité institutionnelle.

Dans son ENV 2024, la République démocratique populaire du Laos¹⁶ a mis l'accent sur les plans visant à améliorer la collecte de données désagrégées et la recherche. Le pays vise à inciter les organisations locales, les

agences gouvernementales et les partenaires internationaux à adopter une approche holistique et inclusive pour suivre les progrès des ODD.

Il est important de noter ici le rôle de premier plan que joue la société civile pour catalyser le passage d'une inclusion symbolique à une véritable réforme politique, faisant de la localisation une réalité dans la coopération au développement nationale et mondiale.

ÉTUDE DE CAS

Futuro en Común en Espagne - Créer des ponts entre les réalités locales et les politiques mondiales par le dialogue structuré

Futuro en Común est une alliance espagnole composée de plus de 60 organisations et plateformes de la société civile issues de secteurs divers — action sociale, féminisme, environnement, syndicats, coopération au développement, paix, droits des consommateurs, économie sociale et solidaire, enfance, jeunesse et migrations. Ces organisations travaillent ensemble pour une société plus juste, durable et démocratique, avec une approche structurelle et intersectionnelle des crises éco-sociales.



Pour atteindre cet objectif, en plus de son travail au niveau national, l'alliance s'est engagée à soutenir des processus dans dix régions du pays. Ces efforts visent à favoriser la coordination entre les différents secteurs de la société civile afin de construire un agenda commun de mobilisation sociale et politique, promouvant un Agenda 2030 véritablement transformateur, tant au niveau régional que municipal.

La cohérence des politiques pour le développement durable constitue l'axe central de ces actions. Dans cette perspective, des études ont été menées pour évaluer le degré de localisation de l'Agenda 2030 dans les différents territoires, générant des diagnostics adaptés à chaque contexte permettant d'identifier les progrès réalisés, les défis persistants

16 République démocratique populaire lao. (2024). *Examen national volontaire 2024*. <https://laocso.org/wp-content/uploads/2024/06/VNR-2024-Lao-Report-final-version.pdf> Laocso

et les opportunités d'amélioration. Ces analyses ont donné lieu à des propositions concrètes visant à renforcer la mise en œuvre effective des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau local, dans le but de rapprocher les engagements mondiaux des réalités sociales, économiques et environnementales de chaque territoire.

À partir des résultats de ces études territoriales et des propositions élaborées par la société civile dans des espaces de coordination intersectorielle, un dialogue a été engagé avec des parties prenantes clés telles que les gouvernements locaux, les administrations publiques, le monde académique et le secteur privé. Cela s'est matérialisé à la fois par des processus de dialogue structuré et par l'organisation de rencontres spécifiques permettant de partager des diagnostics, perspectives et propositions, de co-créer des stratégies de localisation, d'identifier les lacunes politiques et d'aligner les priorités régionales. L'objectif de ces dynamiques a été d'influencer les documents stratégiques pour la localisation des ODD dans chaque territoire. L'intensité et le degré de succès de ce plaidoyer ont varié en fonction du contexte politique, institutionnel et social de chaque région.

L'un des principaux obstacles ayant limité la portée de ces processus a été l'influence des cycles électoraux et la formation subséquente de gouvernements territoriaux alliés à des formations politiques opposées aux principes et objectifs de l'Agenda 2030. Ces changements dans le paysage politique ont, dans certains cas, entravé la continuité du dialogue, la réceptivité institutionnelle et l'intégration effective des propositions dans les cadres stratégiques locaux.

Futuro en Común a également développé un cadre commun de messages, garantissant une communication cohérente entre les secteurs et les régions. Cette approche a permis d'intégrer les préoccupations relatives au recul des ambitions transformatrices de l'Agenda 2030 et à la réduction de l'espace civique dans la narration nationale des ODD en Espagne, en soulignant l'importance d'un environnement favorable à la société civile comme base du développement durable.

Futuro en Común illustre ainsi comment une coordination structurée et à plusieurs niveaux de la société civile peut renforcer la cohérence des politiques, la capacité institutionnelle et la participation communautaire, en ancrant la localisation des ODD tant au niveau national qu'international.



5 PROLIFÉRATION DES EXAMENS LOCAUX VOLONTAIRES (ELV)

L'un des outils les plus importants pour localiser les ODD a été l'examen local volontaire (ELV). En réalisant un ELV, les gouvernements locaux peuvent cartographier leurs initiatives existantes par rapport aux 17 ODD, identifier les lacunes dans leurs efforts de durabilité et créer des plans d'action ciblés. Ce processus aide non seulement les villes à comprendre où elles en sont, mais favorise également la collaboration entre les différentes parties prenantes, des ministères aux entreprises et aux groupes communautaires. Le ELV transforme des objectifs mondiaux abstraits en priorités locales concrètes, rendant les efforts de durabilité plus tangibles et mesurables au niveau communautaire, renforçant la responsabilisation et facilitant l'apprentissage par les pairs dans les villes.

En juillet 2024, plus de 300 ELV avaient été produits dans le monde, contre seulement 2 en

2018¹⁷. Bien que seulement 40 % des pays aient fait référence à des ELV dans leurs VNR de 2024¹⁸, soit une légère hausse par rapport à 33 % en 2023, la dynamique se développe, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Le Costa Rica en est un exemple notable, avec des villes telles qu'Athènes, Escazú et Goicoechea qui ont soumis des ELV. Cette initiative est soutenue par l'Institut de conseil et de développement municipal (IFAM) et l'équipe de pays des Nations Unies, qui ont développé conjointement une formation en ligne sur la préparation aux ELV. L'Équateur a également été un leader régional dans ce domaine, le Consortium des gouvernements provinciaux produisant des ELV depuis 2020. Le Honduras a récemment achevé ses deux premiers ELV à San Nicolas et Intibucá, tandis que le Pérou et le Brésil ont signalé des développements sporadiques mais

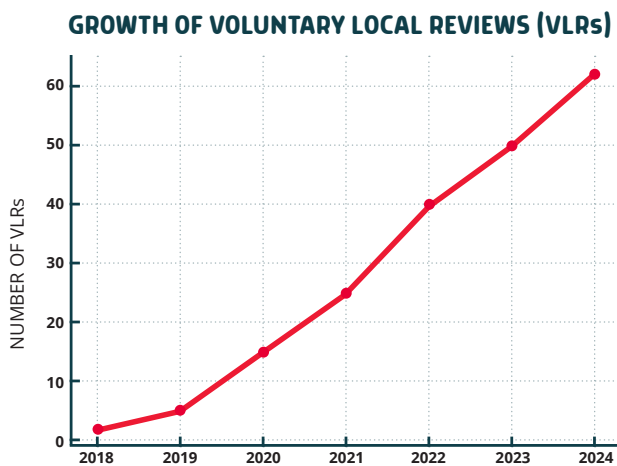
17 https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/02/action-oriented_ELV_methodology.pdf

18 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

prometteurs. En Afrique, 17 comtés du Kenya et 15 districts en Ouganda ont achevé des ELV, avec le soutien des secrétariats nationaux des ODD et des partenaires de développement. Le gouvernement zimbabwéen, soutenu par le projet UN-DESA/Italie, a facilité le développement de six ELV dans les conseils urbains et ruraux entre 2022 et 2024. Cependant, la société civile zimbabwéenne met en garde contre le fait que la durabilité de ces efforts est menacée par leur dépendance vis-à-vis du financement des donateurs.

La méthodologie ELV orientée vers l'action développée par ONU-Habitat¹⁹ (2024) renforce encore cela en offrant aux villes un outil flexible mais standardisé pour évaluer l'impact et ajuster les politiques. Le rapport IGES Global ELV 2024²⁰ met également en évidence le nombre croissant de villes du Sud produisant des ELV, brisant ainsi la domination précoce du Nord sur le processus ELV et faisant de la localisation un mouvement mondial plus équitable.



ONU-Habitat - Examens locaux volontaires orientés vers l'action. 2024²¹

Loin d'être de simples outils de reporting, les ELV sont devenus des instruments stratégiques de planification ascendante et d'alignement vertical.

Des données récentes tirées de la méthodologie d'ONU-Habitat *l'orientation action* d'ONU-Habitat et du rapport *sur l'état des examens locaux volontaires 2024* montrent que les examens locaux volontaires jouent désormais un rôle important dans la promotion de la cohérence des politiques. Loin d'être de simples outils de reporting, les ELV

sont devenus des instruments stratégiques de planification ascendante et d'alignement vertical. Ils permettent aux municipalités non seulement de suivre les progrès accomplis, mais aussi d'influencer les stratégies nationales, de renforcer l'appropriation locale des ODD et d'intensifier les partenariats inclusifs. L'expérience de villes comme

19 ONU-Habitat (2024). Méthodologie ELV orientée vers l'action.

20 IGES (2024). État des examens locaux volontaires 2024.

21 UN- HABITA (2024) Méthodologie ELV orientée vers l'action

SECTION 1 ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LOCALISATION

Samarinda, en Indonésie, et Vantaa, en Finlande, illustre le potentiel transformateur des RV au sein des systèmes de gouvernance à plusieurs niveaux. À Samarinda, le ELV a été pleinement intégré dans le plan de développement à moyen terme de la ville et utilisé par le ministère national de la Planification (Bappenas) pour éclairer l'examen national volontaire. À Vantaa, le processus ELV a conduit à l'adoption de mécanismes de budgétisation et de planification participative basés sur les ODD qui alimentent aujourd'hui la coopération intercommunale à travers la Finlande.

Des villes comme **New York, Buenos Aires²², Kitakyushu, Amman et Suva** ont utilisé les ELV pour intégrer les ODD dans la planification urbaine, la budgétisation et la sensibilisation des communautés. À **Suva, aux Fidji**, le ELV a directement influencé le plan de développement sur 10 ans de la ville, assurant l'alignement des ODD et la pertinence pour la communauté. Le ELV de la Suva n'était pas seulement un exercice de reporting, mais a façonné la prise de décision budgétaire. Il a permis de cerner les lacunes de financement et de redéfinir les priorités des investissements municipaux dans la santé et la résilience du logement après la COVID-19.

La Finlande et les Pays-Bas ont établi de solides liens entre les ENV, où les contributions locales alimentent directement les mécanismes nationaux d'établissement de rapports. À ce titre, la ville d'Espoo, en Finlande, a été l'une des premières à adopter le ELV. Dans son rapport de 2020, Espoo a mis en avant la gouvernance numérique intégrée, l'inclusion des migrants et



des personnes en situation de handicap, et la participation des jeunes à la planification des ODD (Ville d'Espoo, 2020). Grâce à des partenariats avec des universités, des ONG et des résidents, l'approche d'Espoo illustre comment la localisation des ODD peut promouvoir à la fois l'innovation et l'équité.

Au Mexique, le ELV 2020 du Yucatán a mis en évidence l'utilisation de données désagrégées et la consultation culturellement appropriée avec les communautés autochtones. Le rapport fournit un alignement sectoriel des politiques locales sur les ODD et souligne le rôle des connaissances traditionnelles et des indicateurs localisés (ONU-Habitat, 2020). La **réserve de biosphère de la Sierra Gorda** à Querétaro a également démontré comment la restauration écologique, l'entrepreneuriat social et la gouvernance locale peuvent s'unir pour atteindre les cibles des ODD. Ce modèle a été cité pour son équilibre entre la protection de la biodiversité et la génération de

22 IGES (2024) État des examens locaux volontaires 2024 : renforcer la mise en œuvre locale de l'Agenda 2030 https://www.iges.or.jp/en/publication_documents/pub/researchreport/en/13753/State+of+the+Voluntary+Local+Reviews+2024%2C+Strengthening+the+Local+Implementation+of+the+2030+Agenda.pdf



revenus, en particulier pour les femmes rurales.

Au **Népal**, comme détaillé dans la campagne « Nous ne laissons personne de côté, et vous ? » de Forus, le **Forum népalais sur les ODD** – une plateforme multipartite qui comprend la société civile, les jeunes, le secteur privé et les autorités locales – a organisé une série d'examens innovants et **inclusifs** des ODD. Parmi celles-ci, une initiative spéciale : un **ELV** dans plusieurs municipalités du Népal. Organisé avec le soutien de la **Fédération des ONG du Népal (NFN)**, l'événement a réuni des enfants pour évaluer les ODD. Les enfants ont identifié des réalisations clés, telles que la création de réseaux d'enfants, l'amélioration de l'accès à la nourriture et les programmes de réduction de la pauvreté. Ils ont également soulevé des défis – migration des jeunes, mauvaise qualité de l'éducation, manque de préparation aux catastrophes – et proposé des solutions puissantes et réalisables. Le rapport de l'OCDE²³ note que depuis 2021, la province de Córdoba a aligné son budget annuel sur le Programme 2030, l'utilisant

comme outil de gestion et d'administration pour allouer des ressources aux ODD et aux cibles prioritaires. Cet alignement met l'accent sur l'égalité, la durabilité et une perspective de genre spécifique, en mettant particulièrement l'accent sur l'ODD 5, « Égalité des sexes ». Par exemple, dans le budget provincial de 2022, 72 programmes ont été identifiés comme contribuant à l'ODD 5.

Les conclusions du rapport de synthèse des examens nationaux volontaires (ENV) 2024 publié par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies indiquent que les pays vont de plus en plus au-delà de l'intégration des ODD au niveau national vers « la mise en œuvre des ODD en fonction du contexte [...] en mettant clairement l'accent sur la décentralisation ». Il met également en garde contre le fait que pour que ces efforts soient véritablement transformateurs, « d'autres innovations institutionnelles sont nécessaires pour combler le fossé entre les priorités nationales et les réalités locales²⁴ ».

23 OCDE. (2022). *Boîte à outils de l'OCDE pour une approche territoriale des ODD*. Paris : Éditions OCDE. Extrait de <https://www.oecd.org/publications/oecd-toolkit-for-a-territorial-approach-to-the-sdgs-596dfd67-en.htm>,

24 Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES). (2024). *Rapport de synthèse des examens nationaux volontaires 2024*. New York : Nations Unies. https://unstats.un.org/sdgs/files/meetings/vnr-workshop-dec2024/2024_VNR_Synthesis_Report.



1 GOUVERNANCE À PLUSIEURS NIVEAUX ET COHÉRENCE DES POLITIQUES

La gouvernance à plusieurs niveaux est largement reconnue comme un catalyseur fondamental pour la réussite de la localisation des ODD. Définie comme l'ensemble des arrangements institutionnels qui relient les gouvernements nationaux, régionaux et locaux dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre, la gouvernance à plusieurs niveaux crée la cohérence politique verticale nécessaire pour combler le fossé entre les aspirations mondiales et les réalités locales. La feuille de route 2016 du PNUD, d'ONU-Habitat et du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies *pour la localisation des ODD*²⁵ souligne qu'une gouvernance multiniveau efficace garantit « un dialogue systématique et des responsabilités partagées entre les niveaux de gouvernement », permettant une responsabilisation à la fois ascendante et descendante dans la réalisation des ODD. Sans une telle coordination, les stratégies nationales

risquent de se déconnecter des contextes locaux, tandis que les gouvernements locaux manquent souvent de clarté ou de ressources pour contribuer de manière significative aux objectifs nationaux. Les notes d'orientation inter-agences des Nations Unies de 2024²⁶ réitèrent que la gouvernance à plusieurs niveaux est essentielle pour « aligner les priorités, les incitations et les objectifs politiques à tous les niveaux », en particulier lorsque la planification, la mise en œuvre et le suivi intégrés sont nécessaires dans tous les secteurs.

En Inde, le NITI Aayog a établi des centres de coordination des ODD dans tous les États, contribuant ainsi à aligner les stratégies infranationales et nationales (PNUD, 2024). Par le biais du NITI Aayog, le gouvernement a établi le cadre d'indicateurs d'État (SIF) et le cadre d'indicateurs de district (DIF), complétés par la création de 24 centres de coordination des ODD opérant dans les États et les terri-

25 PNUD-ONU-Habitat-DAES (2016). Feuille de route pour la localisation des ODD

26 Nations Unies,(2024) *Note de synthèse inter-agences : Accélérer la localisation des ODD pour tenir la promesse de l'Agenda 2030 pour le développement durable*. Disponible sur : <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2024-06/Policy%20Brief%20FINAL%20May%2029%205%2024.pdf>

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

toires de l'Union de l'Inde. Ces structures ont facilité la localisation de plus de 170 indicateurs des ODD et permis le suivi en temps réel les progrès au niveau des districts grâce à des tableaux de bord interactifs. De plus, le programme des districts ambitieux utilise ces indicateurs pour allouer des ressources de développement supplémentaires aux régions sous-performantes, créant ainsi une forte incitation à la planification et à l'innovation au niveau local. Ce modèle démontre comment l'intégration verticale – par le biais des données, des financements et de l'infrastructure institutionnelle – peut traduire les engagements nationaux en résultats locaux.

Le Népal offre un autre exemple remarquable de gouvernance à plusieurs niveaux améliorant la cohérence des ODD. Le ministère des Affaires fédérales et de l'Administration générale (MoFAGA) a intégré l'alignement des ODD dans son système de transferts fiscaux intergouvernementaux, en liant les subventions en capital aux performances des gouvernements locaux sur des indicateurs de développement clés tels que l'éducation primaire, la couverture sanitaire et la santé maternelle. En conséquence, plus de la moitié des municipalités népalaises font désormais référence à des cibles spécifiques des ODD dans leurs plans de développement quinquennaux, et les gouvernements locaux qui répondent aux critères de performance reçoivent des subventions de contrepartie supplémentaires. Cette approche montre comment la cohérence des politiques peut être intégrée dans les systèmes de finances publiques pour favoriser la responsabilisation et la localisation axée sur la performance.

La gouvernance à plusieurs niveaux et la cohérence des politiques ne sont pas des idéaux théoriques ; ce sont des conditions institutionnelles essentielles à la réalisation de l'Agenda 2030. Ils

veillent à ce que les efforts des acteurs nationaux et locaux soient alignés et se renforcent mutuellement, permettent aux communautés de contribuer de manière significative aux débats nationaux sur le développement et fournissent l'architecture nécessaire à la mise à l'échelle des innovations locales. Les pays et les villes qui investissent dans ces mécanismes, comme l'Inde, le Népal, la Finlande et l'Indonésie, montrent qu'une coordination structurée entre les niveaux de gouvernance conduit à une mise en œuvre plus rapide, plus intelligente et plus inclusive des ODD.

Il est important de noter ici le rôle clé que la société civile peut jouer pour aider à renforcer la gouvernance inclusive et participative à plusieurs niveaux. En **Argentine**, Red Encuentro (EENGD) utilise des laboratoires de politique participative pour les jeunes afin d'intégrer la voix des adolescents dans la planification municipale des ODD. Certaines de ces propositions ont été officiellement adoptées dans les plans provinciaux (2023). **Aux Fidji**, PIANGO a travaillé avec les chefs traditionnels et les conseils de services de district pour co-développer des protocoles de préparation aux catastrophes alignés sur l'ODD 13, désormais utilisé à l'échelle nationale.

LOCALIZATION & PARTNERSHIPS: A SYNERGISTIC APPROACH

Community-driven Solutions
Local Innovation & Action



Global & National Support Funding
& Policy Frameworks



2 MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE LA LOCALISATION

L'accès à un financement adéquat, opportun et flexible est un facteur fondamental de la localisation des ODD. L'attention croissante portée au financement de l'action climatique fournit un exemple éloquent de la manière dont la décentralisation peut débloquer un financement du développement plus réactif et plus efficace. Plusieurs pays d'Afrique, à savoir le Kenya, le Mali, le Sénégal et la Tanzanie, ont été les pionniers de mécanismes décentralisés de financement de la lutte contre le changement climatique qui permettent aux

autorités et aux communautés locales d'identifier, de hiérarchiser et de gérer les investissements dans la résilience et l'adaptation. Ces modèles pilotes ont été soutenus par des partenaires de développement multilatéraux, notamment le Department for International Development (DFID), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), et ont produit des résultats tangibles qui peuvent éclairer des réformes de financement plus larges.

Renforcer le leadership local par le financement : l'initiative pouvoir local de Forus

Le groupe de travail sur le pouvoir local de Forus rassemble des plateformes nationales et des coalitions régionales pour remettre en question les modèles de financement traditionnels et transférer le pouvoir aux acteurs locaux.

Par le biais d'une action collective, le groupe :

- Promeut des partenariats équitables entre les plateformes du Nord et de la majorité mondiale ;
- Plaide pour le leadership des acteurs locaux dans la prise de décision et l'allocation des ressources ;
- Développe des outils et des stratégies pratiques pour soutenir des modèles de financement décolonisés, inclusifs et durables.



En centrant les voix et l'appropriation locales dans les discussions sur le financement, le Groupe de travail sur le pouvoir local favorise un changement systémique vers une localisation plus réactive et plus résiliente des ODD.

Au Kenya²⁷, le Fonds de comté pour le changement climatique (CCCF), par exemple, a institutionnalisé un mécanisme par lequel les gouvernements des comtés allouent 1 à 2 % de leurs budgets de développement à l'action climatique identifiée dans le cadre de plans d'action locaux participatifs d'adaptation au climat (LCAPA)²⁸. Le système de subventions pour le développement des collectivités locales (LGDG) de la Tanzanie offre un exemple convaincant de la manière dont des transferts fiscaux structurés peuvent être liés à des incitations à la performance. Dans le cadre de ce système, les conseils de district reçoivent des subventions d'investissement en fonction du respect de critères liés à la gestion des finances publiques, à la participation

citoyenne et à la transparence. Le LGDG soutient des projets d'infrastructure prioritaires pour les communautés, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'eau et de la santé, dont beaucoup contribuent directement aux résultats locaux des ODD. En 2024, les 166 autorités locales de la Tanzanie continentale étaient éligibles à l'accès au financement dans le cadre de ce système national. Le modèle illustre le potentiel des cadres de financement axés sur les résultats pour améliorer la prestation de services locaux et renforcer la gouvernance participative.

Au-delà des systèmes nationaux, l'aide publique au développement (APD) bilatérale et multilatérale joue également un rôle dans le soutien à la localisation. Selon les données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, les flux d'aide bilatérale vers les gouvernements partenaires, y compris les autorités centrales et locales, sont passés de 13 % du total de l'APD bilatérale en 2011 à 17 % en 2022, les volumes

27 https://www.cif.org/sites/cif_enc/files/knowledge-documents/tcf_kenya_case_study_apr11-compressed.pdf

28 <https://odi.org/documents/790/5583.pdf> et https://www.jica.go.jp/english/overseas/tanzania/activities/_icsFiles/afieldfile/2024/08/09/lgdg_04.pdf



absolus passant de 13.9 milliards USD à 30 milliards USD au cours de la même période²⁹. Le financement direct du secteur privé local est passé de 1 % ou 1,3 milliard USD en 2016 à 1,7 % ou 3,1 milliards USD en 2022, avec un pic de 3,3 % en 2021. Le financement direct des ONG locales a presque augmenté de 100 % en volume, passant de 1,1 milliard de dollars en 2011 à 2,1 milliards de dollars en 2022, bien qu'il faille noter que cela ne représente qu'une augmentation de 0,2 % de la part de l'APD bilatérale.

À cet égard, il est important de noter le rôle de premier plan que la société civile peut jouer dans le renforcement des capacités de gestion des budgets au niveau local. En Zambie, le **Conseil zambien pour le développement social (ZCSD)** a formé des fonctionnaires municipaux et de la société civile à la surveillance financière et à la politique de passation des marchés, renforçant ainsi

directement la gouvernance participative. ZCSD a également facilité les audits citoyens des budgets des districts, améliorant ainsi la transparence et l'allocation des ressources conformément à l'ODD 16. Ces réformes se sont concentrées sur la planification communautaire, la responsabilité financière et le suivi des dépenses publiques dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et l'agriculture, permettant aux gouvernements et aux communautés locales de renforcer les systèmes de gouvernance et l'appropriation locale de la mise en œuvre des ODD.

Au **Pakistan**, l'Alliance pakistanaise pour le développement (PDA) a utilisé avec succès les tableaux de bord des citoyens et les indices locaux des ODD pour influencer les débats budgétaires provinciaux et nationaux sur le développement inclusif.

29 Source Ibid ?

ÉTUDE DE CAS

ZCSD en Zambie - La société civile à l'origine de la réforme fiscale et de la redevabilité locale

Dans le contexte de gouvernance centralisée de la Zambie, le **Conseil zambien pour le développement social (ZCSD)** se distingue comme un acteur de premier plan de la société civile qui défend la transparence, la justice fiscale et la gouvernance inclusive conformément aux ODD.



Opérant dans le cadre d'une législation restrictive sur les ONG et d'un espace civique limité, le ZCSD a stratégiquement positionné **le renforcement des capacités** comme un outil de protection et de transformation. Avec le soutien de partenaires tels que **Forus, ActionAid et Oxfam**, ZCSD a formé des responsables municipaux et des OSC locales à **la gestion des finances publiques (GFP), au suivi des achats et au suivi budgétaire**, équipant ainsi les acteurs locaux pour surveiller les dépenses publiques, remettre en question les décisions financières et s'engager dans un plaidoyer fondé sur des données probantes.

Les interventions du ZCSD ont directement influencé la gouvernance au niveau des districts. **Des mécanismes de retour d'information communautaire** ont été institutionnalisés dans certaines municipalités, et la société civile siège désormais dans les processus de planification du développement local. Ces gains structurels sont intégrés dans la stratégie plus large de la Zambie Vision **2030** et s'alignent sur **les ODD 16 et 17**, qui promeuvent la paix, la justice et des institutions responsables.

Au-delà de la gouvernance fiscale, le ZCSD est également actif dans **l'inclusion numérique et la lutte contre la corruption**, en faisant pression pour un accès plus ouvert et équitable à l'information et aux services. Son travail continue de s'opposer à la réduction de l'espace civique tout en démontrant que **des OSC fiables et dotées de ressources peuvent conduire une réforme systémique** en partant du terrain.

L'expérience du ZCSD montre comment la société civile, lorsqu'elle est soutenue par des ressources et un espace politique, peut intégrer la responsabilité, la transparence et l'inclusion civique dans la gouvernance locale, façonnant ainsi une mise en œuvre des ODD durable et centrée sur les personnes.



3 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La capacité des acteurs locaux à s'engager de manière significative dans la localisation des ODD dépend directement de leur accès à des capacités techniques, institutionnelles et civiques adéquates. Dans la littérature officielle et les évaluations indépendantes, le développement des capacités apparaît systématiquement comme un catalyseur fondamental pour traduire les ODD en stratégies réalisables et adaptées au contexte au niveau infranational. Il ne s'agit pas simplement de compétences ou de formation, mais de mettre en place des systèmes de gouvernance résilients capables de planifier, financer, mettre en œuvre et suivre des programmes de développement complexes et multidimensionnels.

Le rapport 2024 sur les progrès de la mise en œuvre nationale des ODD documente la manière dont les initiatives de renforcement des capacités et d'échange de connaissances sont intensifiées pour soutenir la localisation. Au Costa Rica, les municipalités collaborent par le biais du Réseau

des cantons pour la promotion des ODD, qui fournit des boîtes à outils, des formations et un programme de récompenses pour encourager la mise en œuvre locale. L'Équateur et le Honduras ont tous deux mis en place une formation ciblée pour les gouvernements locaux sur la manière d'aligner les plans de développement municipaux sur le cadre national des ODD. Pourtant, dans les situations de conflit telles que le Tchad, la Libye et la Syrie, la localisation est considérablement limitée par la faiblesse des institutions et les disparités régionales en matière de sécurité et de développement.

Il ne s'agit pas simplement de compétences ou de formation, mais de mettre en place des systèmes de gouvernance résilients capables de planifier, financer, mettre en œuvre et suivre des programmes de développement complexes et multidimensionnels.

ÉTUDE DE CAS

Renforcer la localisation des ODD grâce à la coordination à plusieurs niveaux et au leadership de la société civile au Népal

Le Népal a pris des mesures pour faire progresser la localisation des ODD en créant des comités dédiés **aux ODD aux niveaux provincial et local**. Ces organismes visent à favoriser la cohérence entre les plans de développement infranationaux et le cadre national des ODD. S’inscrivant dans le cadre d’une approche institutionnelle plus large, ces comités visent à aider à intégrer les ODD à tous les niveaux de gouvernance tout en encourageant les mécanismes de planification participative.



Les acteurs de la société civile, en particulier le Forum népalais sur les ODD et **la Fédération des ONG du Népal (NFN)**, soulignent que les progrès de la mise en œuvre restent inégaux entre les Collectivités locales. Au début de l’année 2024, seules 17 des 753 Collectivités locales du pays avaient achevé des examens locaux volontaires (ELV), et une poignée d’autres sont en train d’élaborer des lignes directrices pour adapter les ODD aux contextes locaux. Pour améliorer la planification infranationale, le gouvernement a introduit **l’outil d’auto-évaluation des capacités institutionnelles des gouvernements locaux (LISA)**, qui évalue les performances dans la prestation de services et l’alignement sur les ODD et les objectifs de développement nationaux. La Commission nationale de planification a publié le Guide de ressources pour la localisation des ODD, et certaines provinces ont publié une Feuille de route pour la localisation des ODD afin d’orienter le processus.

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Malgré ces avancées institutionnelles, NFN souligne les lacunes persistantes en matière de capacités techniques, de personnel qualifié et de ressources financières au niveau local. Bien que les lois népalaises imposent une gouvernance inclusive et la diversité dans la représentation, la pratique réelle de l'élaboration de politiques inclusives et de la prise de décision participative continue d'évoluer.



En réponse, les initiatives de la société civile ont contribué à combler des lacunes critiques. Le Forum sur les ODD au Népal, coordonné par NFN, fonctionne comme un espace de coordination national pour l'engagement de la société civile dans le cadre de l'Agenda 2030. Il rassemble un large éventail d'acteurs, y compris des organisations de terrain, des Organisations Internationales non Gouvernementales (OINGs), des réseaux thématiques et des parties prenantes gouvernementales, afin de promouvoir des approches locales et inclusives de la mise en œuvre des ODD.

À cet égard, il est important de noter le rôle de premier plan que la société civile peut jouer dans le renforcement des capacités. En

Indonésie, l'expérience de l'INFID montre l'impact transformateur de l'intégration des ODD par les OSC dans les cadres politiques locaux.

ÉTUDE DE CAS**La facilitation à long terme de la planification locale des ODD par l'INFID en Indonésie**

La structure de gouvernance décentralisée de l'Indonésie nécessite des stratégies adaptées au niveau local pour mettre en œuvre les engagements nationaux en matière d'ODD. Le **Forum international des ONG sur le développement indonésien (INFID)** a joué un rôle central dans la promotion de la localisation des ODD en servant de pont entre les communautés, les institutions universitaires et les autorités nationales.



Entre 2018 et 2025, l'INFID a fourni **une assistance technique à 13 districts et 3 provinces**, dont Bojonegoro, Wonosobo, Banda Aceh et la Papouasie occidentale, afin de soutenir les plans d'action relatifs aux ODD et de les aligner sur les stratégies de développement provinciales. Une initiative particulièrement transformatrice a été le partenariat de l'INFID avec **l'Université de Papouasie** pour créer un centre des ODD. Ce centre intègre le contenu des ODD dans les programmes d'études de premier cycle et de troisième cycle, promeut l'élaboration de politiques axées sur la recherche et favorise la collaboration entre plusieurs acteurs au sein du gouvernement et du milieu universitaire.

En outre, l'INFID a soutenu **l'harmonisation des indicateurs locaux avec les cadres nationaux des ODD** et a contribué à l'équipe nationale de mise en œuvre des ODD de l'Indonésie, permettant un flux de connaissances bidirectionnel entre les niveaux local et national.

Malgré des progrès significatifs, les défis persistent :

- les lacunes en matière de capacités locales et le manque de clarté quant aux rôles des intervenants ;
- Des systèmes de données fragmentés entravant la cohérence verticale ;
- Financement durable limité pour l'engagement mené par les OSC.

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Le travail d'INFID illustre comment **l'animation à long terme des OSC**, combinée à **des partenariats université-gouvernement**, peut institutionnaliser la localisation, favoriser l'appropriation locale et améliorer l'utilisation des données pour la planification.

ÉTUDE DE CAS

Le renforcement des capacités humanitaires de PIANGO dans le Pacifique

La géographie dispersée du Pacifique et sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles ont toujours conduit à des réponses humanitaires venues de l'extérieur. L'Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique (PIANGO), qui représente la société civile de 24 pays et territoires du Pacifique, s'est efforcée de changer ce modèle en intégrant le leadership humanitaire dans les traditions de gouvernance locale et les capacités communautaires.



En 2020, PIANGO a lancé le Pacific Humanitarian FALE (Facility Aiding Locally-led Engagement - Facilité d'aide à l'engagement local) avec le soutien du Start Network. Le FALE a été créé en tant que centre régional ancré dans les valeurs et les systèmes de gouvernance du Pacifique afin de promouvoir l'action humanitaire menée localement. En 2021, l'initiative a élargi le nombre de ses membres et a adopté une structure de gouvernance axée sur la communauté. PIANGO s'est également associé au Groupe consultatif humanitaire pour produire deux documents de recherche mettant en évidence l'impact et la viabilité du leadership local dans la réponse aux crises.

Dans le cadre de ses efforts de mise à l'échelle, PIANGO a commencé à soutenir le développement de « FALE nationaux » aux Fidji, aux Tonga, aux Îles Salomon, au Vanuatu, au Kiribati et à Samoa. Ces centres nationaux sont conçus pour renforcer la capacité de coordination et de gouvernance pour des stratégies d'intervention indépendantes et dirigées par les communautés. Le FALE a également piloté une approche locale de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage qui intègre les traditions de dialogue du Pacifique telles que *Talanoa*, contribuant ainsi à approfondir l'apprentissage participatif et l'inclusion.

Malgré son innovation, le FALE continue de faire face à des défis systémiques,

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

notamment :

- Sous-investissement chronique dans le leadership humanitaire local ;
- Un soutien fragmenté et axé sur des projets ;
- Reconnaissance et inclusion limitées des OSC dans les processus officiels de planification de crise.

L'expérience de PIANGO démontre comment le renforcement des capacités ancré dans le contexte culturel – et soutenu par des partenariats à long terme – peut transformer l'action humanitaire d'une intervention externe à un leadership durable et local.





4 SYSTÈMES DE DONNÉES ET INDICATEURS LOCAUX

Des données fiables, désagrégées et opportunes sont la pierre angulaire de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des ODD fondés sur des données probantes. Au niveau local, ces données sont essentielles pour identifier les lacunes en matière de développement, cibler les interventions, assurer l'équité et permettre la responsabilisation.

L'Inde présente un cas particulièrement notable dans l'avancement de l'infrastructure de données localisées. Par l'intermédiaire de son institution fédérale de planification NITI Aayog³⁰, l'Inde a développé des tableaux de bord des ODD au niveau des États et des districts qui désagrègent les indicateurs nationaux en mesures pertinentes au niveau régional. Ces tableaux de bord sont accessibles en temps réel et sont utilisés par les services de planification des États et des districts pour comparer les progrès, identifier les écarts prioritaires et informer les cycles annuels de planification fiscale. Le Kerala, en particulier, a été

à l'avant-garde de l'innovation en matière de données infranationales. Son *cadre d'indicateurs locaux* relie les plans de développement au niveau des villages, des îlots et des districts à la stratégie des ODD de l'État. Le Conseil de planification de l'État du Kerala gère un système de tableau de bord en temps réel qui classe les performances des gouvernements locaux dans les principaux secteurs des ODD et guide l'allocation des ressources en conséquence. Cette intégration de l'infrastructure numérique dans les systèmes de planification locaux a non seulement amélioré la transparence, mais a également introduit des pratiques de budgétisation basées sur la performance qui renforcent l'alignement sur les priorités des ODD.

Ici, il est également important de noter le rôle de premier plan que la société civile peut jouer dans le renforcement de l'innovation en matière de données afin de renforcer la mise en œuvre des ODD au niveau local.

30 NITI Aayog (2023-24) Publication de l'indice SDG India - <https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2032857#:~:text=NITI%20Aayog%20is%20committed%20to,decisions%20in%20the%20journey%20ahead.>

ÉTUDE DE CAS

Le modèle de partenariat basé sur les données de CODE-NGO pour localiser l'ODD 1 aux Philippines

L'expérience de **CODE-NGO** aux Philippines offre un exemple convaincant de la façon dont la société civile peut aller au-delà des cadres descendants pour diriger le développement de **partenariats ancrés localement et axés sur les données** qui renforcent la mise en œuvre des ODD au niveau local.



Au cœur de cette approche se trouve le **Mouvement Zéro Extrême Pauvreté (ZEPM)**, une alliance nationale d'organisations confessionnelles et de développement qui a évolué pour devenir une plateforme décentralisée et multipartite. Sous la direction de CODE-NGO, ZEPM est passée à un modèle de convergence horizontale qui unit les organisations de la société civile (OSC), les unités gouvernementales locales, les mouvements populaires et les donateurs privés dans plus de 10 provinces.



SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Malgré son succès, la transition n'a pas été sans obstacles. Au départ, les gouvernements locaux étaient réticents à partager le pouvoir de décision. Parallèlement, la fragmentation des besoins des donateurs et le chevauchement des processus d'établissement des rapports ont mis à rude épreuve les efforts de coordination locale. Néanmoins, le modèle ZEPM s'est avéré reproductible, évolutif et efficace pour démontrer comment **la propriété partagée des cadres de données** peut instaurer la confiance, renforcer la responsabilisation et favoriser le développement mené par la communauté.



Le travail de CODE-NGO illustre le pouvoir de **l'innovation en matière de données menée par la société civile** dans la création de partenariats cohérents et inclusifs pour la réalisation des ODD. En permettant des mesures locales et en favorisant la collaboration horizontale, ZEPM fait directement progresser l'ODD 1 (Pas de pauvreté).



5 GOUVERNANCE INCLUSIVE ET PARTICIPATIVE

Au cœur d'une localisation efficace des ODD se trouve le principe de gouvernance inclusive. Il s'agit de veiller à ce qu'un large éventail d'intervenants, en particulier la société civile, les communautés marginalisées, les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, le milieu universitaire et le secteur privé, participent activement à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies de développement. La collaboration multipartite est au cœur de l'**ODD 17**, soulignant que le développement durable nécessite des efforts coordonnés entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés. La véritable localisation implique de combler les fossés verticaux (entre les autorités nationales, infranationales et locales) et les silos horizontaux (entre les secteurs et les groupes de parties prenantes). Lorsqu'ils sont bien menés, ces partenariats apportent innovation, légitimité et durabilité

Dans le rapport Forus 2024 « Reconstruire la confiance pour une gouvernance inclusive – Au cœur de l'ODD 16 ³¹», le réseau s'est penché sur l'état actuel de la gouvernance inclusive à l'échelle mondiale. Le rapport souligne le rôle essentiel de la transparence, de la responsabilité, de la participation, de l'équité et de la primauté du droit dans le rétablissement de la confiance entre les gouvernements et leurs citoyens. Les conclusions

Les conclusions de ce rapport soulignent le besoin urgent d'une action collective pour renforcer les structures de gouvernance et créer un environnement où tous les individus peuvent participer librement et équitablement en présentant 18 études de cas de ses organisations membres.

31 *Reconstruire la confiance pour une gouvernance inclusive : débloquer l'ODD 16 pour des sociétés pacifiques* (Forus International, 2024)

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

de ce rapport soulignent le besoin urgent d'une action collective pour renforcer les structures de gouvernance et créer un environnement où tous les individus peuvent participer librement et équitablement en présentant 18 études de cas de ses organisations membres. Par exemple, le Forum national des ONG de l'Ouganda (UNNGOF) a mis en œuvre le modèle du Forum Topowa, encourageant le mentorat civique et promouvant une gouvernance responsable par le biais de plateformes de dialogue inclusives. La Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo en Espagne a souligné l'importance des processus participatifs pour renforcer la transparence et la confiance des citoyens dans les institutions. De même, LAPAS en Lettonie s'est concentré sur le renforcement des capacités locales pour faire participer les communautés marginalisées aux processus de prise de décisions, renforçant ainsi les institutions démocratiques. Ces études de cas soulignent collectivement le rôle central de la société civile dans la promotion de l'ODD 16 en promouvant la paix, la justice et des institutions fortes par le biais d'initiatives locales et participatives.

La localisation, par définition, rapproche le développement des réalités vécues par les gens. Elle exige donc non seulement une proximité sur le

plan administratif, mais aussi une **appropriation démocratique**, en intégrant les processus de prise de décision dans les valeurs de participation, d'équité et de responsabilité. Une véritable localisation nécessite donc des environnements favorables où la société civile peut exercer un leadership, accéder aux ressources et s'engager dans les processus de prise de décision sur un pied d'égalité avec les acteurs institutionnels. Il exige des approches multipartites qui font de la connaissance communautaire et de l'innovation locale un élément central de l'avancement du Programme 2030.

Dans la littérature mondiale et les directives officielles de l'ONU, la gouvernance inclusive et participative est identifiée comme un facteur essentiel de la localisation des ODD. Les *notes d'orientation interinstitutions des Nations Unies de 2024 sur l'accélération des progrès vers les ODD* soulignent que la mise en œuvre efficace du Programme 2030 au niveau local exige des « mécanismes de participation structurés », notamment des conseils des ODD, des parlements de jeunes et des processus de budgétisation participative. De tels mécanismes sont nécessaires non seulement pour respecter le principe de ne laisser personne de côté, mais aussi pour s'assurer que les décisions politiques sont éclairées par les expériences vécues

Dans la littérature mondiale et les directives officielles de l'ONU, la gouvernance inclusive et participative est identifiée comme un facteur essentiel de la localisation des ODD.



SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

et les priorités des communautés. Les approches de planification du développement fondées sur les droits et dirigées par la communauté renforcent la pertinence, l'équité et la légitimité des initiatives relatives aux ODD. Ils créent des dispositifs de retour d'information qui permettent aux gouvernements de mieux comprendre où se trouvent les lacunes, comment les services sont fournis et si les politiques se traduisent par des améliorations significatives dans la vie des gens. De plus, la gouvernance participative renforce la responsabilisation en rendant les résultats du développement visibles et négociables au niveau communautaire.

Le rôle des acteurs non étatiques locaux – organisations de la société civile, universités, acteurs du secteur privé et autorités traditionnelles – a été reconnu dans la mise en œuvre des ODD. En 2024³², 77% des pays ayant répondu ont reconnu l'implication des acteurs locaux, bien que l'ampleur de l'engagement varie considérablement. Les comités provinciaux des ODD du Kenya comprennent des OSC et des représentants locaux, tandis que la Sierra Leone coordonne les efforts par le biais des comités de coordination du développement de district. Le Népal a créé des comités locaux inclusifs sur les ODD et a impliqué les jeunes dans les processus de planification. Dans le Pacifique, les savoirs autochtones et les structures de gouvernance traditionnelles sont des catalyseurs clés pour une mise en œuvre culturellement appropriée et participative des ODD. Par exemple, Vanuatu met l'accent sur le renforcement de la

résilience communautaire, tandis que les Palaos confient aux chefs traditionnels des rôles de coordination des ODD.

Là encore, il est important de noter le rôle de premier plan que joue la société civile dans le renforcement et la mise en place de processus multipartites pour la mise en œuvre effective des ODD au niveau local. Selon l'OCDE (2021³³), les OSC locales sont souvent les premières à répondre aux défis du développement et ont fait preuve d'innovation et de résilience, en particulier pendant la crise de la COVID-19. De plus, le rapport 2023 d'ONU-Habitat et de CGLU sur les examens locaux volontaires affirme que dans plus de 220 villes et régions du monde, **le leadership de la société civile a joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'indicateurs locaux des ODD, de mécanismes de gouvernance participative et de cadres de responsabilité sociale**. Les OSC ne sont pas seulement des exécutants, elles sont des catalyseurs de l'appropriation démocratique, de l'équité et de la cohérence politique ascendante.

Ainsi, en **Argentine**, Red Encuentro (EENGD) a activé la participation des jeunes par le biais de l'éducation civique et de plateformes créatives (par exemple, la radio, l'art de rue, le théâtre) pour façonner la planification des politiques municipales, tandis qu'au Guatemala, CONGCOOP a organisé des sessions de renforcement des capacités budgétaires pour permettre aux dirigeants autochtones de s'engager directement dans les processus de planification et de budgétisation.

32 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

33 https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/11/covid-19-and-well-being_298c2553/1e1ecb53-en.pdf

ÉTUDE DE CAS

Le modèle de co-crédation de Red Encuentro dirigé par des jeunes en Argentine

L'expérience de Red **Encuentro (EENG)** en Argentine illustre comment la co-crédation menée par des jeunes peut revitaliser l'engagement civique et construire des politiques locales inclusives dans des contextes démocratiques et économiques fragiles.



Travaillant dans des villes et des provinces comme Bariloche, Córdoba et Misiones, Red Encuentro collabore avec les autorités municipales, les écoles et les réseaux de jeunes locaux pour développer des espaces innovants, tels que des laboratoires politiques et des plateformes créatives (par exemple, des radios communautaires, de l'art de rue et du théâtre), où les jeunes diagnostiquent les défis locaux et co-développent des solutions.

Ce processus participatif a abouti à des résultats tangibles. Dans au moins une municipalité, des propositions de politiques élaborées par des jeunes ont été intégrées dans le plan de développement officiel, couvrant des thèmes tels que l'accès à l'éducation et la lutte contre la discrimination. Red Encuentro met l'accent sur la co-crédation plutôt que sur la consultation, en veillant à ce que l'engagement des jeunes ne soit pas simplement symbolique, mais qu'il façonne les politiques.

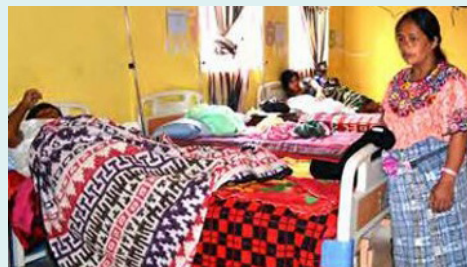
Ces progrès ont été réalisés en dépit de défis majeurs, notamment la faible confiance institutionnelle, l'instabilité économique et la capacité limitée d'institutionnaliser la participation au niveau municipal.

Le modèle de Red Encuentro, **démontre comment la collaboration multipartite dirigée par des jeunes** peut combler les lacunes en matière de confiance, démocratiser les processus de planification et stimuler la mise en œuvre des ODD de bas en haut, même dans des conditions fragiles.

ÉTUDE DE CAS

CONGCOOP au Guatemala - Justice fiscale pour l'autonomisation locale

Dans un contexte d'inégalités et d'exclusion enracinées, CONGCOOP – une plateforme nationale d'ONG et de coopératives au Guatemala – a placé le plaidoyer fiscal fondé sur les droits au cœur de la localisation des ODD.



CONGCOOP soutient les communautés autochtones et rurales dans le renforcement de leur participation politique par l'éducation civique, le suivi budgétaire participatif et les audits sociaux. Ces efforts visent à responsabiliser les pouvoirs publics et à rendre les dépenses de développement plus transparentes. Leur travail va au-delà du suivi : ils plaident également en faveur d'une réforme fiscale progressiste au Congrès et soulignent la sous-imposition des élites comme un obstacle structurel au financement du développement durable.

Au niveau communautaire, les formations de CONGCOOP permettent aux leaders autochtones de s'engager directement dans les processus de planification et de budgétisation. Cela a conduit à une plus grande inclusion des voix marginalisées dans la gouvernance locale et à une attention accrue à la santé, à l'agriculture et aux droits fonciers. À l'échelle nationale, la plateforme produit des rapports politiques qui éclairent le débat public et défient l'inaction des gouvernements, tandis qu'à l'échelle internationale, elle soulève les préoccupations de la base par le biais des mécanismes des droits humains de l'ONU à Genève.



Ce cas montre comment le plaidoyer fiscal fondé sur les droits peut ancrer la localisation des ODD dans l'équité et la transparence, en donnant aux communautés les moyens d'influencer la manière dont le développement est financé et mis en œuvre.

ÉTUDE DE CAS : Le rôle de la société civile dans l'évaluation des progrès de l'Agenda 2030 au Mexique

DECA, Equipo Pueblo est une organisation sociale mexicaine qui surveille et évalue l'état des ODD de l'Agenda 2030 et a organisé en mai 2024 un échange avec 20 OSC, présentant le résultat du rapport alternatif intégré l'année précédente. Parmi les participants au Forum Équilibre des ODD et élan co-responsable de l'Agenda 2030 au Mexique : perspectives et propositions de la société civile, les actions suivantes ont été envisagées et convenues :

- i) Réactiver l'espace des OSC pour le suivi de l'Agenda 2030, créé depuis 2015 ;
- ii) En tant que société civile, continuer à participer au suivi et à la réalisation de l'Agenda, puisque le gouvernement fédéral actuel aura la dernière ligne droite vers 2030 et qu'il s'agira d'attention et de dialogue pour récupérer l'engagement et la vitalité du pays autour du soin des droits et de la planète qui font partie de l'Agenda³⁴.



34 DECA, Equipo Pueblo. *Informe Alternativo sobre el cumplimiento de los ODS de la Agenda 2030 en México*. Ciudad de México: DECA Equipo Pueblo / Grupo Agenda 2030, octubre 2024

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Entre-temps, au Japon, **JANIC** a contribué à promouvoir une vision nationale partagée pour une société multiculturelle et inclusive grâce à des partenariats à long terme avec des syndicats, des groupes de migrants et des autorités locales ; et

Fingo, l'organisation faîtière des ONG finlandaises de développement, a été pionnière dans la recherche de moyens de localiser les ODD en les rendant visibles et accessibles au grand public.

ÉTUDE DE CAS

JANIC au Japon - Faire progresser le développement inclusif grâce au partenariat

Le **Centre des ONG japonaises pour la coopération internationale (JANIC)** a contribué à promouvoir une vision nationale partagée d'une société multiculturelle et inclusive grâce à des partenariats à long terme avec des syndicats, des groupes de migrants et des autorités locales.

À l'occasion de 20 ans de collaboration intersectorielle, JANIC a organisé des dialogues nationaux pour aligner la politique d'intégration sur l'ODD 10 (Réduction des inégalités). Ce travail a conduit à des services multilingues pour les travailleurs migrants, à des stratégies d'emploi inclusives et à des programmes d'éducation civique.

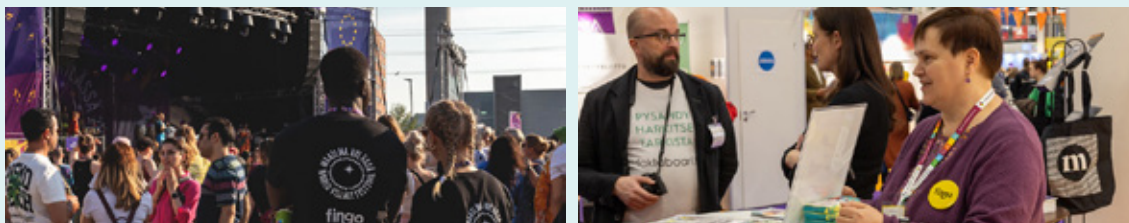
Grâce à ces efforts, JANIC a montré que la diversité peut être un fondement de la cohésion sociale et de l'innovation en matière de gouvernance.



Le modèle de JANIC démontre comment des partenariats inclusifs entre les secteurs peuvent intégrer les valeurs alignées sur les ODD dans les politiques publiques et le développement communautaire.

ÉTUDE DE CAS**Fingo en Finlande - Impliquer le public à travers la culture et l'éducation des ODD**

Étude de cas : Fingo en Finlande – Mobiliser le public par la culture et l'éducation à la citoyenneté.



Fingo, l'organisation faîtière des ONG finlandaises de développement, a été pionnière dans les méthodes de localisation des ODD en les rendant visibles et accessibles au grand public.

À travers des événements de grande ampleur comme le Festival du Village Mondial, qui attire environ 50 000 participant·es chaque année, Fingo met le développement durable au cœur de la sphère publique grâce à la culture, à la musique, aux forums jeunesse et aux ateliers thématiques. Ces événements créent des liens entre les organisations de la société civile, les parties prenantes et la population dans un cadre festif mais aussi éducatif. Le Festival fait partie d'un ensemble plus large d'initiatives de communication visant à encourager l'action et à diffuser des informations sur le développement durable.

Au-delà de la sensibilisation, Fingo contribue au Rapport national volontaire de la Finlande, coordonne et facilite les apprentissages autour de l'éducation à la citoyenneté mondiale en lien avec les ODD, et forme différents acteurs sur la durabilité. Ce modèle d'engagement à plusieurs niveaux a permis d'intégrer divers acteurs engagés dans la mise en œuvre de l'ODD 4.7 et dans la participation citoyenne.

Ce cas montre comment l'engagement du public, les festivals locaux et les partenariats éducatifs peuvent renforcer la conscience civique et la participation à la mise en œuvre des ODD — en reliant les engagements nationaux au dialogue local. Il contribue aussi à renforcer l'engagement local envers la solidarité mondiale, indispensable pour atteindre l'Agenda 2030.

L'expérience du Sénégal reflète à la fois les défis potentiels et persistants de la localisation des ODD dans un système de gouvernance décentralisé. Sous la direction de CONGAD, la société civile a joué

un rôle central dans la mise à l'essai d'approches inclusives et le plaidoyer en faveur d'une mise en œuvre territoriale plus forte de l'Agenda 2030^{35 36 37}.

35 CONGAD. (2022). *Rapport d'activités du Groupe de Travail sur le Suivi des ODD – Exercice 2018–2022*. Dakar, Senegal.

36 CONGAD. (2022). *Rapport alternatif de la société civile pour le VNR 2022 – Version revue*. Dakar, Senegal.

37 CONGAD. (2024). *Rapport d'activités 2022–2024*. Dakar, Senegal.

ÉTUDE DE CAS**Localisation et suivi des ODD par la société civile au Sénégal**

Le Sénégal a adopté un modèle de gouvernance décentralisé pour faire progresser le développement national et la mise en œuvre des ODD. Cependant, des lacunes importantes persistent dans l'alignement de la planification du développement infranational sur le Programme 2030. Le **Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD)** a joué un rôle central dans la mobilisation des réseaux de la société civile et la mise à l'essai de stratégies visant à localiser les ODD par le biais de processus participatifs et d'une collecte de données inclusive.



Entre 2018 et 2024, le CONGAD a coordonné des activités pluriannuelles par le biais de son groupe de travail national sur les ODD, composé de plus de 170 ONG et plateformes. Il a soutenu l'intégration du principe « Ne laisser personne de côté » dans les stratégies de développement municipal en organisant des ateliers nationaux et régionaux, en produisant des outils d'orientation et en encourageant le dialogue local entre la société civile, les autorités locales et les institutions de l'État. En 2023, le CONGAD a organisé un atelier de haut niveau pour aligner les plans de développement territorial avec la stratégie de campagne « Ne laisser personne de côté » (Leave No One Behind) et l'Agenda 2030.

Le CONGAD a également mis en œuvre **des recherches-actions sur les communes de Gagnick et de Guinguinéo**, en partenariat avec le GIZ. Ces projets pilotes comprenaient des processus de planification inclusifs, des consultations avec des femmes et des personnes handicapées et l'élaboration de documents de **planification locaux** alignés sur les cibles des ODD. Un prototype de **collecte de données désagrégées au niveau communal** a été testé afin de mieux éclairer les politiques municipales et les rapports sur les ODD.

Au Sénégal, la plupart des municipalités n'ont toujours pas de plans formels de localisation des ODD en raison d'une sensibilisation limitée, de faibles capacités techniques, de données insuffisantes et d'un financement inadéquat. Bien que les efforts de la CONGAD aient renforcé l'engagement de la société civile et piloté des outils de suivi locaux, les cadres nationaux des ODD restent sous-utilisés au niveau local. Pour faire progresser l'appropriation territoriale du Programme 2030, il faudra investir davantage dans les systèmes locaux, une planification inclusive et une allocation équitable des ressources.



6 NUMÉRISATION ET GOUVERNANCE ÉLECTRONIQUE

Les technologies numériques transforment le paysage de la gouvernance locale, offrant de nouvelles voies pour améliorer la prestation de services, promouvoir la transparence et favoriser l'engagement civique. Dans le contexte de la localisation des ODD, les outils de numérisation et d'e-gouvernance peuvent être de puissants catalyseurs du développement participatif, du suivi en temps réel et de l'allocation efficace des ressources. Ils soutiennent l'opérationnalisation de plusieurs objectifs transversaux, en particulier l'ODD 16 sur les institutions inclusives et responsables et l'ODD 17 sur les partenariats et les systèmes de données. Lorsqu'ils sont déployés efficacement, les outils numériques permettent aux autorités locales d'impliquer les citoyens de manière plus inclusive, de prendre des décisions fondées sur des données probantes et d'améliorer la responsabilité publique.

L'accélération du processus mondial de numérisation a fondamentalement transformé

le paysage de l'espace civique et l'espace opérationnel de la société civile dans les pays du monde entier. Alors que les technologies numériques imprègnent de plus en plus tous les aspects de la vie, elles remodelent la façon dont les citoyens s'organisent, communiquent et exercent leurs droits à la liberté d'association, de réunion et d'expression. Cependant, si les outils numériques ont le potentiel de soutenir la société civile, ils présentent également des défis importants, en particulier dans le contexte d'une gouvernance restrictive et d'un rétrécissement des espaces civiques.

Pour Forus, veiller à ce que ses membres et l'ensemble de la société civile aient accès aux technologies numériques est une priorité croissante. Dans le monde d'aujourd'hui, il est crucial que les OSC soient équipées des outils nécessaires pour exercer leurs droits et défendre les communautés qu'elles servent. La numérisation ne doit pas restreindre ou réprimer les militants et

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

la société civile dans le contexte de la localisation et des ODD. Au lieu de cela, elle devrait servir d'outil pour amplifier leurs voix, accroître leur portée et soutenir une plus grande participation aux processus décisionnels.

Forus a lancé la **campagne #Let'sTalkDigital** pour stimuler d'importants débats sur le rôle des technologies numériques dans la société civile. Cette campagne vise à attirer l'attention sur la nécessité d'adopter une approche plus inclusive et démocratique de la numérisation, qui respecte les valeurs de transparence, de responsabilité et de liberté d'expression. Dans le même temps, Forus reconnaît la menace croissante posée par les dirigeants politiques autocratiques et antilibéraux qui sapent la légitimité, l'indépendance et la crédibilité de la société civile.

Lancé en janvier 2025, le **système de l'UE pour un environnement favorable à la société civile (EU SEE)** documente les changements

en temps quasi réel dans l'environnement favorable de la société civile et met en lumière les tendances critiques, notamment les menaces et les opportunités juridiques, financières, politiques et numériques. Dans de nombreux pays, les gouvernements ont utilisé des outils numériques pour surveiller, restreindre ou même fermer l'espace civique, ce qui représente un défi important pour les plateformes de la société civile, comme l'ont noté les récentes alertes de l'UE SEE où Forus est un partenaire du consortium.

Pour garantir un avenir numérique conforme aux droits humains et aux principes démocratiques, Forus et ses membres plaident fermement en faveur d'une forme de numérisation inclusive, fondée sur les droits humains et démocratique. Pour ce faire, Forus contribue activement aux dialogues internationaux sur la numérisation, notamment en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet par le biais du projet **CADE**.



SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Le Pacte numérique mondial adopté lors du Sommet du futur de 2024 renforce la nécessité urgente de réduire la fracture numérique en tant que priorité de développement. Il engage les pays à assurer une connectivité universelle, abordable et significative, y compris pour les écoles, les hôpitaux, les zones rurales et les personnes en situation de vulnérabilité. Le Pacte met particulièrement l'accent sur le déploiement d'infrastructures numériques résilientes, telles que des réseaux locaux et des satellites, pour atteindre les zones reculées et difficiles d'accès, et appelle à l'intégration des perspectives de genre et d'équité dans toutes les stratégies numériques afin de surmonter les obstacles systémiques auxquels sont confrontées les femmes et les groupes marginalisés. Ces engagements valident et renforcent les appels de la société civile à faire de l'accès numérique fondé sur les droits un élément essentiel de la localisation des ODD.

Des exemples émergents provenant de divers contextes mondiaux montrent comment les gouvernements locaux tirent parti de l'innovation numérique pour faire progresser la mise en œuvre inclusive des ODD. L'un des cas les plus notables est celui de Reykjavík, en Islande, qui a institutionnalisé l'engagement citoyen par le biais de la plateforme « **Better Reykjavík** ». Lancé en 2010 et intégré aux processus formels d'élaboration des politiques depuis 2018, cet outil numérique permet aux résidents de soumettre des propositions de politiques, de commenter les suggestions des autres et de voter sur les priorités préférées. Le conseil municipal s'engage à examiner

les propositions les plus populaires sur une base mensuelle. Depuis son intégration complète, plus de 70 % des propositions soumises par le biais de la plateforme ont été abordées lors des débats officiels du conseil, ce qui démontre un lien direct et mesurable entre la participation numérique et la réactivité institutionnelle. L'expérience de Reykjavík est un modèle de la façon dont l'e-gouvernance peut renforcer les institutions démocratiques et promouvoir la confiance civique tout en contribuant directement à l'ODD 16.7, qui appelle à une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative³⁸.

De même, à Suva, aux Fidji, la numérisation a été déployée pour améliorer la transparence budgétaire et la planification participative. Dans le cadre de son processus d'examen local volontaire (ELV) et de sa stratégie plus large de ville intelligente, Suva a introduit un ensemble d'outils de budgétisation numérique qui visualisent les priorités de dépenses, comparent les besoins de la communauté avec les allocations fiscales et permettent aux citoyens de donner leur avis sur les investissements proposés. Ces outils ont contribué à une utilisation plus stratégique des ressources et ont permis d'aligner les investissements en capital sur les objectifs liés aux ODD, notamment l'adaptation aux changements climatiques et les infrastructures résilientes dans le cadre des objectifs 11 et 13. De plus, les mécanismes d'engagement numérique de la Suva ont amélioré la confiance dans la gouvernance municipale et encouragé une plus grande participation des jeunes et des populations marginalisées, qui

38 Nations Unies (2024) Notes d'orientation inter-agences sur l'accélération des progrès dans la mise en œuvre du Programme 2030 du niveau local au niveau mondial : l'importance cruciale de la localisation des ODD - <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2024-07/Inter-agency%20Policy%20Briefs%20on%20SDG%20Localization%20-%20Advance%20Unedited%20Version.pdf>

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

étaient auparavant sous-représentés dans les consultations budgétaires³⁹.

Au-delà des villes à revenu élevé, des innovations en matière de gouvernance numérique émergent également dans les milieux à faibles ressources. En Ouganda et au Kenya⁴⁰, des initiatives pilotes soutenues par le PNUD et la Coalition Local 2030 testent des plateformes de mobiles qui recueillent les commentaires des citoyens sur les priorités locales des ODD et la performance de la prestation de services. Ces outils sont conçus pour compléter les assemblées publiques ou les réunions de planification traditionnelles en permettant une participation plus large, en particulier dans les zones reculées où l'infrastructure physique est limitée. Les premiers résultats de ces projets pilotes suggèrent que les outils mobiles peuvent améliorer la sensibilisation des femmes et des jeunes, tout en générant des données utilisables pour les équipes de planification municipales.

Pourtant, le succès de ces initiatives dépend de conditions favorables. Un accès Internet fiable,

des plateformes numériques interopérables et des protocoles de confidentialité des données sont souvent inégaux ou absents dans de nombreux contextes locaux. Dans certains cas, l'adoption rapide des outils numériques a dépassé l'environnement réglementaire, soulevant des inquiétudes quant à l'utilisation abusive des données, à l'exclusion des populations numériquement marginalisées et à l'érosion de la confiance. De plus, de nombreuses administrations municipales manquent de personnel ou de financement pour maintenir, mettre à niveau et institutionnaliser les systèmes numériques au fil du temps.

À cet égard, il est important de noter le rôle de premier plan que la société civile peut jouer pour montrer la voie à des solutions numériques innovantes. Au Japon, JANIC a créé des outils d'auto-évaluation standardisés pour les ONG et les municipalités afin de s'aligner sur les ODD, renforçant ainsi la gouvernance interne et le suivi

39 Ibid.

40 Nations Unies (2023) Sauver l'ODD 11 pour une planète urbaine résiliente, https://unhabitat.org/sites/default/files/2023/11/sdg_11_synthesis_report_2023.pdf

ÉTUDE DE CAS**Renforcer la redevabilité des OSC grâce à la plateforme multipartite de JANIC au Japon**

Au Japon, le **Centre des ONG japonaises pour la coopération internationale (JANIC)** a été pionnier dans les efforts d'institutionnalisation de la participation des OSC à la gouvernance des ODD, en créant des outils **standardisés d'auto-évaluation, de rapport et de reconnaissance**.



À travers le **Prix japonais des ODD**, le gouvernement japonais promeut l'excellence dans la mise en œuvre des ODD auprès des ONG, des collectivités locales et des acteurs du secteur privé — liant visibilité et évaluation de la performance. JANIC encourage ses membres et partenaires à postuler à ce prix, et six de ses membres ont été récompensés au cours des sept dernières années. Il facilite également l'engagement de la société civile dans les processus **d'Examen national volontaire, en collaboration avec le Réseau de la société civile japonaise sur les ODD**, et soutient la transformation numérique à travers des échanges entre pairs et des plateformes d'innovation public-privé⁴¹.

Les efforts de JANIC ont contribué à professionnaliser les petites OSC et les Organisation à but non lucratif en renforçant leur gouvernance interne, leurs capacités numériques et leur alignement avec les cadres nationaux des ODD. Cependant, les **contraintes de ressources**, le financement à court terme des projets et la lourdeur des exigences réglementaires demeurent des obstacles pour les petites ONG.

La plateforme multipartite du JANIC met en évidence l'impact des **systèmes d'auto-évaluation, des outils numériques et des échanges entre pairs** pour créer un environnement favorable aux OSC et aligner l'action locale sur les objectifs nationaux de développement durable.

41 « Social Map » est le premier contenu complet au Japon dédié à la recherche, au renforcement et à la promotion de la coopération entre les ONG et les ONL œuvrant à la résolution des problématiques sociales. Ce service est proposé par le JANIC en partenariat avec EMA Inc. Il permet non seulement d'analyser une organisation, mais aussi de comprendre objectivement sa position dans le secteur, en s'appuyant sur les données de plus de 500 ONG/ONL actives au Japon. <https://socialmap.jp/>



7 PARTAGE DES CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

La coopération décentralisée, les échanges de ville à ville et les réseaux régionaux servent d'accélérateurs pour la localisation en favorisant l'apprentissage par les pairs et l'innovation politique.

L'apprentissage par les pairs et la coopération horizontale entre les gouvernements locaux et les plateformes régionales se sont avérés essentiels pour renforcer les capacités institutionnelles, mettre à l'échelle les innovations et combler les lacunes en matière de connaissances entre les juridictions. Comme le soulignent les *notes d'orientation interinstitutions des Nations Unies sur l'accélération des progrès (2024)*, ces échanges jouent un rôle crucial pour permettre **l'adaptation des cadres mondiaux en fonction du contexte**, réduire la duplication des efforts et soutenir la **cohérence des politiques par le biais**

de plateformes d'apprentissage régionales et mondiales.

Au niveau des Nations Unies, des événements annuels tels que les Forums régionaux sur le développement durable, organisés par les commissions régionales des Nations Unies avant le Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN), et le Forum des gouvernements locaux et régionaux, organisé en tant qu'événement spécial pendant le FPHN sur le développement durable, favorisent l'échange de bonnes pratiques et renforcent la collaboration à tous les niveaux.

La feuille de route **de l'OCDE (2024)** et **du PNUD et de l'ONU-Habitat pour la localisation des ODD (2016)** soulignent en outre que la « coopération décentralisée » et les « partenariats de ville à ville » sont parmi les stratégies les plus rentables et les plus durables pour intensifier

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

Depuis 2020, plus de 35 activités bilatérales d'apprentissage par les pairs ont eu lieu entre les municipalités japonaises et leurs homologues du Bangladesh, du Sri Lanka et des Philippines.



l'action locale en faveur des ODD⁴². Selon *CGLU (2023)*, plus de **180⁴³ accords de coopération de ville à ville** incluent désormais explicitement des composantes de localisation des ODD.

L'initiative de gestion des actifs d'infrastructure du **DAES**⁴⁴ et la Plateforme d'**action locale du PNUD**⁴⁵ démontrent comment les échanges entre pairs soutiennent les capacités des villes en matière de planification des ODD et de financement des infrastructures. L'initiative mondiale du DAES forme les gestionnaires de biens publics au niveau des villes à la planification et à l'entretien des infrastructures conformément aux ODD 9 et 11. Des projets pilotes au **Malawi, au Népal et aux**

Philippines ont aidé plus de 60 administrations locales à élaborer des plans d'action pour la gestion des actifs (AMAP), améliorant ainsi l'efficacité des investissements et les mesures de durabilité jusqu'à 30 % dans certains districts.

La *Plateforme internationale japonaise pour les villes du futur des ODD* permet aux autorités locales de toute l'Asie de partager des boîtes à outils politiques, des modèles de passation de marchés et des méthodologies d'engagement civique. Depuis 2020, plus de 35 activités bilatérales d'apprentissage par les pairs ont eu lieu entre les municipalités japonaises et leurs homologues du Bangladesh, du Sri Lanka et des Philippines.

42 OCDE (2023), Partenariats de ville à ville pour localiser les objectifs de développement durable, Etudes urbaines de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d2fe7530-en>.

43 CGLU (2023) Vers la localisation des ODD, https://gold.uclg.org/sites/default/files/uploaded/hlpf_2023.pdf

44 MANUEL DE L'ONU SUR LA GESTION DES ACTIFS D'INFRASTRUCTURE (2024), <https://sdglocalaction.org/managing-infrastructure-assets/>

45 PNUD (2023) **Action locale** Amplifier le rôle des peuples autochtones, des communautés locales, de la société civile et des individus dans la création d'un avenir positif pour la nature, <https://www.undp.org/nature/our-work-areas/local-action#:~:text=For%20over%2030%20years%2C%20UNDP,disaster%20risk%20reduction%2C%20participatory%20landscape>



8 OUTILS DE PLANIFICATION INTÉGRÉE ET ELV

Les examens locaux volontaires (ELV) sont l'un des outils les plus efficaces pour la localisation. Ils permettent non seulement de mesurer les progrès locaux, mais aussi de favoriser l'alignement sur les objectifs nationaux et de stimuler le dialogue entre les parties prenantes. Les ELV jouent un double rôle : ils sont **des outils de planification** pour intégrer les ODD dans les cycles politiques locaux et des **mécanismes de rapport** qui amplifient les voix locales au sein des forums nationaux et mondiaux. Les ELV aident les villes à identifier les lacunes, à surveiller l'équité et l'accès aux services, et à créer des boucles de redevabilité avec les communautés.

Depuis 2018, le mouvement mondial des ELV a explosé avec plus de 260 ELV développés en février 2024, représentant les réalités vécues par

plus de 460 millions de personnes. Le nombre de ELV a augmenté de façon exponentielle, passant de 2 à 62 par an entre 2018 et 2023⁴⁶.

70 % des villes productrices de ELV ont signalé une amélioration de la planification interdépartementale et de l'alignement des données à la suite de leurs processus ELV (IGES, 2024). Une enquête de CGLU (2023) a révélé que **plus de 80 % des gouvernements locaux** qui ont publié des ELV ont ensuite ajusté leur budget pour refléter les priorités des ODD.

Au Zimbabwe, l'ENV 2024 comprenait un « **chapitre pour les enfants**⁴⁷ », éclairé directement par cinq ENV au niveau des districts et des consultations participatives co-organisées avec l'UNICEF et des coalitions de jeunes. Il s'agit d'une **première intégration du point** de vue des

46 https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/02/action-oriented_ELIV_methodology.pdf

47 FPHN des Nations Unies (2024), <https://hlpf.un.org/countries/zimbabwe/voluntary-national-reviews-2024>

SECTION 2 LES FACTEURS FAVORABLES À LA LOCALISATION

enfants dans les rapports nationaux sur les ODD.

En Finlande, le ELV 2020 d'Espoo⁴⁸ n'était pas une formalité, il fonctionnait comme un document de **planification stratégique**. Le processus comprenait des consultations citoyennes en ligne, des groupes de discussion pour les jeunes en milieu scolaire et des examens interministériels. Les résultats ont conduit à une stratégie municipale actualisée intégrant des indicateurs clés de performance liés aux ODD.

Au Mexique, le ELV 2020 du Yucatán⁴⁹ a aligné les priorités de développement local sur les indicateurs fédéraux des ODD et s'est concentré sur l'inclusion des Autochtones. Le ELV a éclairé le plan de développement 2021-2027 de l'État.

Permettre la localisation des ODD n'est pas

une intervention unique, mais un **écosystème systémique** composé de gouvernance, de financement, de données, de participation et de développement des capacités. Lorsque ces catalyseurs sont en place, soutenus par une volonté politique et une cohérence institutionnelle, les gouvernements et les communautés locales réalisent des progrès transformateurs. Les études de cas de la Corée du Sud, de l'Ouganda et du Mexique, entre autres, démontrent comment des environnements favorables peuvent produire des résultats SMART (Spécifique, mesurable, réalisable, réaliste [ou pertinent], limité dans le temps) dans plusieurs ODD, renforçant ainsi le fait que **l'action locale est une accélération mondiale**.



48 Examen local volontaire d'Espoo (2020), <https://www.espoo.fi/en/city-and-decision-making/sustainable-development/sustainable-development-goals/espoo-voluntary-local-review-VLR>

49 RAPPORT SOUS-NATIONAL VOLONTAIRE YUCATAN (2020), <https://www.local2030.org/pdf/ELV/yucatan-2020-min.pdf>



SECTION 3

CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

Malgré la reconnaissance politique croissante de la localisation comme pierre angulaire du développement durable, sa mise en œuvre pratique reste inégale, fragmentée et souvent sous-soutenue. Bien que l'expansion des examens locaux volontaires, des systèmes d'indicateurs locaux et des partenariats multipartites reflète des progrès significatifs, ces progrès coexistent avec des obstacles structurels et systémiques persistants. Ces goulets d'étranglement compromettent le potentiel de la localisation à servir de levier de transformation pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Il est essentiel de comprendre et de relever ces défis pour combler l'écart entre l'ambition mondiale et la mise en œuvre locale.



1 GOUVERNANCE FRAGMENTÉE ET INTÉGRATION VERTICALE LIMITEE

Malgré son importance, la gouvernance à plusieurs niveaux, c'est-à-dire la coordination systématique entre les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, reste insuffisamment institutionnalisée dans la mise en œuvre mondiale des objectifs de développement durable (ODD). Alors que les gouvernements nationaux adoptent de plus en plus de stratégies et de plans d'action pour les ODD, l'intégration significative des acteurs infranationaux dans ces cadres a pris du retard. Dans la plupart des pays, l'implication des gouvernements locaux et régionaux (GLR) dans la planification nationale des ODD est soit symbolique, soit ponctuelle, sans mandat légal, sans mécanismes institutionnels ou sans clarté opérationnelle.

Les examens locaux volontaires (ELV) sont apparus comme un outil essentiel dans la localisation des objectifs de développement durable (ODD), fournissant un cadre structuré à travers lequel les villes et les gouvernements

infranationaux peuvent évaluer, rendre compte et communiquer leurs contributions au Programme 2030. Pourtant, dans la plupart des pays, les ELV restent déconnectés des cadres nationaux de coordination des ODD. Leurs conclusions sont souvent cloisonnées au sein des services municipaux et sont **rarement intégrées dans les plans nationaux de développement, les processus budgétaires ou les examens nationaux volontaires (ENV)**. Les conséquences de cette fragmentation sont multiples. Tout d'abord, les ELV ont du mal à influencer les décisions politiques ou d'allocation des ressources en amont, ce qui limite leur valeur stratégique pour les gouvernements locaux. Deuxièmement, ils risquent de devenir des exercices ponctuels, utilisés pour la visibilité ou l'engagement des donateurs, plutôt que des outils intégrés de planification, de responsabilisation et d'apprentissage. Troisièmement, sans intégration formelle dans l'architecture nationale des ODD,

SECTION 3 CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

les ELV restent vulnérables au renouvellement politique et à l'évolution des priorités locales, ce qui réduit les incitations à l'investissement institutionnel dans leur développement et leur suivi.

L'un des principaux obstacles à une intégration plus poussée est le **manque de financement dédié à la production, à la mise en œuvre et au suivi des ELV**. La plupart des gouvernements locaux doivent financer leurs ELV par le biais de budgets de projets ad hoc, du soutien de donateurs ou de temps de travail réorienté du personnel. Cela limite la portée, l'inclusivité et la qualité des évaluations. Les municipalités des pays à revenu faible ou intermédiaire, dont beaucoup sont confrontées à des défis de développement plus aigus, manquent souvent de ressources pour produire des ELV, ce qui contribue à d'importantes disparités mondiales en matière de représentation des ELV. Selon le DAES de l'ONU et CGLU, plus **de 70 % des ELV publiés proviennent de pays à revenu élevé**, en particulier en Europe et en Asie de l'Est, tandis que des régions telles que l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient restent sous-représentées.

Même lorsque des ELV sont produits, l'absence de lignes budgétaires pour la consultation, la collecte de données et la diffusion signifie que des fonctions importantes, telles que l'engagement communautaire ou le suivi des indicateurs sensibles au genre, sont souvent limitées ou exclues. Cela renforce les inégalités dans la production et l'impact des ELV, créant un système à deux vitesses dans lequel certaines villes sont



L'un des principaux obstacles à une intégration plus poussée est le manque de financement dédié à la production, à la mise en œuvre et au suivi des ELV.

en mesure d'influencer les processus nationaux et mondiaux des ODD, tandis que d'autres restent invisibles.

Le rapport 2024 *sur la mise en œuvre nationale des ODD souligne*⁵⁰ que la gouvernance fragmentée et l'intégration verticale limitée restent des obstacles importants à la localisation efficace des ODD. Dans des pays comme la Géorgie, l'Ouganda, le Népal et le Zimbabwe, l'absence de mandats clairs, de mécanismes de coordination et de communication structurée entre les niveaux national et infranational a conduit à une

50 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

SECTION 3 CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

planification et une mise en œuvre décousues. Les municipalités géorgiennes, par exemple, opèrent dans le cadre d'un plan d'action de localisation des ODD, mais n'ont pas de rôles définis au sein des structures de coordination nationales, ce qui entraîne des efforts parallèles avec peu d'intégration.

Le Népal et le Zimbabwe sont confrontés à des défis comparables, où la décentralisation a créé des structures locales pour les ODD, mais où le soutien et la coordination insuffisants du gouvernement central limitent leur efficacité. Dans des contextes fragiles comme le Tchad et la Libye, l'instabilité institutionnelle entrave encore plus les efforts d'alignement de la planification locale et nationale des ODD. Ces cas soulignent qu'en l'absence d'une forte cohérence verticale – ancrée dans des mandats juridiques, un financement adéquat et des plateformes de coordination solides – le potentiel de transformation de la localisation des ODD reste inexploité. La localisation ne peut

pas réussir de manière isolée ; Il doit être intégré dans un cadre de gouvernance intégré à plusieurs niveaux qui permet une appropriation et une responsabilisation partagées par tous les ordres de gouvernement.

De plus, plusieurs cadres de localisation n'ont pas les **mandats juridiques ou la clarté réglementaire** nécessaires pour fonctionner efficacement. Le PDM de l'Ouganda est un cas notable où les comités paroissiaux – au cœur du modèle – ont un statut juridique peu clair et une autorité insuffisante en matière de planification et de budgétisation. Cela entraîne des goulets d'étranglement dans la mise en œuvre et sape la

De plus, plusieurs cadres de localisation n'ont pas les **mandats juridiques ou la clarté réglementaire** nécessaires pour fonctionner efficacement.



responsabilité. De même, dans certains pays, les réformes de décentralisation n'ont pas été accompagnées des cadres législatifs nécessaires pour formaliser les responsabilités locales dans la réalisation des ODD.

En revanche, des pays comme l'Indonésie et la Finlande ont fait des progrès significatifs dans le renforcement de la cohérence verticale. En Indonésie, le ministère de la Planification du développement national (Bappenas) a facilité l'élaboration de cadres de planification conjoints avec les administrations municipales, en reliant les ELV aux indicateurs nationaux des ODD. En Finlande, les ELV développés par des villes telles qu'Espoo et Vantaa sont officiellement reconnus dans les rapports nationaux de développement et contribuent à l'examen national volontaire (VNR) du pays, garantissant que les perspectives locales façonnent les récits politiques nationaux.

Le problème est aggravé par des asymétries de pouvoir persistantes au sein des partenariats multipartites. Selon le *rapport 2024 de l'OCDE sur l'apprentissage par les pairs dans la coopération au développement menée localement*, **seules 24 % des organisations locales interrogées ont déclaré que leurs partenariats avec les donateurs et les acteurs nationaux étaient équitables**. Les autres ont cité des problèmes tels que l'absence de prise de décision partagée, les modalités

de financement descendantes ou les pratiques de consultation symboliques. Ces asymétries érodent la confiance, limitent la durabilité des initiatives et réduisent l'appropriation locale des stratégies des ODD. De plus, elles contredisent le principe des ODD de « ne laisser personne de côté », car elles marginalisent les acteurs les plus proches des communautés qui ont le plus besoin d'interventions de développement.

La gouvernance fragmentée et l'intégration verticale limitée continuent de saper le potentiel de la localisation des ODD. Ces faiblesses structurelles se traduisent par une planification décousue, une utilisation inefficace des ressources et une incapacité à exploiter les connaissances, l'innovation et la proximité des acteurs locaux. Sans efforts délibérés pour institutionnaliser la coordination à plusieurs niveaux, clarifier les mandats infranationaux et s'attaquer aux asymétries de pouvoir dans les partenariats, les ODD risquent de rester éloignés des communautés qu'ils sont censés servir. Des réformes sont nécessaires pour codifier le rôle des gouvernements locaux dans les stratégies nationales de développement durable, intégrer les RLV dans les cycles formels de politique et de financement, et favoriser des processus décisionnels inclusifs, transparents et responsables à tous les niveaux de gouvernance.



2 UN FINANCEMENT INADÉQUAT ET IMPRÉVISIBLE

Un financement inadéquat, imprévisible et rigide reste l'un des obstacles les plus systémiques à la localisation efficace des ODD. Les gouvernements locaux et régionaux (GLR), souvent responsables de la fourniture de services essentiels tels que la santé, l'éducation, l'assainissement, le logement et les infrastructures, fonctionnent avec des contraintes persistantes en matière de ressources. Cette inadéquation entre les mandats et les moyens est devenue une caractéristique déterminante du goulot d'étranglement de la localisation. Bien qu'ils gèrent jusqu'à 40 % des investissements publics dans certains pays de l'OCDE, les GLR ne contrôlent qu'une petite part de l'ensemble des ressources budgétaires. Les *notes d'orientation inter-agences des Nations Unies de 2024* indiquent qu'à l'échelle mondiale, moins de 15 % des investissements publics sont directement gérés par les autorités locales, et que seulement 25 % des pays versent aux municipalités des transferts fiscaux basés sur la performance. La plupart des gouvernements

locaux restent dépendants de transferts ponctuels et affectés des gouvernements centraux, qui sont souvent imprévisibles, liés aux priorités nationales et détachés des réalités locales.

L'autonomie budgétaire est particulièrement faible dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. De nombreuses municipalités n'ont pas l'autorité légale de lever des impôts, d'émettre des obligations ou d'accéder aux marchés du crédit, ce qui les oblige à s'appuyer sur des cadres budgétaires nationaux restrictifs. Selon le Rapport 2024 de l'OCDE sur l'apprentissage par les pairs sur le développement mené par les locaux, cette contrainte est particulièrement aiguë dans les secteurs nécessitant de l'innovation et des investissements à long terme, tels que l'adaptation au changement climatique, les infrastructures numériques et les services sensibles au genre.

Les modèles de financement des donateurs renforcent ce déséquilibre structurel. La majeure partie de l'aide bilatérale et multilatérale est

SECTION 3 CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

toujours acheminée par l'intermédiaire des gouvernements centraux ou des organismes internationaux, sans passer par les institutions locales. Lorsque le financement atteint le niveau local, il est généralement à court terme, basé sur des projets et fragmenté, soumis à des exigences de rapport qui se chevauchent et mettent à rude épreuve les capacités locales et limitent la cohérence stratégique. Les organisations locales de la société civile (OSC), malgré leur proximité avec les communautés et leur rôle essentiel dans la prestation de services et le plaidoyer, ne reçoivent que 2,1 % de l'APD bilatérale (OCDE, 2024), un chiffre qui stagne depuis une décennie.

L'expérience des pays fait écho à ces défis systémiques. Au Zimbabwe, les récents ELV ont été rendus possibles grâce au financement de projets ONU-DAES/Italie, sans qu'aucune stratégie nationale de financement durable n'ait été mise en place. En Ouganda, le modèle de développement paroissial (PDM) souffre d'une formule d'allocation uniforme qui ignore les besoins locaux et manque de cadres de responsabilité clairs, tandis que les fonds renouvelables sont largement interprétés à tort comme des subventions, ce qui compromet la viabilité financière. Les coopératives locales censées gérer ces fonds manquent de capacités et

de personnel formé pour le faire efficacement. Des fragilités budgétaires similaires sont signalées au Tchad et en Libye, où l'instabilité institutionnelle entrave l'allocation cohérente des ressources pour la coordination des ODD.



The SDG financing gap has surged to an estimated USD 4 trillion annually - up from USD 2.5 trillion pre-pandemic.

Le contexte mondial aggrave encore le problème. Le déficit de financement des ODD a bondi pour atteindre environ 4 billions de dollars par an, contre 2,5 billions de dollars avant la pandémie (FSDR 2024 des Nations Unies ; SDSN 2024) de la COVID-19. Ce déficit croissant touche de manière disproportionnée les pays à revenu faible et intermédiaire déjà aux prises avec le surendettement, l'inflation et la baisse des flux d'aide. Dans le même temps, le secteur privé reste largement absent des

efforts de localisation : la plupart des municipalités n'ont pas de notation de crédit ou d'accès aux marchés de capitaux (PNUD, 2023), laissant inexploité le potentiel de l'investissement d'impact, du financement mixte et de l'engagement RSE. Comme le met en garde l'UNNGOF, membre de Forus, les mécanismes de financement doivent éviter les partenariats symboliques et être plutôt fondés sur des investissements à long terme et l'établissement de la confiance avec des OSC véritablement ancrées dans la communauté.

ÉTUDE DE CAS : Localiser le développement à travers le modèle de développement paroissial (PDM) de l'Ouganda

Le modèle de développement paroissial (PDM) de l'Ouganda, introduit en 2022, vise à catalyser la transformation économique locale en se concentrant sur la paroisse en tant qu'unité principale de planification et de mise en œuvre du développement. S'appuyant sur sept piliers stratégiques, dont l'agriculture, l'inclusion financière, les infrastructures et la prestation de services, l'initiative vise à faire passer environ 39 % des ménages d'une économie de subsistance à l'économie monétaire, conformément au **troisième plan national de développement de l'Ouganda**.



Malgré les aspirations transformatrices du modèle, le Forum national des ONG de l'Ouganda (UNNGOF) a soulevé d'importantes préoccupations quant à son efficacité opérationnelle. De nombreux comités paroissiaux de développement, qui sont au cœur de la mise en œuvre locale, fonctionnent sans statut juridique formel, sans ressources suffisantes ni mécanismes de surveillance solides. Cela s'est traduit par une coordination fragmentée et une responsabilisation limitée de la communauté.

L'exécution financière a également fait l'objet de critiques. Le lancement du **Fonds renouvelable paroissial de 490 milliards de Shilling ougandais destiné à soutenir l'entrepreneuriat local a appliqué une formule de répartition uniforme entre les paroisses**. Cette approche ne tient pas compte des disparités démographiques, économiques et de pauvreté. De plus, des directives de prêt peu claires, une littératie financière minimale et des systèmes de responsabilisation faibles ont conduit à de faibles taux de recouvrement des prêts et à une mauvaise gestion financière.

L'examen 2024 du PDM par l'UNNGOF met en évidence les risques persistants de corruption, de manipulation politique et de fragilité institutionnelle. De plus, l'initiative n'a pas encore intégré de manière adéquate la résilience climatique, l'engagement multipartite et les outils de suivi numérique dans son cadre, des éléments clés pour un développement durable et inclusif.

Pour combler ces lacunes, l'UNNGOF plaide en faveur de réformes structurelles : la formalisation et l'affectation de ressources aux PDC, une meilleure supervision des organisations coopératives d'épargne et de crédit (SACCO), une éducation civique renforcée et le déploiement de solutions intelligentes face au climat et basées sur la technologie. Sans de telles réformes, le PDM risque d'enraciner les inégalités existantes plutôt que de les atténuer.

Depuis le début de l'année 2025, le mécanisme de l'Europe du Sud-Est, dont Forus fait partie, a enregistré une augmentation inquiétante des alertes liées aux perturbations du financement de la société civile. Les récentes coupes budgétaires de l'USAID et d'autres sources de financement, ainsi que l'évolution des priorités des donateurs et les nouvelles tentatives législatives de contrôler ou de délégitimer le financement des OSC au niveau national, ont encore mis à rude épreuve

la capacité des OSC à fonctionner efficacement. Avant les coupes budgétaires, les acteurs de la société civile réclamaient déjà un financement plus flexible et basé sur les besoins. Aujourd'hui, cela s'ajoute à un paysage déjà difficile. Ces défis se manifestent dans différents pays, du contrôle renforcé du Pérou sur le financement des OSC à la criminalisation et à la stigmatisation auxquelles sont confrontées les organisations au Nigeria, en Indonésie et au-delà.



3 LACUNES PERSISTANTES EN MATIÈRE DE CAPACITÉS À L'ÉCHELLE LOCALE

La plateforme de localisation des ODD⁵¹ souligne en outre que « la mise en œuvre locale n'est possible que si les institutions ont la capacité de gérer la livraison, de la financer et de suivre les progrès », faisant du renforcement des capacités un pilier central de l'accélération des ODD. Pourtant, l'un des goulets d'étranglement les plus souvent cités est le manque de capacités institutionnelles,

techniques et de ressources humaines au sein des gouvernements locaux. Même dans les pays où des structures formelles de décentralisation sont en place, comme les comités ODD du Népal ou le modèle de développement paroissial de l'Ouganda, la mise en œuvre reste limitée par le manque de personnel, l'expertise limitée en matière de planification et la médiocrité de l'infrastructure

51 <https://sdglocalization.org/>

administrative. Ces lacunes en matière de capacités sont particulièrement aiguës dans les milieux à faible revenu, fragiles ou en voie d'urbanisation rapide, où la demande de prestation de services localisés a dépassé les capacités opérationnelles des autorités municipales.

Dans tous les contextes, les gouvernements locaux sont chargés d'atteindre des objectifs complexes et multidimensionnels sans disposer d'outils et de systèmes de soutien de base. Le *Rapport mondial sur le développement durable 2023 et les notes d'orientation interinstitutions des Nations Unies 2024* soulignent les lacunes critiques en matière de capacités locales en matière de prospective stratégique, de planification participative et d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, en particulier l'utilisation de données désagrégées et de cadres de suivi localisés. Ces lacunes sont souvent aggravées par des systèmes administratifs anciens, des logiciels obsolètes et des cycles de planification descendants qui ne sont pas alignés sur l'éthique intégrée et participative du Programme 2030.

L'analyse historique de la série *Progressing National SDG Implementation* souligne encore l'ampleur du problème. En 2018, 32 des 46 pays examinés ont identifié les limites de capacité locales comme un obstacle majeur. En 2021, 67 % des pays déclarants ont cité de graves déficits en matière de planification, de suivi et de littératie des données au niveau infranational. Malgré ce besoin clair et croissant, les efforts de renforcement des capacités restent fragmentés, impulsés par les donateurs et généralement à court terme. Les boîtes à outils et les formations proposées par les partenaires internationaux manquent souvent d'adaptation contextuelle et de suivi,



L'analyse historique de la série ***Progressing National SDG Implementation*** souligne encore l'ampleur du problème.

laissant les responsables locaux avec des documents génériques difficiles à traduire en actions. Les contraintes budgétaires limitent également la capacité des administrations locales à retenir le personnel qualifié, ce qui entraîne un taux de rotation élevé et une perte de mémoire institutionnelle.

Ces lacunes se reflètent dans la qualité inégale des examens locaux volontaires (EFV). Bien que certaines municipalités aient produit des rapports solides et fondés sur des données, beaucoup d'autres ne présentent que des résumés généraux avec un minimum de preuves. Au **Népal**, alors que des comités des ODD ont été créés aux niveaux provincial et municipal pour intégrer l'Agenda 2030 dans les plans locaux, la Fédération des ONG du Népal (NFN) souligne que ces organismes sont confrontés à de graves déficits de personnel qualifié, de savoir-faire technique et de ressources financières, ce qui limite considérablement leur efficacité opérationnelle.

En **Géorgie**, malgré l'existence d'un plan d'action de localisation des ODD et d'orientations nationales coordonnées, les municipalités signalent des pénuries de personnel qualifié et des systèmes de données locaux insuffisants qui limitent leur

capacité à s'adapter et à suivre les stratégies ODD. Le Réseau des ONG environnementales du Caucase note que l'insuffisance des capacités humaines et techniques entrave les progrès, même dans les municipalités qui se sont officiellement engagées à localiser. **Le Zimbabwe** est confronté à des problèmes similaires, où les autorités locales engagées dans des programmes pilotes d'ODD et la production de ELV manquent

de soutien institutionnel durable et d'expertise technique. Ces défis sont encore exacerbés dans des contextes fragiles tels que le **Tchad** et la **Libye**, où les gouvernements locaux sont censés mettre en œuvre des actions liées aux ODD dans un contexte d'instabilité institutionnelle chronique, de personnel insuffisant et de systèmes

d'administration publique faibles.

Ces exemples démontrent régulièrement que l'ambition de la localisation dépasse souvent les capacités actuelles des autorités locales. Sans investissement significatif dans la formation, le personnel et l'infrastructure institutionnelle, même les cadres de localisation bien intentionnés et bien structurés risquent de stagner au stade de la mise en œuvre.

Sans investissement significatif dans la formation, le personnel et l'infrastructure institutionnelle, même les cadres de localisation bien intentionnés et bien structurés risquent de stagner au stade de la mise en œuvre.



4 FAIBLESSE DES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE, DE DONNÉES ET DE RAPPORTS

Des données robustes, localisées et désagrégées sont fondamentales pour une localisation efficace des ODD, mais elles restent l'une des faiblesses les plus persistantes dans tous les pays. De nombreuses municipalités fonctionnent avec **une capacité statistique limitée**, des systèmes de données fragmentés et un accès insuffisant à des informations opportunes, désagrégées et pertinentes pour les politiques. Ces lacunes empêchent les gouvernements locaux et régionaux (GLR) d'aligner leurs stratégies de développement sur les cibles des ODD, d'évaluer les progrès ou de participer de manière significative aux mécanismes de rapport nationaux et mondiaux.

En 2024, seuls 59 % des GLR dans le monde avaient développé ou étaient en train de développer des systèmes d'indicateurs alignés sur les ODD, et seulement 43 % des associations de gouvernements locaux déclaraient avoir une approche structurée du suivi des ODD (UN Inter-

agency Policy Briefs, 2024). Les lacunes en matière de données sont particulièrement aiguës dans les domaines liés au genre, au handicap, à la migration, au travail informel et aux inégalités spatiales – précisément les domaines les plus critiques pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

La plupart des autorités locales, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, fonctionnent avec des capacités statistiques limitées, des écosystèmes de données fragmentés et un accès insuffisant à des informations en temps réel ou ventilées par sexe. Ces défis limitent considérablement la capacité des gouvernements locaux et régionaux à aligner leurs stratégies de développement sur les ODD ou à participer de manière significative aux processus de reporting nationaux et mondiaux.

Des études de cas soulignent l'ampleur et la persistance des défis liés à la mise en place de systèmes locaux efficaces de suivi des

ODD. En Géorgie, alors qu'un plan d'action de localisation des ODD et des outils d'orientation nationaux ont été développés, le Réseau des ONG environnementales du Caucase (CENN) souligne l'absence d'une méthodologie de suivi complète et le manque de clarté sur la manière dont les progrès municipaux sont suivis. La plupart des municipalités fonctionnent encore sans indicateurs locaux ni systèmes de données fonctionnels, ce qui rend difficile l'évaluation des lacunes ou des résultats de la mise en œuvre. En Ouganda, le modèle de développement paroissial ne dispose pas de mécanismes intégrés pour la collecte et l'évaluation des données, ce qui contribue à une mauvaise surveillance financière et à la confusion parmi les bénéficiaires quant à la nature du soutien fourni par les fonds au niveau des paroisses. Au Népal, bien que 17 municipalités aient lancé des ELV, la Fédération nationale des ONG (NFN) observe que ces efforts sont entravés par le manque de données locales fiables, en particulier dans les zones reculées où la coordination avec les systèmes statistiques nationaux reste faible.

En Zambie, le Conseil zambien pour le développement social (ZCSD) note que les conseils locaux n'ont pas la capacité et les ressources financières nécessaires pour générer des données désagrégées au niveau des quartiers ou des communautés, s'appuyant souvent sur des statistiques nationales obsolètes ou calculées par des donateurs. Aux Fidji, le Conseil des services sociaux des Fidji (FCOSS) souligne que les petites communautés insulaires ne disposent pas de l'infrastructure numérique nécessaire pour un suivi rapide et inclusif des ODD, ce qui fait que les efforts menés par les communautés restent non documentés ou exclus des cycles de rapports

Des études de cas soulignent l'ampleur et la persistance des défis liés à la mise en place de systèmes locaux efficaces de suivi des ODD.

nationaux. De même, au Guatemala, la coalition Redlad-CSO souligne que les municipalités autochtones sont rarement consultées lors des examens nationaux des ODD et qu'il n'existe aucun mécanisme institutionnel en place pour collecter des données culturellement sensibles et générées localement.

Malgré les avancées récentes, des obstacles systémiques continuent également de limiter l'efficacité de la localisation des ODD au Sénégal. Selon le rapport alternatif 2022 de la société civile pour l'ENV, la plupart des municipalités n'ont pas encore élaboré de plans formels de localisation des ODD. Les principaux défis comprennent la faible connaissance du Programme 2030 au niveau local, l'insuffisance des capacités techniques pour aligner les stratégies municipales sur les cadres nationaux et mondiaux, le manque de données désagrégées et pertinentes au niveau local et l'insuffisance des ressources financières pour soutenir la mise en œuvre territoriale. Les efforts de suivi plus larges de CONGAD, saisis par le biais d'enquêtes communautaires, d'ateliers interrégionaux et de tableaux de bord citoyens, soulignent que bien qu'il existe des cadres nationaux pour la mise en œuvre des ODD, ils sont souvent sous-utilisés au niveau infranational. L'engagement de la société civile dans les plateformes nationales de coordination des ODD augmente, mais reste limité en termes d'influence et de portée géographique en dehors de la capitale.



5 RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE ET PARTICIPATION LIMITÉE

Alors que l'engagement multipartite est largement reconnu comme un principe fondamental du Programme 2030, le rapport 2024 *sur les progrès de la mise en œuvre nationale des ODD* révèle qu'une participation significative à la localisation des ODD reste **inégale, sous-développée et souvent symbolique**. De nombreux examens nationaux volontaires (ENV) et examens locaux volontaires (AELV) font référence à des consultations de la société civile, mais ces processus sont souvent ponctuels, manquent de ressources ou manquent de mécanismes de suivi et de responsabilisation.

Dans de multiples contextes, **l'ambiguïté entoure la structure, l'influence et la durabilité** des mécanismes participatifs. Au Kenya, on dit que les organes de coordination des ODD au niveau provincial comprennent des forums pour la société civile et les communautés locales, mais leurs rôles sont mal définis et leur efficacité n'est pas évaluée. En Sierra Leone, les comités de

coordination du développement de district (CDDC) sont présentés comme des plateformes inclusives, mais ils semblent fonctionner principalement sur la base de projets, sans mandats formels ni soutien à long terme. Au Népal, les comités locaux sur les ODD comprennent nominalement des dirigeants communautaires et des jeunes, mais le Forum sur les ODD au Népal note que ces structures sont sous-financées et déconnectées des processus de planification nationaux.

Même dans les pays dotés de cadres plus formels, tels que les conseils sociaux espagnols ou les agences de développement régional du Costa Rica (AREDES), des questions subsistent quant à la représentativité, à l'autonomisation et à la durabilité de ces plateformes. Dans les contextes de gouvernance traditionnelle comme le Vanuatu et les Palaos, l'appropriation locale s'exprime par le biais de systèmes de leadership coutumiers. Cependant, ces arrangements peuvent limiter la



participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, à moins qu'ils ne soient explicitement réformés pour promouvoir l'inclusion.

Le rapport sur l'état des ELV 2024 confirme de grandes disparités dans la qualité de la participation : si certains ELV reflètent une forte contribution des parties prenantes, d'autres sont rédigés par les autorités municipales avec peu ou pas d'engagement externe. Dans de nombreux cas, il y a un **manque de transparence en ce qui concerne la sélection des intervenants, les processus de consultation et l'intégration des commentaires** dans les stratégies ou les budgets finaux.

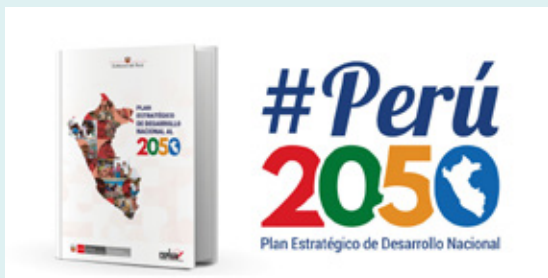
Ces écarts sont exacerbés par une détérioration plus large **de l'environnement de la société civile**. Le rapport 2024 des Nations Unies sur les objectifs de développement durable, l'Observatoire CIVICUS 2024 et le **Système de l'UE pour un environnement favorable à la société civile (EU SEE)** mettent en évidence les contraintes croissantes qui pèsent sur la société civile à l'échelle mondiale. Les OSC locales, en particulier celles qui défendent les droits humains, la justice environnementale ou l'égalité des sexes, sont confrontées à des lois restrictives sur le financement étranger, à des processus

d'enregistrement lourds, à la surveillance et à la répression numérique. Selon le Rapport 2024 de l'OCDE sur l'apprentissage par les pairs sur le développement mené par les locaux, moins de 30% des OSC locales interrogées étaient systématiquement engagées dans des processus de consultation liés aux ODD. Même lorsqu'elles sont incluses, leurs contributions sont souvent ignorées ou réduites à des reconnaissances symboliques dans les documents politiques. Par le biais d'alertes vérifiées et de rapports détaillés au niveau national, EU SEE documente l'escalade des menaces qui pèsent sur l'espace civique, notamment la répression de la liberté d'expression et d'association, les réformes juridiques restreignant les activités des ONG et la délégitimation de la rhétorique des autorités publiques. Les alertes de 2025 ont suivi des cas de harcèlement judiciaire, de détention arbitraire de militants, de suspensions de financement et de répression des médias dans des pays tels que **le Pérou, le Nigeria, Hong Kong, Sierra Leone, l'Indonésie et El Salvador**, entre autres. Les données montrent que même dans les démocraties, les acteurs de la société civile sont de plus en plus limités dans leur capacité à participer de manière significative aux processus de développement.

ÉTUDE DE CAS

La réalité complexe de la planification participative : le cas du Pérou

Au Pérou, l'Examen National Volontaire (VNR, selon son sigle en anglais) a mis en avant dans son dernier rapport un effort participatif visant à définir la vision de développement durable à long terme du pays. Ce processus, dirigé par le Système National de Planification (SINAPLAN), a abouti à la « **Vision du Pérou à l'horizon 2050** », formellement adoptée par le **Forum de l'Accord National (AN)** en 2019. Le gouvernement a décrit cette initiative comme une étape stratégique pour aligner la planification nationale avec les principes des ODD.



Cependant, les perspectives de la société civile révèlent un tableau plus nuancé. Selon le **Groupe Agenda 2030/ANC**, le processus participatif a manqué d'inclusion réelle. Bien que l'AN rassemble des gouvernements à tous les niveaux, des partis politiques, des institutions religieuses, des syndicats et le secteur privé, la plupart des organisations

communautaires de la société civile et des mouvements sociaux **ont été exclues du processus de dialogue**, malgré l'importance stratégique du document Vision 2050. Pour aggraver la situation, le Forum est convoqué de manière sporadique par le gouvernement actuel, reflétant une tendance plus large d'instabilité politique et de perte de confiance publique.

Le système de participation citoyenne au sein du SINAPLAN reste très fragmenté. Bien qu'il existe certains mécanismes de participation au niveau infranational, tels que l'élaboration de Plans Concertés locaux et régionaux, leur application est inégale et dépend souvent de la volonté politique des autorités locales et régionales. Il manque encore un espace plus large pour aborder la planification avec les secteurs du gouvernement national. Les mandats juridiques en matière de participation sont souvent entravés par des barrières techniques, financières et informationnelles, permettant aux gouvernements locaux et régionaux — ainsi qu'à leurs représentants (maires et gouverneurs) — d'écarter les contributions de la société civile.

Cet exemple illustre à la fois **le potentiel et les difficultés** de l'alignement entre les niveaux national et territorial (local/régional) dans la mise en œuvre des ODD. Si le cas péruvien reflète une ambition en matière de vision stratégique à long terme, il souligne également que la **participation doit être institutionnalisée, et non symbolique**, afin de garantir l'appropriation dans les différents territoires et la cohérence des ODD, notamment dans l'allocation des ressources publiques.

SECTION 3 CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

Ces dynamiques ont des conséquences réelles. Dans des pays comme le Cambodge et le Salvador, des restrictions juridiques empêchent les OSC de participer aux dialogues politiques sur les ODD ou d'accéder aux ressources, sapant à la fois la qualité et la légitimité des efforts de localisation. Les groupes marginalisés, notamment les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les personnes

handicapées et les travailleurs informels, restent structurellement sous-représentés dans la planification du développement local, malgré leurs perspectives critiques et leurs expériences vécues. Par conséquent, les processus participatifs risquent de devenir **des exercices performatifs**, qui ne parviennent pas à influencer les décisions ou à transférer le pouvoir.



6 INÉGALITÉS NUMÉRIQUES ET INTÉGRATION INÉGALE DE L'e-GOUVERNANCE

Malgré le potentiel de transformation des technologies numériques pour soutenir la localisation inclusive des ODD, de fortes inégalités numériques persistent, exacerbant les fractures existantes et limitant l'efficacité des initiatives de gouvernance électronique au niveau local.

Bien que de nombreux pays aient élaboré des stratégies numériques nationales, celles-ci ne se traduisent souvent pas par une mise en œuvre significative au niveau municipal ou communautaire. Les gouvernements locaux,

en particulier dans les zones rurales ou mal desservies, manquent souvent d'infrastructures, de connaissances numériques et de capacités institutionnelles pour adopter la technologie pour la gouvernance participative, la prestation de services et la collecte de données. Cela contribue à une fracture numérique qui n'est pas seulement une question d'accès, mais aussi d'**abordabilité**, de **pertinence** et d'**utilisation des** outils numériques fondée sur les droits.

Le **Pacte numérique mondial 2024**, adopté

Les inégalités numériques ne concernent plus seulement l'accès, mais aussi la sécurité, **l'intégrité et la liberté** des espaces numériques.



lors du Sommet du futur, renforce l'urgence de relever ce défi. Les pays se sont engagés à mettre en œuvre sept actions alignées sur les ODD visant à réduire la fracture numérique, notamment l'élaboration d'objectifs de connectivité abordables, l'investissement dans les infrastructures rurales et des stratégies d'inclusion numérique sensibles au genre. Pourtant, la mise en œuvre reste fragmentée.

Du point de vue de la société civile, les mêmes observations se reflètent. L'expérience du réseau Forus, maintenant renforcée par les données du mécanisme d'alerte précoce de l'UE-SEE, montre que **les inégalités numériques** ne concernent plus seulement l'accès, mais aussi la sécurité, **l'intégrité et la liberté** des espaces numériques.

En Zambie, le ZCSD rapporte que, malgré l'intérêt croissant pour l'e-gouvernance, de nombreuses OSC locales et gouvernements de district ne disposent pas de l'infrastructure numérique nécessaire pour mettre en œuvre des outils de retour d'information des citoyens en temps réel. Les efforts visant à étendre l'accès numérique sont entravés par les coûts élevés et

la couverture limitée du haut débit dans les zones rurales.

Aux Philippines, CODE-NGO a expérimenté des tableaux de bord numériques pour suivre les indicateurs locaux des ODD, mais une connectivité inégale et des niveaux variables d'e littératie numérique entre les municipalités limitent l'adoption et l'utilisation systématique.

En Argentine, Red Encuentro a utilisé les médias numériques, notamment des radios communautaires dirigées par des jeunes et des enquêtes mobiles, pour impliquer les groupes marginalisés dans le suivi des ODD, mais note que de nombreux jeunes n'ont pas accès à une connexion Internet stable ou à des appareils abordables en dehors des zones urbaines.

Le rapport 2022 de Forus sur **l'environnement numérique favorable** souligne davantage les **risques de répression numérique**, de surveillance et de rétrécissement de l'espace civique en ligne, en particulier dans les environnements autoritaires ou fermés. Des acteurs de la société civile en Indonésie, en Ouganda et au Salvador ont exprimé leurs inquiétudes concernant le

harcèlement numérique, les violations de la confidentialité des données et les cybermenaces menées par le gouvernement.

Sans investissement délibéré dans **des infrastructures inclusives, des garanties fondées sur les droits** et des **capacités locales**, les outils de gouvernance numérique risquent de devenir des instruments d'exclusion plutôt que d'émancipation. De plus, le manque d'**interopérabilité** entre les systèmes (entre les bases de données locales et nationales, par exemple) limite la capacité à agréger et à agir sur les données locales.

Dans le cadre du projet CADE, Forus, en collaboration avec ses membres et ses partenaires, a également mené une cartographie complète et une étude de base sur l'engagement des OSC dans les processus de gouvernance de l'Internet. La société civile continue de faire face à plusieurs défis importants dans son engagement dans la gouvernance de l'Internet. Les contraintes de ressources, telles que les limites financières et le manque de personnel, empêchent les OSC de participer aux principaux processus d'élaboration des politiques numériques, car elles ont du mal à couvrir les frais de déplacement, d'hébergement et de participation. En outre, la fracture numérique, en particulier l'accès limité à Internet dans les zones rurales, marginalise davantage les groupes déjà vulnérables, les excluant des discussions importantes. La nature technique des processus de gouvernance de l'Internet, tels que ceux gérés par l'IETF (Internet Engineering Task Force) et l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN - Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet), nécessite souvent des connaissances spécialisées,

et le manque d'opportunités de renforcement des capacités empêche de nombreuses OSC de s'engager pleinement. Les barrières linguistiques, en particulier la prédominance de l'anglais et l'insuffisance des services de traduction, exacerbent ce problème, ce qui rend difficile la participation efficace des organisations non-anglophones. En outre, les dynamiques de pouvoir au sein de la gouvernance d'Internet favorisent les gouvernements et les entreprises, mettant souvent à l'écart la société civile, en particulier celle des pays du Sud, ce qui sape leur influence sur les décisions politiques. Le manque d'informations accessibles et d'opportunités de réseautage rend plus difficile pour les OSC de développer les capacités nécessaires à une implication significative. Enfin, l'environnement politique dans de nombreux pays limite considérablement la capacité de la société civile à s'engager dans des forums multipartites et à défendre les droits et libertés numériques. Ce défi auquel est confrontée la société civile dans la gouvernance de l'Internet est directement lié à l'e-gouvernance et à la localisation des politiques numériques. L'e-gouvernance repose sur la participation active de toutes les parties prenantes, y compris la société civile, pour s'assurer que les plateformes et les politiques numériques reflètent les besoins et les droits des diverses populations qu'elles servent. Cependant, lorsque la société civile est exclue des discussions clés sur la politique numérique en raison de facteurs tels que les contraintes de ressources, les fractures numériques, les barrières linguistiques et les déséquilibres de pouvoir, le processus d'e-gouvernance devient moins inclusif, ce qui compromet l'objectif d'une gouvernance localisée qui réponde aux besoins locaux.



7 FRAGMENTATION DU SOUTIEN ET INCOHÉRENCE DES DONATEURS

Bien que la localisation soit de plus en plus prise en compte dans le discours sur le développement, la nature fragmentée et souvent incohérente de l'aide des donateurs continue d'entraver sa pleine réalisation. Alors que la communauté internationale du développement adopte de plus en plus la rhétorique du développement dirigé localement, dans la pratique, la localisation reste largement basée sur des projets, sous-financée et soutenue de manière incohérente. De nombreux partenaires de développement opèrent encore par le biais de projets à court terme, de mécanismes de financement cloisonnés et de priorités mal alignées, contournant souvent les structures de coordination nationales et locales.

Ce manque de cohérence se traduit souvent par des chevauchements d'initiatives, un fardeau administratif pour les administrations locales et un décalage entre les besoins de développement local et la conception des programmes. Sans une approche intentionnelle et fondée sur les droits, le

programme de localisation risque d'être vidé de sa substance ou instrumentalisé.

Malgré des engagements rhétoriques de plus en plus nombreux, les risques systémiques persistent. La diminution des ressources financières, les exigences strictes en matière de conformité et l'adoption superficielle d'un langage décolonial sans réformes structurelles menacent tous de saper les véritables efforts de localisation. La localisation ne doit pas être réduite à un exercice de rentabilité. Il doit rester fermement ancré dans un engagement politique à transférer le pouvoir, à redistribuer les ressources et à faire progresser les priorités et les solutions définies localement.

Les efforts de localisation sont souvent davantage motivés par la disponibilité des fonds des donateurs que par une planification stratégique menée par les pays, ce qui réduit leur pertinence, leur appropriation et leur durabilité.

Dans le même temps, l'accès au financement international reste fortement centralisé. Le rapport

d'étape 2024 de l'ONU sur les ODD note que moins de 2 % de l'aide publique au développement (APD) parvient directement aux organisations locales de la société civile, la plupart des ressources passant par des intermédiaires internationaux. Les gouvernements locaux et les OSC signalent souvent que, bien qu'on s'attende à ce qu'ils remplissent des mandats de plus en plus ambitieux, ils manquent de financement prévisible, flexible et durable pour y parvenir. Cette disparité limite considérablement leur capacité à institutionnaliser la mise en œuvre localisée des ODD à long terme.

Ces défis sont aggravés par l'insuffisance des investissements dans le renforcement des capacités systémiques. Selon *[l'état des examens locaux volontaires 2024, le soutien au renforcement des capacités](#)* des autorités locales et des acteurs de la société civile est souvent fragmenté et axé sur des objectifs étroits. Plutôt que de renforcer l'infrastructure institutionnelle et l'infrastructure de données nécessaires à la gouvernance participative et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, une grande partie de l'aide reste axée sur les résultats et de courte durée. Par conséquent, de nombreuses initiatives locales manquent de continuité et les gains dans la mise en œuvre des ODD sont rarement mis à l'échelle ou intégrés dans les systèmes de gouvernance formels.

L'expérience de l'INFID en Indonésie illustre ces défis dans la pratique. Au cours d'un engagement pluriannuel, l'INFID a aidé 13 districts et trois provinces à élaborer et à aligner des plans d'action pour les ODD, à mettre en place des systèmes de surveillance locaux et à promouvoir des partenariats entre les établissements universitaires et les gouvernements locaux. Bien que ces efforts

Une gouvernance fragmentée, un financement inadéquat, des déficits de capacité persistants, des systèmes de données faibles, des pratiques d'exclusion, des fractures numériques et une adoption limitée des connaissances locales par les politiques sapent collectivement le potentiel de transformation de la mise en œuvre localisée des ODD.

aient démontré le potentiel transformateur des stratégies ancrées localement, les progrès ont souvent été ralentis par des priorités fragmentées des donateurs, un soutien structurel insuffisant et des flux de financement incohérents. Ces contraintes ont limité la capacité des institutions locales à maintenir leur élan ou à étendre leurs efforts au-delà des délais des projets.

De telles expériences réaffirment la nécessité d'un changement fondamental dans la façon dont l'aide des donateurs à la localisation est conceptualisée et fournie. Plutôt que de piloter des initiatives isolées, les partenaires de développement doivent s'aligner sur les stratégies de développement nationales et infranationales et investir dans les écosystèmes institutionnels nécessaires à la durabilité à long terme. Il s'agit notamment de favoriser des ententes de financement commun, des programmes conçus conjointement avec les intervenants locaux et des cadres de surveillance harmonisés qui réduisent les chevauchements et renforcent la responsabilisation. Sans un tel alignement systémique, la localisation risque de rester un engagement rhétorique plutôt qu'une

SECTION 3 CE QUI MANQUE : LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT QUI EMPÊCHENT DE RÉALISER LES PROMESSES DE LA LOCALISATION

transformation structurelle de la gouvernance du développement.

La promesse de la localisation comme moyen d'accélérer l'Agenda 2030 reste aspirationnelle moins que ces goulets d'étranglement structurels ne soient résolus. Une gouvernance fragmentée, un financement inadéquat, des déficits de capacité persistants, des systèmes de données faibles, des pratiques d'exclusion, des fractures numériques et une adoption limitée des connaissances

Ces défis ne sont pas seulement techniques ; ils sont politiques et systémiques.

locales par les politiques sapent collectivement le potentiel de transformation de la mise en œuvre localisée des ODD. Ces défis ne sont pas seulement techniques ; ils sont politiques et systémiques. Pour les surmonter, il faut s'attaquer aux inégalités structurelles, repenser les modèles de coopération internationale et placer les acteurs locaux au cœur de la mise en œuvre des ODD. Pour relever ces défis, il faut un engagement politique renouvelé, des investissements ciblés et une réorientation systématique des cadres de développement afin de valoriser et d'élever le rôle des acteurs locaux en tant que co-créateurs à part entière – et pas seulement exécutants – du développement durable.





SECTION 4

RENFORCER ET PÉRENNISER LA LOCALISATION : PISTES POUR RÉINVENTER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

A lors qu'il ne reste que cinq ans pour réaliser le Programme 2030, le moment est venu non seulement d'accélérer la mise en œuvre, mais aussi de repenser fondamentalement la manière dont les ODD sont mis en œuvre. Pour réinventer la mise en œuvre des ODD à partir du terrain, il faut s'éloigner des modèles descendants qui ne reflètent souvent pas les besoins locaux ou n'y répondent pas. Il faut reconnaître que les communautés ne sont pas des bénéficiaires passifs, mais des agents actifs du développement durable, et que le changement transformateur est plus efficace lorsqu'il est ancré dans les réalités locales, les systèmes de connaissances et le leadership.

SECTION 4 RENFORCER ET PÉRENNISER LA LOCALISATION : PISTES POUR RÉINVENTER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

Reconnaissant que la localisation se déroule par des voies diverses et dynamiques, trois points d'entrée complémentaires peuvent être identifiés pour conduire le changement⁵² :

- **Les parcours axés sur les projets**, où les acteurs locaux dirigent l'exécution d'initiatives initiées de l'extérieur ;
- **les parcours axés sur les acteurs**, où l'objectif central est de renforcer l'autonomie, le leadership et la résilience institutionnelle des organisations locales ;
- **les parcours axés sur la demande**, où le développement est façonné directement par les besoins, les visions et les aspirations exprimés par les communautés elles-mêmes.

Ces approches qui se chevauchent démontrent que la localisation n'est pas un modèle unique, mais un processus flexible et évolutif qui doit être centré sur l'action et l'autodétermination des acteurs locaux.

À l'échelle mondiale, les données montrent que les gouvernements locaux et régionaux sont responsables de la réalisation de plus de 65 % des cibles des ODD, en particulier dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et l'adaptation au changement climatique (OCDE, 2024). Pourtant, les acteurs locaux restent sous-financés, sous-évalués et structurellement exclus de nombreux mécanismes formels de mise en œuvre et de financement. Comme l'observe le *Rapport mondial sur le développement durable 2023*, « les transformations ne se font pas par ruissellement, elles doivent être cultivées par le biais de systèmes

de gouvernance distribués, inclusifs et adaptés aux besoins locaux ». Les *notes d'orientation inter-agences des Nations Unies de 2024* réaffirment que « la localisation transformationnelle nécessite un nouvel écosystème de mise en œuvre, ancré dans la gouvernance à plusieurs niveaux, la planification participative et l'innovation menée par les communautés ».

Malgré les goulets d'étranglement systémiques, un nombre croissant de données probantes – étayées par les analyses de l'ONU, du PNUD, du SDSN et de CGLU – démontre qu'un changement transformateur est possible lorsque les acteurs locaux sont habilités dans des cadres de mise en œuvre cohérents et dotés de ressources adéquates. Cette section décrit sept voies stratégiques pour développer et soutenir la localisation des ODD :



52 Note de constats communs – Groupe de travail Partenariats & Localisation, (2025) Coordination SUD.



1 INSTITUTIONNALISER LA LOCALISATION DANS LA PLANIFICATION ET LE REPORTING NATIONAL

Il existe un consensus croissant sur le fait que l'institutionnalisation de la localisation dans les systèmes nationaux de planification et d'établissement de rapports est à la fois faisable et nécessaire. Pour mettre en œuvre ce changement, les gouvernements nationaux et les partenaires de développement doivent renforcer l'environnement propice au développement mené localement : reconnaissance juridique des plans locaux et des ELV, mécanismes de financement direct, systèmes de données nationaux-locaux harmonisés et mandats formels pour l'inclusion de la société civile. Plusieurs pays ont déjà démontré qu'il est possible de parvenir à une gouvernance à plusieurs niveaux grâce à des réformes juridiques et institutionnelles délibérées.

Les pays qui ont intégré la localisation dans leurs systèmes nationaux, tels que les centres de coordination des ODD en Indonésie et les liens formels entre les ELV et les ENV de la Finlande,

font preuve d'une plus grande cohérence politique, d'une intégration verticale et d'une résilience institutionnelle plus fortes. En Finlande, le ministère des Finances reconnaît que les ELV sont des apports clés pour les rapports nationaux sur les ODD, et des villes comme Espoo et Vantaa ont développé des processus formels pour intégrer les résultats des ELV dans leurs cycles annuels de planification et de budgétisation. En Indonésie, le ministère de la Planification du développement national (Bappenas) a encouragé les municipalités à aligner leurs ELV sur les plans de développement à moyen terme et les cadres nationaux d'indicateurs des ODD. À Buenos Aires, en Argentine, le gouvernement de la ville a utilisé son processus ELV pour identifier les écarts de performance budgétaire et réaffecter les ressources municipales pour s'aligner sur les priorités des ODD.

Ces exemples illustrent que l'intégration institutionnelle est réalisable lorsqu'elle s'appuie



La société civile joue également un rôle central dans la promotion des approches ascendantes.

sur des mandats clairs, des ressources dédiées et un engagement politique soutenu. Pourtant, ces pratiques restent l'exception plutôt que la norme. Même dans les pays dotés d'écosystèmes de ELV relativement matures, l'apprentissage horizontal entre les municipalités et la coordination verticale avec les ministères nationaux restent sous-développés.

La persistance de structures de gouvernance fragmentées souligne la nécessité de mandats codifiés qui élèvent le rôle des gouvernements locaux et des organisations de la société civile dans les stratégies nationales des ODD. Les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes de coordination permanents, rendre obligatoire l'intégration des ELV dans les examens nationaux volontaires (ENV) et aligner les systèmes d'indicateurs infranationaux et nationaux. La cohérence institutionnelle est essentielle pour étendre la localisation au-delà des projets pilotes isolés vers une transformation systémique.

Des outils tels que le cadre d'évaluation des obstacles et des goulets d'étranglement (SDG) du PNUD permettent aux gouvernements locaux et nationaux d'identifier les interventions catalytiques et d'éliminer les obstacles structurels. Ce cadre a été adapté en Amérique latine et en Asie du Sud-Est pour soutenir la hiérarchisation des

priorités municipales liée aux stratégies nationales de SDG (PNUD, 2024). Parmi les autres modèles prometteurs, citons les centres de coordination des ODD de l'Inde, l'intégration des ODD au Népal dans les transferts intergouvernementaux et les centres de planification locale de Cuba (soutenus par le PNUD), qui offrent tous des exemples reproductibles d'intégration verticale et de gouvernance en copropriété.

La société civile joue également un rôle central dans la promotion des approches ascendantes. Aux Fidji, la plateforme régionale de coordination des OSC PIANGO a mis en place une structure localisée d'intervention en cas de catastrophe. S'appuyant sur les engagements pris lors du Sommet humanitaire mondial et du Grand compromis, PIANGO et ses membres fidjiens ont relancé les conseils de district des services sociaux (DCSS) en tant que plateformes de coordination ancrées dans la communauté. Soutenu par Forus par le biais d'une subvention institutionnelle en 2020, le Protocole des OSC des Fidji a formalisé le rôle des acteurs infranationaux et des connaissances traditionnelles dans la gouvernance des catastrophes. Ce modèle a remplacé les approches descendantes par un système de coordination multipartite dirigé localement qui est devenu une référence pour d'autres pays du Pacifique.

ÉTUDE DE CAS

PDA au Pakistan - Co-crédation de cadres nationaux de responsabilisation

L'Alliance pakistanaise pour le développement (PDA) est en train de remodeler la localisation des ODD au Pakistan en intégrant la voix civique dans les cadres de développement nationaux. Grâce à des tableaux de bord citoyens, des rapports et des recherches sur la localisation des ODD, PDA a créé des outils pour responsabiliser les institutions publiques.



Sa réalisation la plus importante, la Charte de la démocratie 2.0, est un document multipartite approuvé par la société civile qui renforce l'espace civique, la décentralisation fiscale et la gouvernance fondée sur les droits. La charte a été reconnue à l'échelle nationale et internationale comme un modèle de responsabilité démocratique.

Le travail de PDA remet également en question les modèles de développement descendants, plaidant pour la conception de politiques ascendantes et l'établissement d'un programme inclusif. Par le biais de plateformes mondiales comme Forus, PDA continue de faire pression pour que les pays du Sud soient leaders dans les dialogues sur les politiques de développement.

La PDA montre que la co-élaboration de tableaux de bord nationaux et de cadres fondés sur les droits avec les OSC peut institutionnaliser la responsabilité démocratique et amplifier les voix marginalisées dans la planification des ODD.

Recommandations:

- Rendre obligatoire l'intégration des examens locaux volontaires (AVR) dans les examens nationaux volontaires (AVN).
- **Codifier juridiquement les rôles des acteurs locaux** dans la mise en œuvre et la communication des ODD.
- Créer des plateformes permanentes de coordination nationale-infranationale.
- Tirer parti des examens locaux volontaires (ELV) comme outils de planification stratégique :
 - Aider davantage de villes à produire et à institutionnaliser des ELV.
 - Intégrez les ELV dans les cycles budgétaires et les cadres d'indicateurs des ODD.
 - Utilisez les ELV pour améliorer la transparence, suivre les priorités de la communauté et éclairer les examens nationaux.



2 RÉFORMER LES SYSTÈMES DE FINANCEMENT PUBLICS ET INNOVANTS POUR RESPONSABILISER LES ACTEURS LOCAUX

La restructuration des systèmes de financement est essentielle pour garantir que les acteurs locaux, en particulier dans les milieux à faibles ressources ou marginalisés, aient un accès prévisible, équitable et flexible aux ressources. Le rapport 2024 des Nations Unies sur les objectifs de développement durable et le projet de document final de la conférence FfD4 réaffirment l'urgence de combler le déficit mondial de financement des ODD, désormais estimé à 4 billions de dollars par an.

Dans la plupart des pays, la décentralisation budgétaire reste partielle ou inexistante, les acteurs locaux dépendant de transferts ponctuels des autorités centrales qui sont souvent retardés, affectés ou mal alignés sur les plans de développement locaux. À l'échelle mondiale, seuls 15 % des investissements publics sont directement gérés par les autorités locales, et moins de 25 % des pays fournissent des transferts budgétaires

basés sur la performance qui incitent à une planification adaptée aux ODD (Nations Unies Inter-agency Policy Briefs, 2024). Même dans les pays de l'OCDE, les gouvernements locaux ne gèrent qu'une fraction des ressources fiscales globales, alors qu'ils sont responsables de 40 % des investissements publics. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent pas de mécanismes juridiques permettant aux autorités locales de lever des impôts, d'émettre des obligations ou d'accéder aux marchés du crédit.

Il existe des modèles prometteurs, tels que le système de subventions intergouvernementales du Népal, les centres de coordination des ODD de l'Inde et le modèle de financement au niveau des paroisses de l'Ouganda, qui illustrent le potentiel catalytique des cadres de financement décentralisés et la manière dont ils peuvent être utilisés pour aligner le financement sur les priorités infranationales des ODD. Les fonds



de développement local et les mécanismes de budgétisation participative, tels que ceux utilisés à Tharparkar, au Pakistan et en Zambie, montrent comment des outils fiscaux ancrés dans la communauté peuvent lier les dépenses publiques aux priorités locales. Les gouvernements des régions arides du Kenya, du Mali, du Sénégal et de la Tanzanie ont également créé des fonds d'adaptation au climat au niveau local avec le soutien technique de l'IIED et d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Ces fonds améliorent leur capacité à accéder et à déboursier des financements climatiques nationaux et mondiaux, en soutenant des investissements prioritaires pour les communautés afin de renforcer la résilience climatique⁵³.

Dans le même temps, il existe plusieurs instruments de financement innovants qui offrent des pistes prometteuses. Les mécanismes infranationaux de financement de l'action climatique, les obligations vertes municipales, la budgétisation participative, les fonds de développement axés sur les envois de fonds et les fonds de développement communautaire peuvent diversifier les flux de financement locaux et

renforcer la résilience. Les transferts financiers des migrants, ou envois de fonds, sont devenus une source majeure de financement extérieur pour les pays à revenu faible et intermédiaire, atteignant 605 milliards de dollars en 2021. Selon l'étude 2022 du Parlement européen « *Le rôle des envois de fonds dans la promotion du développement durable*⁵⁴ », ces flux soutiennent non seulement les économies nationales, mais font également progresser la localisation des ODD en réduisant la pauvreté et en améliorant l'accès à la santé, à l'éducation et à la résilience au niveau communautaire.

Les municipalités et les OSC doivent être dotées de l'autorité légale et de la capacité technique nécessaires pour accéder à ces financements et les gérer. Les membres de Forus dans toutes les régions font déjà progresser ces pratiques. Le travail de l'INFID en Indonésie, l'engagement budgétaire de la PDA au niveau des districts au Pakistan et les audits de transparence de la ZCSD en Zambie soulignent le potentiel de transformation des acteurs locaux de la société civile dans la refonte de la gouvernance budgétaire et l'alignement des ressources sur les objectifs des ODD.

53 <https://www.iied.org/local-climate-finance-mechanism-helping-fund-community-prioritised-adaptation>

54 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702563/EXPO_IDA\(2022\)702563_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2022/702563/EXPO_IDA(2022)702563_EN.pdf)

ÉTUDE DE CAS

Sommet Finance en commun 2025 - Repenser le financement du climat et du développement



Lors du **sommet Finance en commun 2025** au Cap, la société civile et les dirigeants locaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont lancé un appel retentissant en faveur d'une transformation de la gouvernance du financement de l'action climatique.

Lors de la session « Shifting the Balance », co-organisée par Forus, la FIDH et la Coalition pour les droits humains dans le développement, les leaders communautaires ont souligné que les modèles de financement descendants actuels nuisent souvent aux populations vulnérables plutôt qu'elles ne les aident, par le biais de l'accapement des terres, de l'exclusion ou de projets d'infrastructures extractives.

Les intervenants ont défendu **le développement local** comme fondement de la justice climatique. Elles exigeaient des investissements directs et à long terme dans des initiatives locales, la démocratisation du financement de la lutte contre le changement climatique et une transition vers des modèles économiques féministes, autochtones et centrés sur les soins. L'appel à l'action était centré sur la redéfinition de la finance de transactionnelle à transformationnelle.

Ce cas illustre un consensus croissant sur le fait que le financement du climat et du développement doit donner la priorité au leadership communautaire, à la gouvernance participative et aux cadres orientés vers la justice pour faire progresser la localisation équitable.

Recommandations:

- Comblent le déficit de financement des ODD de 4 billions de dollars en mettant l'accent sur l'accès au niveau local.
- Transitionner vers des mécanismes de financement directs, souples et communautaires.
- Étendre la décentralisation fiscale et établir des transferts transparents et basés sur les résultats.
- Donner aux municipalités et aux OSC les moyens d'accéder à des outils de financement innovants.
- Intégrer les fonds gérés par les communautés et la budgétisation participative dans les stratégies nationales.



3 TRANSFORMER LES MODÈLES DES DONATEURS POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT MENÉ LOCALEMENT

Un changement systémique dans le comportement des donateurs et la coopération internationale est essentiel pour consolider et étendre les trajectoires décrites dans ce rapport. Malgré un large soutien rhétorique à la localisation, la majeure partie de l'aide continue de transiter par des canaux centralisés et reste prévisionnelle, à court terme et axée sur la conformité. Le Rapport 2024 de l'OCDE sur l'apprentissage par les pairs révèle que seule une fraction de l'APD parvient directement aux OSC locales, tandis qu'une grande partie du soutien aux gouvernements locaux est réservée et manque de flexibilité. **L'INFID** en Indonésie a montré comment la fragmentation des donateurs bloque la mise en œuvre si elle n'est pas harmonisée.

Cependant, l'extension de la localisation exige plus que des ajustements de surface. Cela nécessite une transformation profonde et systémique au sein des organismes donateurs et

des organisations de la société civile des pays du Nord⁵⁵.

Pour soutenir le développement dirigé par les autorités locales, il faut réinventer fondamentalement les rôles, des responsables aux facilitateurs, des gestionnaires aux partenaires, et modifier les modèles de financement pour donner la priorité à un soutien à long terme sans restriction qui renforce le leadership local. Cela nécessite également de faire face aux dynamiques de pouvoir historiques et de reconstruire des cultures institutionnelles autour des principes d'équité, de solidarité et de responsabilité mutuelle.

Des modèles prometteurs existent. La **note d'orientation programmatique de l'UE** sur la promotion de partenariats équitables avec les intervenants locaux dans les contextes humanitaires s'engage en faveur de la localisation, de la mise en commun des fonds et du leadership des acteurs

55 Note de constats communs – Groupe de travail Partenariats & Localisation, 2025, Coordination SUD.

locaux. Elle présente des recommandations clés pour reconnaître la valeur, les compétences et les ressources des acteurs locaux ; l'établissement de partenariats équitables et impartiaux ; et faciliter l'accès à des modèles de financement localisés. Les membres du Comité d'aide au développement (CAD), dont l'Irlande, la Suisse et l'Australie, ont également mis à l'essai des approches qui mettent l'accent sur un financement pluriannuel et souple pour les organisations locales et communautaires⁵⁶. L'Espagne a également alloué 55 % de son APD aux OSC en 2021. Le soutien pluriannuel de l'Irlande aux partenaires locaux fournit des enseignements essentiels dans la pratique des donateurs. Au-delà de ces exemples, des initiatives telles que le Groupe de travail sur la localisation du Comité d'aide au développement de l'OCDE, le processus du Grand compromis 2.0 de l'ONU et l'Alliance mondiale pour les communautés font progresser des normes communes et des mécanismes de responsabilisation pour rapprocher le pouvoir et les ressources des communautés. En outre, le Sommet Finance en commun et le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD ont commencé à plaider en faveur de fonds communs et de partenariats basés sur la confiance avec les acteurs locaux.

Pourtant, une grande partie de cette conversation reste axée sur les réformes au niveau macro, avec des mécanismes insuffisants pour suivre l'impact au niveau local. Dans le même temps, les coupes drastiques dans les budgets de coopération ont accru la pression sur les autorités publiques et la société civile pour diversifier les sources de financement, mobiliser les ressources

nationales et mettre en œuvre des réformes fiscales.

Les banques publiques de développement ont commencé à aligner leurs mandats sur les objectifs de localisation, bien que les progrès restent inégaux. La Banque asiatique de développement (BAD), dans le cadre de son initiative d'assistance technique « Renforcement des institutions pour la localisation de l'Agenda 2030 ⁵⁷ », a travaillé avec les gouvernements d'Asie et du Pacifique pour renforcer les capacités de planification et de mise en œuvre des autorités infranationales. Il s'agissait notamment d'un dialogue politique, d'une formation et de l'élaboration de plans d'action pour les ODD dans des pays tels que la Chine, les Îles Marshall et la Micronésie. De plus en plus, des appels sont lancés pour que les banques publiques de développement non seulement étendent les prêts concessionnels aux entités infranationales, mais intègrent également des critères de localisation dans les décisions d'investissement, soutenant ainsi les infrastructures menées par les communautés, l'adaptation au changement climatique et la prestation de services.

Les acteurs philanthropiques jouent un rôle de plus en plus influent dans le financement du développement, avec une tendance croissante à financer des initiatives ancrées localement. Plusieurs fondations expérimentent actuellement des modèles participatifs d'octroi de subventions qui impliquent les représentants de la communauté dans les décisions de financement, en veillant à ce que les ressources soient alignées sur les besoins réels. De plus, des initiatives comme le projet **RINGO (Reimagining INGOs)** visent à transformer

56 *Voies vers une coopération au développement locale efficace*, Éditions OCDE, 2023. https://www.oecd.org/en/publications/pathways-towards-effective-locally-led-development-co-operation_51079bba-en.html

57 <https://www.adb.org/projects/50385-001/main>

SECTION 4 RENFORCER ET PÉRENNISER LA LOCALISATION : PISTES POUR RÉINVENTER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

les relations entre les donateurs, les ONGI et les acteurs locaux en promouvant des modèles de financement équitables et transparents.

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les contributions du secteur privé sont également essentielles, car elles peuvent compléter le financement public lorsqu'elles sont ancrées dans les priorités locales. Cependant, la RSE reste souvent détachée des priorités menées par les communautés, à moins que des cadres ne soient mis en place pour co-créditer des projets avec les autorités locales et les OSC. Au Japon, la plateforme JANIC a développé des outils d'auto-évaluation standardisés pour que les entreprises s'alignent sur les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et contribuent aux ODD de manière significative⁵⁸. Les partenariats public-privé, lorsqu'ils sont conçus avec des structures de gouvernance inclusives, offrent une voie pour mobiliser des capitaux privés pour des investissements liés aux ODD, en particulier dans les infrastructures, l'éducation et l'inclusion numérique.

L'engagement de Forus dans le processus Finance en commun et les études de cas des membres du Guatemala, de la Zambie et des Philippines confirment que la localisation ne peut être réalisée sans localisation du financement. L'expérience de l'INFID en Indonésie illustre comment la fragmentation des donateurs bloque la mise en œuvre si elle n'est pas harmonisée. Les donateurs doivent aligner les modalités de financement sur les plans nationaux et locaux des ODD, intégrer les mesures de localisation dans les cadres d'évaluation et donner la priorité aux partenariats fondés sur la confiance avec les acteurs communautaires.

Pour plus de recommandations et d'informations de la société civile sur ces questions, consultez la série de *podcasts Forus Global Voices Rising* et la série *Funding Freeze, Unfrozen Purpose* dans le cadre de l'initiative EU SEE. Ces plateformes explorent le besoin urgent de changer les modèles de donateurs et le rôle de la société civile dans la recherche de solutions de développement localisées.



58 <https://www.janic.org/blog/2024/12/13/bhrchecklist/>

ÉTUDE DE CAS

Le plaidoyer de Taiwan AID pour une coopération au développement inclusive et alignée sur les ODD

Depuis 2015, l'**Alliance taïwanaise pour le développement international (Taiwan AID)** a mené une campagne de plaidoyer soutenue pour réorienter la stratégie d'aide étrangère de Taïwan vers des principes inclusifs et alignés sur les ODD.



Grâce à un dialogue cohérent avec les législateurs, les fonctionnaires et le public, Taiwan AID a réussi à influencer le **Livre blanc sur la politique d'aide étrangère de 2023**, qui comprend désormais :

- Le chapitre 6, section 5 du Livre blanc explique spécifiquement l'importance des organisations de la société civile dans les affaires de coopération internationale. ;
- Un engagement en faveur de l'ODD 17.2 et de la cible de 0,7 % d'APD. Les ODD sont intégrés dans le Livre blanc stratégique, et l'importance de l'ODD 17 y est soulignée ;
- Références explicites à l'égalité des sexes, à l'action climatique et aux partenariats inclusifs.

Malgré un roulement politique et de faibles allocations d'APD (seulement 0,06 % du Revenu National Brut), Taiwan AID a maintenu la pression grâce à des alliances stratégiques et à une communication transparente, poussant à des réformes juridiques et institutionnelles plus profondes.

Le succès de Taiwan AID montre comment la **formation de coalitions et l'engagement politique transparent** peuvent modifier les cadres de développement nationaux pour les aligner sur les objectifs mondiaux et reconnaître la société civile comme des partenaires égaux.



Recommandations:

- Aligner le soutien des donateurs sur les stratégies et les cadres de mise en œuvre nationaux et locaux des ODD.
- Soutenir un financement à long terme, flexible et de base pour les OSC et les autorités locales.
- Promouvoir les plateformes de financement commun et la conception de programmes co-créés.
- Intégrer les indicateurs de localisation dans les cadres d'évaluation et de redevabilité des donateurs.
- Réduire le fardeau administratif et les obstacles à la conformité pour les partenaires locaux.



4 RENFORCER LES CAPACITÉS LOCALES À LONG TERME

Au-delà de la gouvernance et de la finance, la capacité est un troisième pilier fondamental de la localisation durable. Dans toutes les régions, les contraintes de capacité, qu'il s'agisse de planification, de gestion des données ou de gouvernance participative, restent l'un des obstacles les plus persistants à la localisation des ODD. Dans les contextes fragiles et ruraux en particulier, les autorités municipales manquent souvent de ressources humaines et techniques pour traduire les plans nationaux des ODD en actions localisées. Cette situation est particulièrement préoccupante étant donné que 65 % des cibles des ODD nécessitent une mise en œuvre localisée.

Pourtant, des modèles prometteurs voient le jour. Au Costa Rica, les municipalités collaborent par le biais du Réseau des cantons pour la promotion des ODD, qui fournit des boîtes à outils, des formations et un programme de récompenses pour encourager la mise en œuvre locale. L'Équateur et le Honduras ont tous deux mis en place une formation ciblée pour les

gouvernements locaux sur la manière d'aligner les plans de développement municipaux sur le cadre national des ODD. Et la société civile dirige les efforts visant à renforcer les capacités locales. En Indonésie, les centres ODD soutenus par l'INFID ont doté les responsables infranationaux d'outils pour suivre les progrès et s'engager dans la planification stratégique. Dans le Pacifique, l'appui institutionnel de PIANGO aux conseils de district des services sociaux a permis de réactiver les cadres locaux d'intervention en cas de catastrophe, tandis qu'en Zambie, le Conseil zambien pour le développement social (ZCSD) a mis au point des modules de formation sur le contrôle financier qui ont manifestement amélioré l'allocation des ressources locales. Ces initiatives confirment que le développement des capacités à long terme, enraciné dans la communauté, ne doit pas être traité comme une réflexion technique après coup, mais comme un pilier central de la stratégie de développement. Ils soulignent également le rôle indispensable de la société civile dans la construction d'une préparation institutionnelle, en



particulier dans des contextes où la présence de l'État est limitée ou contestée.

CEPS, membre de Forus des Seychelles, gère le programme de jeunes volontaires, encourageant les jeunes à s'engager dans des projets de service communautaire et de développement. Ce programme favorise non seulement une culture du bénévolat, mais contribue également à l'ODD 4 (Éducation de qualité) et à l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) en renforçant les compétences et en favorisant les efforts de collaboration vers le développement durable.

Grâce à ces initiatives et à d'autres, le CEPS

Ces initiatives confirment que le développement des capacités à long terme, enraciné dans la communauté, ne doit pas être traité comme une réflexion technique après coup, mais comme un pilier central de la stratégie de développement.

joue un rôle important dans la traduction des cibles mondiales des ODD en actions tangibles au niveau local aux Seychelles⁵⁹.

Recommandations:

- Renforcer les capacités des gouvernements locaux et des OSC grâce à des initiatives de soutien et de renforcement des capacités ciblées et pluriannuelles.
- Créer des pôles nationaux de formation pour la planification, le suivi et la gouvernance participative.
- Financer l'apprentissage par les pairs et les modèles de coopération horizontale.

59 CEPS, Seychelles -, <https://www.ceps.sc/projects/civil-society-organisations-manifestation/>



5 AMÉLIORER LES SYSTÈMES DE DONNÉES LOCAUX ET LES CADRES D'INDICATEURS REDEVABLES

Le défi du renforcement des écosystèmes de données locaux est étroitement lié aux capacités. Des données fiables, désagrégées et pertinentes au niveau local sont essentielles à la planification, à la mise en œuvre et au suivi efficaces des ODD. Pourtant, comme en témoigne le chapitre 6 du Rapport national sur les progrès de la mise en œuvre des ODD (2024), la grande majorité des gouvernements locaux et régionaux fonctionnent toujours sans cadres d'indicateurs solides ni systèmes de données interopérables. De nombreux ELV manquent de données de base, d'analyse des tendances ou d'alignement des cibles. Les défis sont particulièrement aigus pour les données sur le genre, le handicap, le travail informel et les inégalités spatiales – précisément les domaines les plus pertinents pour le principe des ODD de « ne laisser personne de côté ».

Cependant, de nouveaux modèles illustrent comment ces obstacles peuvent être surmontés. L'intégration en Inde des tableaux de bord des États et des districts par le biais du NITI Aayog, et le

système de données en temps réel du Kerala reliant les indicateurs au niveau des villages aux budgets de l'État, montrent le pouvoir des investissements stratégiques dans les plateformes de données localisées. De plus, les données générées par la communauté, notamment les tableaux de bord des citoyens, la cartographie participative et les audits sociaux, se sont avérées essentielles pour mettre en évidence les expériences marginalisées et suivre les lacunes dans la prestation de services. Et là encore, la société civile montre la voie en soutenant la création de cadres ouverts,

De plus, les données générées par la communauté, notamment les tableaux de bord des citoyens, la cartographie participative et les audits sociaux, se sont avérées essentielles pour mettre en évidence les expériences marginalisées et suivre les lacunes dans la prestation de services.



transparents et responsables. À ce titre, l'Alliance pakistanaise pour le développement (PDA) a mené une évaluation au niveau des districts en 2022 dans 13 provinces, identifiant une absence

constante d'allocations budgétaires répondant aux ODD⁶⁰. Dans le Gilgit-Baltistan, 68 % des personnes interrogées ont noté que les ODD n'étaient pas intégrés dans les documents de planification du *Planning Commission Proforma-I* (PC-1 - Commission de Planification). Malgré des transferts limités de la part du gouvernement provincial, le district de Tharparkar a élaboré de manière proactive un cadre local pour les ODD. Le travail de PDA a catalysé l'engagement citoyen, appelant à des transferts fiscaux basés sur des formules, à une planification décentralisée et à l'inclusion de la société civile dans les négociations budgétaires.

Pour être pleinement efficaces, ces données doivent être officiellement reconnues et intégrées dans les cycles nationaux de notification. Cela nécessite des cadres de gouvernance des données inclusifs qui équilibrent l'utilité et les considérations éthiques en matière de confidentialité, de consentement et de sécurité.

Recommandations:

- Investir dans des plateformes de données locales interopérables et en temps réel.
- Intégrer les données générées par la communauté dans les rapports officiels.
- Élaborer des indicateurs axés sur l'équité qui reflètent les réalités locales.

60 <https://www.pda.net.pk/wp-content/uploads/2023/04/ELV-Report-2022.pdf>



6 PROMOUVOIR DES PARTENARIATS MULTIPARTITES ÉQUITABLES

De **l'appropriation nationale à la direction partagée à plusieurs niveaux**. La réalisation des objectifs de développement durable (ODD) exige plus que des intentions alignées : elle exige des stratégies partagées, un respect mutuel et une co-appropriation des façons de mise en œuvre. Lorsque la société civile et les institutions gouvernementales élaborent une vision commune, elles jettent les bases de la **cohérence des politiques**, de la **confiance institutionnelle** et d'une **action durable et inclusive**. Comme le souligne le [Rapport 2024 de l'OCDE sur l'apprentissage par les pairs](#), les **stratégies de développement co-crées conduisent à des institutions plus résilientes et à des résultats inclusifs**. Pourtant, dans de nombreux contextes, les OSC sont toujours traitées comme des responsables de la mise en œuvre de projets plutôt que comme **des co-auteurs stratégiques** de plans nationaux. La [méthodologie ELV d'ONU-Habitat](#) et la [plateforme de localisation des ODD](#) soulignent toutes deux que les cadres de développement

fondés sur des objectifs communs sont plus susceptibles de survivre aux transitions politiques, d'attirer des investissements intersectoriels et de refléter les besoins réels des communautés. Pour ce faire, nous devons nous attaquer aux déséquilibres de pouvoir entre le monde et le local. Actuellement, moins de 24 % des acteurs locaux perçoivent les partenariats comme équitables (OCDE, 2024). Nous devons également favoriser de véritables processus de co-création qui impliquent les parties prenantes locales en tant que partenaires égaux dans la prise de décision et la mise en œuvre des politiques.

Pour réinventer la localisation, il faut redistribuer le pouvoir. Les bailleurs de fonds et les partenaires au développement doivent intégrer la localisation dans leurs instruments financiers, réduire la charge administrative et s'engager dans des partenariats à long terme et fondés sur la confiance avec les acteurs locaux. Les organisations de la société civile, en particulier celles qui sont les plus proches des communautés mal desservies, ne reçoivent que 2,1

% de l'APD bilatérale totale, avec un accès limité à un financement direct, pluriannuel ou de base. Le financement continue d'être largement basé sur des projets, à court terme et motivé par des cycles de rapports des donateurs qui inhibent la planification à long terme, limitent la flexibilité et limitent l'appropriation par la communauté. Pourtant, l'engagement de la société civile est essentiel pour s'assurer que les priorités et les besoins locaux sont pris en compte dans les décisions budgétaires, et pour garantir des processus transparents, responsables et efficaces. Dans toute l'Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie, le budget participatif a permis aux citoyens d'allouer une partie des budgets municipaux en fonction des priorités locales. Associé à des audits sociaux, ce mécanisme améliore la transparence, aligne les dépenses sur les besoins de la communauté et renforce la confiance civique⁶¹. Par exemple, dans le district de Tharparkar, au Pakistan, la participation de la société civile aux consultations budgétaires du district a conduit à l'inclusion de cibles d'ODD définies localement dans la planification annuelle.

En outre, nous devons promouvoir un environnement propice à la participation de la société civile. Cependant, les rapports 2024 de CIVICUS, de l'ONU et de l'initiative SEE de l'UE convergent tous vers un constat troublant : l'environnement de la

société civile se détériore dans pratiquement toutes les régions, sapant les fondements très participatifs de l'Agenda 2030. Comme le soulignent les alertes précoces de l'UE-SEE, les organisations de la société civile sont confrontées à un environnement opérationnel de plus en plus hostile, marqué par la surveillance, le harcèlement juridique et les restrictions de financement. Dans des contextes tels que le Pérou, le Nigeria et le Salvador, ces contraintes ont non seulement réduit au silence la dissidence, mais ont également exclu les acteurs essentiels de la planification du développement. Les implications sont profondes. Sans une participation civique significative, les efforts de localisation risquent de devenir des exercices administratifs dépourvus de légitimité démocratique ou d'appropriation communautaire. Il est donc urgent d'institutionnaliser des mécanismes de participation inclusifs – conseils de jeunes, forums sur les ODD, processus de budgétisation participative – qui garantissent que les voix marginalisées sont non seulement entendues, mais aussi habilitées à façonner les résultats des politiques. En outre, des lois protégeant les libertés civiles doivent être promulguées et appliquées, et les donateurs doivent donner la priorité à un financement flexible pour les OSC, en particulier celles qui opèrent dans des environnements à haut risque.

Recommandations:

- Abroger les lois qui restreignent les opérations ou le financement des ONG.
- Institutionnaliser les plateformes pour les jeunes, les peuples autochtones, les femmes et les groupes marginalisés dans la prise de décision locale.
- Intégrer les mécanismes de participation dans les cycles de droit et de budgétisation.

61 <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/bfb2f14e-41c5-5503-ba54-9cfc804f51c/content>



7 RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ET DÉVELOPPER LES INNOVATIONS EN MATIÈRE D'E-GOUVERNANCE

La transformation numérique représente également un domaine d'opportunité clé pour améliorer la localisation des ODD. Les outils numériques, qu'il s'agisse d'applications de planification mobile au Kenya, de tableaux de bord participatifs à Suva, aux Fidji, ou de la cartographie géospatiale de l'accès à l'eau potable à Davao, révolutionnent la façon dont les citoyens s'engagent dans la gouvernance et dont les autorités locales collectent des données, planifient des interventions et suivent les progrès (UNDESA, 2024).

Cependant, comme le soulignent les propres recherches de Forus et les alertes de l'UE SEE, la transformation numérique est une arme à double tranchant. En l'absence d'efforts ciblés pour réduire la fracture numérique et protéger l'espace civique en ligne, la numérisation risque

de renforcer les inégalités existantes et d'exposer les militants à de nouvelles formes de surveillance et de répression. Pour maximiser son potentiel, l'infrastructure numérique doit être associée à des cadres fondés sur les droits, au renforcement des capacités des acteurs locaux et à des investissements dans la littératie numérique et la cybersécurité.

En l'absence d'efforts ciblés pour réduire la fracture numérique et protéger l'espace civique en ligne, la numérisation risque de renforcer les inégalités existantes et d'exposer les militants à de nouvelles formes de surveillance et de répression.

ÉTUDE DE CAS

La localisation des ODD dirigée par les jeunes du NGYouthSDGs au Nigéria

Au Nigéria, le *Nigeria Youth SDGs Network*, enregistré sous le nom de *Network of Youth for Sustainable Initiative (NGYouthSDGs)*, joue un rôle clé dans l'avancement de la localisation des ODD grâce à l'autonomisation des jeunes, aux formations numériques et à la sensibilisation communautaire.



Entre 2020 et 2021, NGYouthSDGs a collaboré avec le Ministère fédéral de la jeunesse et des sports, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) et l'Organisation internationale du travail (OIT) pour co-élaborer le *Nigeria Youth Employment Action Plan (NIYEAP)*, visant à toucher 3,5 millions de jeunes chaque année. Ils ont mené une enquête auprès de 213 000 jeunes afin de comprendre leurs aspirations à un travail décent et les attentes vis-à-vis des décideurs politiques. Parallèlement, des *laboratoires jeunesse* ont été organisés dans les 36 États du Nigéria et dans le Territoire de la capitale fédérale, Abuja, avec la participation de 850 organisations de jeunesse. Des programmes de développement des compétences numériques ont également été lancés dans les États d'Adamawa, Benue et Lagos pour préparer les jeunes aux marchés de l'emploi émergents.



Afin de promouvoir le leadership des jeunes dans la localisation des ODD, NGYouthSDGs commémore la Journée internationale de la jeunesse depuis 2017 en créant un espace de collaboration intergénérationnelle entre jeunes et aînés. Ils ont lancé les *Youth Day Spotlight Awards*, une célébration annuelle de 50 jeunes Nigériens menant des actions liées aux ODD dans leurs communautés locales. Depuis 2022, ces prix ont récompensé 150 jeunes à travers le pays pour leurs efforts en matière de localisation des ODD et de lutte contre les exclusions.



Pour promouvoir la durabilité environnementale, NGYouthSDGs a formé plus de 360 jeunes dans six États sur la justice climatique. Une campagne a ensuite été menée pour plaider en faveur du leadership des jeunes dans la troisième *Contribution Déterminée au niveau National* du Nigéria (*NDC 3.0*), en formant 178 organisations de la société civile dans cinq États à la compréhension des NDC et à la création de *Plans locaux d'adaptation* dans quatre États nigériens. Cette campagne a permis de sensibiliser directement 2 700 personnes et plus de 150 000 autres de manière virtuelle. NGYouthSDGs a également développé un *Guide pratique des ODD* comprenant 200 actions localisées, et a mené une opération de sensibilisation à la COVID-19 dans 25 communautés, avec le soutien de la Fondation Mastercard. Ces efforts ont été reconnus par l'ONU comme *bonnes pratiques* en matière d'ODD.

Défis persistants :

- Financement à long terme limité pour les initiatives dirigées par les jeunes ;
- Accès numérique inégal selon les régions ;
- Faibles liens institutionnels avec la gouvernance locale.

SECTION 4 RENFORCER ET PÉRENNISER LA LOCALISATION : PISTES POUR RÉINVENTER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD



L'expérience de NGYouthSDGs montre comment la société civile portée par les jeunes peut diriger la mise en œuvre localisée des ODD en articulant politiques nationales, besoins communautaires et actions innovantes.

Comme l'a démontré le Japon, où JANICA a développé des outils d'alignement des ODD standardisés pour les ONG et les municipalités, l'innovation numérique peut être un puissant catalyseur de

transparence, de participation et de localisation, lorsqu'elle est déployée de manière inclusive et éthique.

Recommandations:

- Développer l'infrastructure et les services numériques inclusifs.
- Équiper les gouvernements locaux et les OSC pour qu'ils adoptent des outils de planification et de transparence.
- Garantir les droits numériques et la protection des données.

En somme, réinventer la mise en œuvre des ODD à partir de zéro n'est plus une aspiration théorique, c'est une nécessité pratique et politique. La localisation offre non seulement la voie la plus pertinente sur le plan contextuel pour réaliser l'Agenda 2030, mais aussi la plus démocratique et la plus résiliente. Pourtant, pour développer ce potentiel, les acteurs mondiaux et nationaux

doivent faire des choix délibérés : investir dans la cohérence institutionnelle, démocratiser l'accès aux ressources, centrer le leadership communautaire et transformer la façon dont le développement est conçu, financé et mesuré. La localisation n'est pas un détournement de l'agenda mondial, c'est la voie la plus viable pour aller de l'avant.



DEMANDES CLÉS POUR CHAQUE PARTIE PRENANTE	
PARTIES PRENANTES	DEMANDE CLÉ
Gouvernements nationaux	Institutionnaliser et financer la localisation des ODD en l'intégrant dans les processus nationaux de planification, de budgétisation et de reporting. Établir des plateformes de gouvernance à plusieurs niveaux qui incluent la société civile et les communautés marginalisées.
Gouvernements locaux et régionaux	Co-crée des plans et des budgets pour les ODD avec les communautés. Renforcer les écosystèmes de données locaux, promouvoir la gouvernance participative et institutionnaliser les processus ELV.
Organisations de la société civile (OSC)	Agir en tant qu'organisateur et agents de responsabilisation. Diriger la planification inclusive et la responsabilisation. Amplifier les voix marginalisées, générer des données communautaires et mettre à l'échelle les innovations locales. Plaider en faveur d'un environnement favorable à la société civile et au financement de la localisation.
Donateurs et agences de développement international	Fournir un financement direct, pluriannuel et flexible aux acteurs locaux. Aligner l'aide sur les plans locaux des ODD et intégrer les indicateurs de localisation dans l'évaluation. Soutenir les fonds communs et la co-création.
Banques publiques de développement et IFI	Donner la priorité aux investissements infranationaux ancrés dans les communautés. Intégrer les critères de localisation dans les cadres de financement. Canaliser les fonds vers les efforts municipaux et communautaires. Soutenir le budget participatif et les infrastructures locales.
Secteur privé	Aligner les opérations commerciales sur les objectifs locaux des ODD. Établir des partenariats inclusifs et investir dans le développement communautaire. Co-crée des initiatives avec les OSC et les municipalités.
Système des Nations Unies	Promouvoir la localisation et les partenariats dans les processus mondiaux des ODD. Accroître le soutien technique et financier aux ENV et l'engagement communautaire dans les ENV. Soutenir un environnement favorable à l'engagement de la société civile dans les ENV. Faciliter l'apprentissage et la coordination entre les pays, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs locaux.
Jeunes, femmes, Autochtones et groupes marginalisés	S'engager dans des rôles de co-leadership. Partager les innovations, façonner les politiques locales et exiger une prestation de services inclusive par le biais d'une participation directe. Appeler à la responsabilisation dans la prestation des services publics.



CONCLUSION

DÉBLOQUER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD GRÂCE À LA LOCALISATION ET AUX PARTENARIATS

Les conclusions de ce rapport ne laissent aucun doute : la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030 nécessite un changement décisif dans la façon dont le développement est conçu, financé et mis en œuvre. La localisation n'est pas une tendance politique, c'est une transformation structurelle. Elle fait passer les ODD du papier à la pratique en ancrant les engagements mondiaux dans les réalités locales, en centrant les connaissances des communautés et en permettant une collaboration à plusieurs niveaux fondée sur la responsabilité partagée. La localisation n'est pas simplement une question de mise en œuvre technique ; elle représente un rééquilibrage politique et historique du pouvoir, fondé sur le leadership, les droits et l'expertise vécue des acteurs locaux.

À travers plus de 20 études de cas, ce rapport a montré comment les gouvernements locaux, la société civile et les communautés – de l'Argentine à la Zambie, de la Finlande aux Fidji – n'attendent pas l'autorisation de diriger. Ils façonnent leurs propres voies de développement, institutionnalisent la participation, alignent les budgets sur les besoins locaux et génèrent des données appartenant à la communauté pour suivre les progrès et faire pression pour un changement de politique. Qu'il s'agisse de laboratoires de co-création dirigés par des jeunes en Argentine, de financements au niveau paroissial en Ouganda, d'innovation en matière de données aux Philippines ou de gouvernance locale au Guatemala, ces exemples soulignent une vérité commune : les ODD ne peuvent réussir que lorsque les acteurs locaux disposent de la confiance, des ressources et du soutien nécessaires pour diriger.

Pourtant, malgré cet élan, des obstacles structurels continuent d'entraver les progrès. Le financement reste extrêmement centralisé, imprévisible et déconnecté des priorités locales. L'espace civique se rétrécit dans de nombreux

contextes, ce qui limite la voix et la visibilité de la société civile. Et la planification descendante persiste, évinçant souvent les connaissances vécues et le leadership de ceux qui sont les plus proches des défis et des solutions sur le terrain. En l'absence de changements intentionnels dans les modèles de financement et les structures de pouvoir, il existe un risque réel que les efforts de localisation soient instrumentalisés, réduits à de la rhétorique ou à des exercices de réduction des coûts, sans s'attaquer aux inégalités sous-jacentes.

Ce rapport appelle à un changement de cap urgent. Pour libérer tout le potentiel de la localisation, les parties prenantes à tous les niveaux doivent agir sur huit impératifs stratégiques : Ces actions doivent reconnaître que la localisation évolue par diverses voies – qu'elle soit axée sur les projets, les acteurs ou façonnée par les demandes de la communauté – et qu'une véritable transformation exige que les donateurs et les partenaires internationaux réinventent leurs rôles, s'orientent vers un soutien flexible à long terme et donnent la priorité au leadership local.

- Institutionnaliser la localisation dans les systèmes nationaux de planification, de budgétisation et de responsabilisation.
- Diriger un financement, prévisible et flexible vers les gouvernements locaux et les acteurs de la société civile.
- Réformer les pratiques des donateurs pour soutenir des partenariats à long terme, fondés sur la confiance, ancrés dans le leadership local.
- Renforcer les capacités locales par l'apprentissage par les pairs, l'investissement dans les infrastructures et les mécanismes de gouvernance participative.
- Développer des écosystèmes de données inclusifs, en reconnaissant les données générées par la communauté comme des preuves essentielles.
- Systématiser les examens locaux et internationaux volontaires en tant qu'outils de cohérence des politiques et de responsabilisation.
- Réduire la fracture numérique et développer des outils numériques qui renforcent la participation et la transparence locales.
- Protéger l'espace civique et intégrer des partenariats équitables et multipartites à tous les niveaux de gouvernance.

CONCLUSION DÉBLOQUER LA MISE EN ŒUVRE DES ODD GRÂCE À LA LOCALISATION ET AUX PARTENARIATS

Nous sommes maintenant dans la dernière ligne droite de l'Agenda 2030. La fenêtre pour obtenir des résultats transformateurs se referme rapidement, mais pas entièrement. Les données présentées ici offrent une voie à suivre. La localisation et les partenariats ne sont pas seulement complémentaires au progrès mondial, ils en sont le moteur. Lorsque les gouvernements, les bailleurs de fonds et les institutions investissent dans des écosystèmes locaux de changement, ils libèrent l'innovation, la légitimité et l'impact à grande échelle.

Forus et ses membres sont prêts à s'associer à ce travail. Mais des engagements audacieux

doivent maintenant se traduire par des réformes structurelles. Les cinq dernières années doivent être définies par la proximité, le partage du pouvoir et l'objectif. Cet appel fait écho aux priorités énoncées dans la Déclaration politique du Sommet sur les ODD de 2024, la Coalition Local2030 et les engagements de Finance en commun visant à rapprocher le pouvoir et les ressources des communautés. Ce n'est qu'en plaçant les communautés au centre et en finançant les premières lignes du développement que nous pourrons sauver le Programme 2030 et ne laisser personne de côté.





LOCALISATION + PARTENARIATS = ACCÉLÉRATION DES ODD

MESSAGE PRINCIPAL

La localisation et les partenariats multipartites ne sont plus facultatifs, ils sont essentiels. Avec seulement 17 % des cibles des ODD en bonne voie et des défis systémiques qui s'aggravent, les accélérateurs les plus puissants du Programme 2030 se trouvent au niveau local. Les organisations de la société civile (OSC), les gouvernements locaux et les dirigeants locaux ne sont pas seulement des exécutants, ils sont des co-créateurs du développement durable.

La localisation se traduit par des ambitions mondiales concrètes, ancrées dans les expériences vécues par les communautés. Lorsqu'ils sont responsabilisés grâce à une gouvernance inclusive, un financement cohérent, des données solides et des partenariats équitables, les acteurs locaux stimulent l'innovation, la responsabilisation et le changement transformateur.



PRINCIPALES CONSTATATIONS

- **Le monde est dangereusement hors de sa trajectoire.**
Seuls 17 % des cibles des ODD sont en bonne voie d'être atteintes d'ici 2030. La faim et la pauvreté ont augmenté à l'échelle mondiale, tandis que l'accès à l'éducation, les avancées en matière d'action climatique et l'espace civique ont reculé.
- **L'action locale donne des résultats.**
En juillet 2024, plus de 300 villes et régions avaient publié des examens locaux volontaires (ELV), ce qui reflète l'appropriation locale croissante et l'alignement des politiques.
- **Les CSO sont à la pointe des innovations transformatrices.**
Des audits de transparence de la Zambie à la planification participative en Indonésie et au Népal, les initiatives communautaires remodelent la manière dont les ODD sont mis en œuvre.
- **Le financement reste le talon d'Achille.**
Moins de 2,1 % de l'APD bilatérale parvient directement aux OSC locales. La plupart des systèmes fiscaux ignorent encore les priorités locales, avec des transferts ponctuels et différés.
- **Les systèmes de capacité et de données restent insuffisants.**
Les gouvernements locaux manquent souvent de ressources techniques, financières et humaines pour remplir leurs mandats en matière d'ODD, en particulier dans les contextes fragiles ou décentralisés.
- **L'environnement de la société civile se rétrécit.**
Le système d'alerte précoce SEE de Forus et les alertes de ses membres au Paraguay, au Pakistan, au Pérou et au El Salvador révèlent des restrictions croissantes sur l'environnement, la société civile et les libertés civiles.
- **L'innovation numérique offre des opportunités, mais risque d'aggraver les inégalités.**
Sans investissements ciblés, la transformation numérique risque d'exclure les acteurs mêmes qu'elle cherche à autonomiser.

HUIT RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

- **Institutionnaliser la localisation dans les systèmes nationaux**
 - Rendre légalement obligatoire la participation locale à la planification, à l'établissement de rapports et au financement des ODD.
 - Intégrer les ELV et les indicateurs infranationaux dans les examens et les budgets nationaux.
- **Réformer les systèmes de financement pour responsabiliser les acteurs locaux**
 - Étendre la décentralisation budgétaire et les transferts basés sur les résultats.
 - Investir dans le budget participatif et les fonds gérés par la communauté.
- **Transformer les modèles des bailleurs de fonds pour un développement mené localement**
 - Passer d'une aide par projet à un financement flexible à long terme.
 - Aligner le financement sur les plans locaux des ODD et intégrez les mesures de localisation.
- **Renforcer les capacités locales à long terme**
 - Construire des pôles nationaux de formation et d'apprentissage par les pairs.
 - Investir dans un soutien durable aux institutions locales et aux OSC.
- **Améliorer les systèmes et indicateurs de données locaux**
 - Financer des plateformes de données en temps réel, désagrégées et générées par la communauté.
 - Inclure les tableaux de bord citoyens et les audits sociaux dans le suivi national des ODD.
- **Favoriser des partenariats multipartites équitables**
 - Institutionnaliser des espaces pour la société civile, les jeunes, les Autochtones et les groupes marginalisés.
 - Co-créez des stratégies de développement, pas seulement consultez.
- **Réduire la fracture numérique et développer l'e-gouvernance**
 - Soutenir l'infrastructure numérique locale, la littératie et la protection des données.
 - Tirer parti de la technologie pour la planification participative et la budgétisation transparente.
- **Protéger et promouvoir un environnement favorable à la société civile**
 - Abroger les lois restrictives et permettre un contrôle indépendant de la société civile.
 - Reconnaître les OSC comme des acteurs essentiels du développement en droit et en pratique.

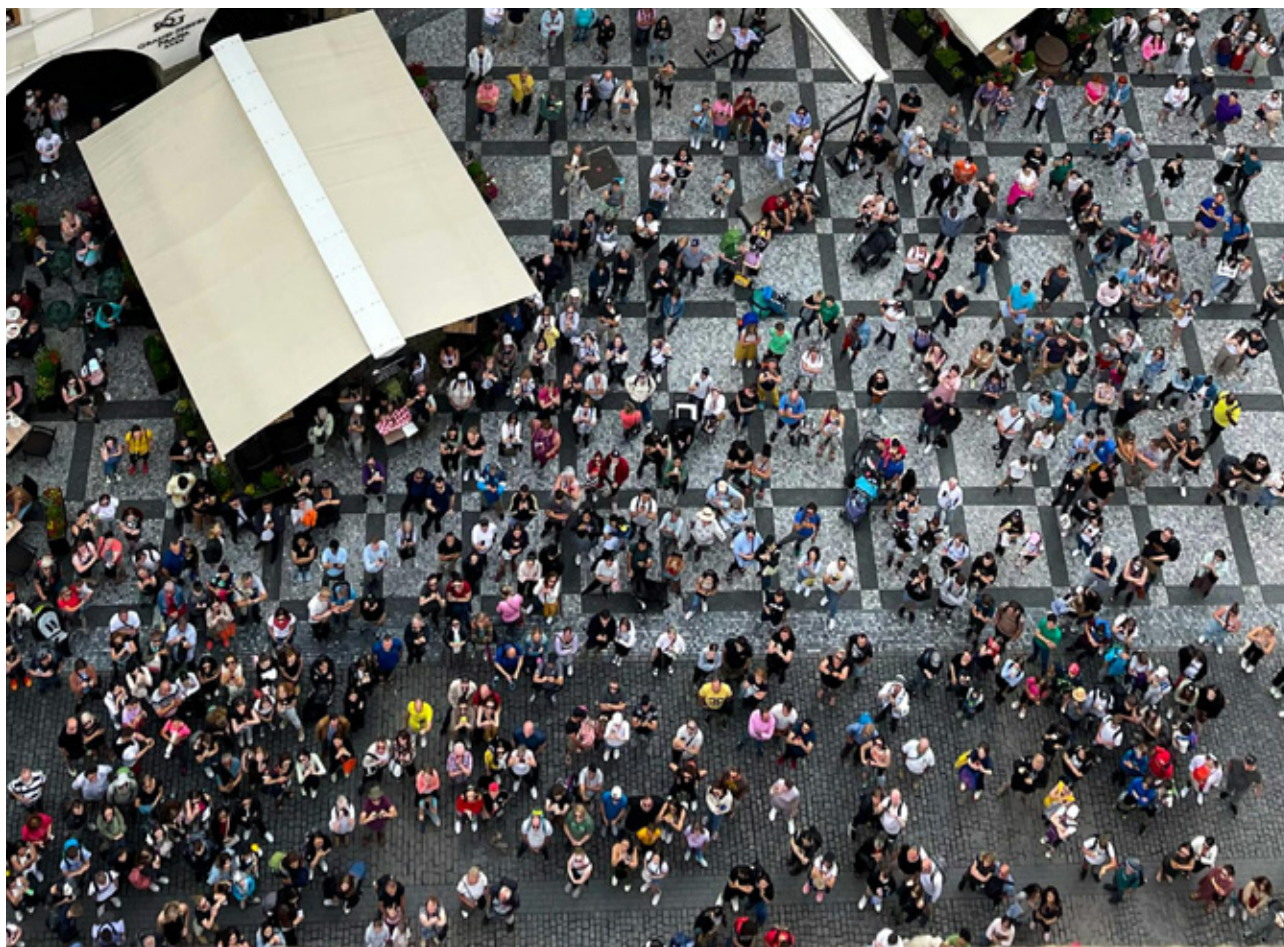


POURQUOI C'EST IMPORTANT

La dernière ligne droite vers 2030 doit être alimentée par la proximité, le partenariat et la transformation des politiques. La localisation est notre voie la plus démocratique et la plus efficace pour sauver les ODD. Ce rapport n'est

pas seulement un diagnostic, c'est une feuille de route pour les gouvernements, les donateurs, la société civile et les acteurs multilatéraux pour agir ensemble et agir maintenant.

DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION IL EST TEMPS DE Doter LES PREMIÈRES LIGNES DU CHANGEMENT.



ANNEXES

ANNEXE 1 : Documents examinés pour le présent rapport

- Banque asiatique de développement (2019). *Note d'information sur la gouvernance n° 33.*
- Mairie de Barcelone (2020). *Examen local volontaire : cibles et indicateurs clés des ODD.*
- Bond, UKSSD, Action for Sustainable Development (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2016). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2016.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2017). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2017.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2018). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2018.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2019). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2019.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2020). *Rapport national sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD 2020.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2021). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2021.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2022). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2022.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2023). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2023.*
- Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, IISD, Coopération Canada, Sightsavers, Save the Children, Réseau des ONG arabes pour le développement (2024). *Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.*
- CCOD-Congo (2018–2024). *Rapports d'Activités du Groupe de Travail sur les ODD.*
- Ville d'Espoo (2020). *Examen local volontaire : mise en œuvre des ODD.*
- CONGAD (2022). *Rapport Alternatif de la Société Civile sur les ODD (VNR 2022).*
- CONGAD (2024). *Rapport d'Activités 2022–2024.*
- Province de Cordoue (2022). *Rapport d'examen local volontaire.*

- CPDE (2019). *Réflexions de la société civile sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'efficacité du développement.*
- Forus (2019). *Financement des organisations et des réseaux de la société civile : des approches prometteuses pour le financement du développement* [Rachel Haynes et al.].
- Forus (2020). *Revue de la littérature : L'expérience des plateformes nationales dans la promotion d'un environnement favorable* [Brian Tomlinson, AidWatch Canada].
- Forus (2020). *Cartographie de la pensée, de la culture et des pratiques de l'innovation parmi les membres de Forus* [Ana Luísa Silva].
- Forus (2020). *Les grands changements nécessaires dans le financement du développement durable.*
- Forus (2021). *Convergence future : cultiver des pratiques de collaboration pour le changement social.*
- Forus (2021). *Vers un environnement numérique favorable à la société civile.*
- Forus (2022). *Enabling Stories : Construire de nouveaux récits dans un monde transformé numériquement.*
- Forus (2023). *Déclaration de la société civile – Sommet Finance en commun (FICS) : Le Cap.*
- Groupe consultatif humanitaire (2023). *Note d'information : La localisation par le biais de partenariats transformateurs.*
- Axe de travail mondial de la FICR sur la localisation (2019). *Accélérer la localisation : résumé de la recherche.*
- IGES (2024). *État des examens locaux volontaires 2024.*
- Comité permanent interorganisations (2019). *Voies d'accès à la localisation.*
- Comité permanent interorganisations (2020). *Note d'orientation sur les pratiques de partenariat.*
- Coalition Local2030 (2024). *Note de politique de financement : La finance locale est un financement du développement.*
- NITI Aayog (2020). *Localiser les ODD en Inde.*
- OCDE (2024). *Rapport sur l'apprentissage par les pairs de la coopération pour le développement dirigée localement.*
- OCDE/PNUD (2019). *Rendre la coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2019.*
- Oxfam (2022). *L'inégalité tue : l'action sans précédent nécessaire pour lutter contre les inégalités sans précédent dans le sillage de la COVID-19.*
- SDSN (2024). *Rapport sur le développement durable – Édition G20 et grands pays.*
- SDSN (2024). *Rapport de développement durable 2024.*
- ONU (2023). *Rapport mondial sur le développement durable (GSDR).*
- ONU (2023). *Édition spéciale : Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.*
- ONU (2024). *Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54).*
- Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2024). *Notes d'orientation inter-agences sur l'accélération des progrès du Programme 2030 du niveau local au niveau mondial : l'importance cruciale de la localisation des ODD.*
- PNUD (2019). *Localisation des ODD dans l'ASEAN : expériences dans l'élaboration des politiques et les voies de mise en œuvre.*
- PNUD (2023). *Localisation des ODD et gouvernance locale efficace en Amérique latine et dans les Caraïbes.*
- PNUD (2023). *Vers une localisation du développement durable en Égypte.*
- PNUD (2024). *Institutionnaliser la localisation des ODD dans des contextes de gouvernance à plusieurs niveaux : leçons tirées de l'Inde.*
- PNUD, ONU-Habitat, DAES (2024). *Accélérer la localisation des ODD.*
- PNUD-ONU-Habitat-DAES (2016). *Feuille de route pour la localisation des ODD.*
- ONU-Habitat (2024). *Méthodologie ELV orientée vers l'action.*
- ONU-Habitat et CGLU (2024). *ELV percutants et orientés vers l'action – Article de presse.*
- ONU-Habitat, CGLU (2024). *Examens locaux volontaires : méthodologie et examen global.*
- Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (2017). *Les villes apprenantes et les ODD : un guide d'action.*
- VVSG (Flandre, Belgique). *Intégrer les ODD dans les plans d'action pluriannuels.*
- État du Yucatán (2020). *Rapport sous-national volontaire Yucatán.*

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES ET QUESTIONS D'ENTRETIEN

PAYS	NOM	ORGANISATION
Argentina	Rolano Kandel	Red Encuentro (EENGD)
Fiji	Vani Catanasiga	Fiji Council of Social Services (FCOSS)
Finland	Silla Ristimäki	FINGO – Finnish NGO Platform
Guatemala	Alejandro Aguirre Batres	CONGCOOP - Coordinación de ONG y Cooperativas
Indonesia	Bona Tua	INFID – International NGO Forum on Indonesian Development
Japan	Aoi Horiuchi	Japan NGO Centre for International Cooperation (JANIC)
Mexico	Laura Becerra Pozos	DECA, Equipo Pueblo / unidOSC
Nepal	Hum Bhandari	NGO Federation of Nepal (NFN)
Nigeria	Oyebisi Oluseyi	Nigeria Network of NGOs (NNGO)
Pakistan	Zia Ur Rahman	Pakistan Development Alliance (PDA)
Peru	Carlos Arana	ANC - Asociación Nacional de Centros
Philippines	Sandino Soloman	Caucus of Development NGO Networks (Code-NGO)
Senegal	Malick Diop / Ibrahima Niang	Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD)
Seychelles	Alvin Laurence / CEPS Team	Citizens Engagement Platform Seychelles (CEPS)
South Korea	Jaeun SHIN	Korea Center for International Cooperation (KCOC)
Spain	Team (Collective Input)	Futuro en Común
Taiwan	Jay Hung	Taiwan AID
Uganda	UNNGOF Team (Collective Input)	Uganda National NGO Forum (UNNGOF)
Zambia	Leah Mitaba	Zambia Council for Social Development (ZCSD)

MODÈLE DE QUESTIONS D'ENTRETIEN

Ce modèle abrégé est conçu pour être rempli en **10 à 15 minutes** par les personnes interrogées ou les partenaires locaux. Il peut être utilisé à la fois dans Google Form et dans les formats hors ligne.

1 Aperçu de l'initiative :

Décrivez brièvement une initiative où vous avez localisé l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). (2 à 3 phrases)

2 Principaux partenaires locaux :

Énumérez jusqu'à 3 partenaires principaux de cette initiative. (p. ex., OSC locales, administrations infranationales, universités, secteur privé)

3 Accès Impact du partenariat :

Comment ce partenariat a-t-il contribué à la localisation des ODD ? (1 à 2 phrases)

4 Défi principal :

Quel a été le défi le plus important dans la construction ou le maintien de ce partenariat local ?

5 Planche à billets Solution :

Comment avez-vous surmonté ce défi ? (1 à 2 phrases)

6 Planche à voile Résultat concret :

Quel est le résultat tangible de ce partenariat localisé ? (1 à 2 phrases)

7 Principales recommandations :

Sur la base de cette expérience, quelles sont vos **3 principales recommandations** pour une localisation efficace des ODD par le biais de partenariats ? (1 à 2 phrases)

8 Autre entrée (facultatif) :

Si vous n'avez pas d'exemple de partenariat direct, pourriez-vous décrire comment la localisation des ODD se déroule dans votre pays ou votre région ? Y a-t-il des **histoires de réussite ou des innovations** que vous aimeriez partager ?

ANNEXE 3 : ACRONYMES

Agenda 2030 Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies

A4SD Action pour le développement durable

CD Développement des capacités

CEPS Plateforme d'engagement citoyen
Seychelles

Dent Conseil des gouverneurs (Kenya)

CONGAD Conseil des ONG d'Appui au
Développement

Le CENN Réseau des ONG environnementales
du Caucase

OSC Organisations de la société civile

EENGD Réunion du Réseau des entités non
gouvernementales pour le développement

FCOSS Conseil des services sociaux des Fidji

Le FiCS Sommet Finance en commun

FPHN Forum politique de haut niveau des
Nations Unies

INFID Forum international des ONG sur le
développement indonésien

JANIC Centre des ONG japonaises pour la
coopération internationale

LNOB Ne laisser personne de côté

REPAS Suivi, évaluation, responsabilisation et
apprentissage

NFN Fédération des ONG du Népal

ONG Organisations non gouvernementales

NNNGO Réseau d'ONG du Nigeria

OCDE Organisation de coopération et de
développement économiques

PDA Alliance pour le développement du Pakistan

PIANGO Association des organisations non
gouvernementales des îles du Pacifique

Bibliothèque pédagogique Banque publique de
développement

ODD Objectifs de développement durable

SDSN Réseau de solutions pour le
développement durable

CGLU Cités et gouvernements locaux unis

ONU Organisation des Nations unies

**Département des affaires économiques et
sociales de l'ONU** Département des affaires
économiques et sociales de l'ONU

PNUD Programme des Nations Unies pour le
développement

Assemblée générale des Nations Unies
Assemblée générale des Nations Unies

UN-Habitat Programme des Nations Unies pour
les établissements humains

ONU Forum national des ONG de l'Ouganda

ELV Examen local volontaire

VNR Examen national volontaire

ZCSD Conseil zambien pour le développement
social



Forus is a member-driven network of 72 national NGO platforms and 7 regional coalitions from all continents, representing more than 24,000 NGOs active locally and internationally on development, human rights and environmental issues. This publication was produced with the support of the Agence française de développement (AFD) the Fondation de France, Oxfam Hong Kong, Gouvernement Princier de Monaco, and the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of Forus.

